

1200

2000

● SCIENCE, AFFAIRES ET DÉMOCRATIE - Pages 20 et 21

LE MONDE

diplomatique

N° 417 - 35^e année DÉCEMBRE 1988

DROITS DE L'HOMME

Le Maroc du silence

(Page 15.)

32 pages - 15 F
Algérie : 6 DA
Arabie Saoudite : 19,00 F
Belgique : 95 FB
Canada : 2,75 \$ C
C-45 : 1,170 F CFA
Espagne : 300 PTA
France : 15 F
R.F.A. : 2,50 DM
Grèce : 1,200 Dr
Irlande : 1,200 Ir
Italie : 3,700 Lira
Maroc : 15,50 DH
Pays-Bas : 5,90 Fl.
Suisse : 2,50 Sfr
Tunisie : 1,700 T
Abonnements : voir tarif page 23

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

SATAN

Par CLAUDE JULIEN



confiance et veiller à corriger les déséquilibres. Défense et sécurité ne sont pas alternatives, mais les deux pôles complémentaires d'une même action pour la paix internationale. Si la volonté d'exister politiquement exige d'être prêt à assumer l'épave de la crise, la prudence, comme vertu politique, demande d'écarter un paysage de peur.

Gouverner le choc d'un déséquilibre, la prudence doit régler avec la sagesse des moyens de la dissuasion. Le jeu d'un peuple est en jeu, l'autorité politique doit pas admettre que la décision de la machine à guerre soit dictée par les besoins de la bataille, alors que le conflit général n'est pas encore atteint. Le seul fait est que la stratégie préventive d'Israël ne peut pas être démentie par la perception d'une déviation des forces classiques. Comme, quand à l'adversaire jusqu'où il peut aller l'incertitude est diminuée et la dissuasion affaiblie. Le président de la République a émis l'avis de disposer de moyens de guerre équivalant à ceux de la base aérienne de Lormet. Ces moyens ont seulement besoin d'être utilisés, sans se développer en éléments permanents légitimes, car la dissuasion de la France - et, au-delà, celle de l'Europe - repose avant tout sur la maîtrise de la force nucléaire et de la force politique.

(1) Rencontre avec la presse, le 12 juin 1988.
(2) La vision de la base aérienne de Lormet.
(3) Intervention au colloque de la rue de la Harpe, Marseille, le 12 janvier 1988.

SURS de leur bon droit, ils réclament une définition restrictive de l'identité nationale et de la citoyenneté, ainsi que de plus généreuses subventions publiques pour les écoles religieuses. De qui s'agit-il ? D'intégristes français soutenus par les amis de M. Le Pen ? Non ; ces revendications, parmi d'autres, sont formulées en Israël par les quatre partis religieux (18 députés sur 120), que les deux grandes formations n'ont pas manqué de courtiser et qui pèseront sur les décisions à venir (1).

En France, l'enseignement privé ayant brillamment obtenu gain de cause, les intégristes peuvent se battre sur d'autres fronts. Champions de la pureté raciale, certains de leurs représentants se manifestent dans les rangs du Front national. Ultimes gardiens d'une morale en déroute, ils voient dans le SIDA un juste châtiment du ciel, et se sentent confortés lorsque Mgr Decourtray dénonce la campagne de publicité pour les préservatifs car elle va « faciliter la propagation sexuelle (2) ». Ardents défenseurs d'une saine doctrine, dont ils sont seuls dépositaires, ils ont - jusqu'à l'incendie volontaire - pris feu et flamme contre la Dernière Tentation du Christ.

Les incendiaires avaient-ils besoin des encouragements d'un prêtre qui n'avait même pas vu le film ? Probablement pas. Leur trop visible satisfaction incite pourtant le cardinal Lustiger à se disculper : « Ce n'est pas nous qui avons déclenché l'orage. Nous avons dit : attention, l'orage va se déclencher, vous êtes en train de déclencher des forces irrationnelles. Si l'on ne respecte pas le sacré, on déclenche le Diable (3) ».

Aussi simplement qu'un train sur un passage à niveau, un diable « peut

en cacher un autre ». Or ils sont légion, ces diables qui, de par le monde, s'acharnent à profaner tout ce qu'il y a de sacré : la vie humaine, la dignité de la personne, l'élémentaire justice, les créations de l'esprit traitées comme de viles marchandises... Ces diables-là, l'épiscopat va-t-il les refouler dans les zones grises de la conscience publique, loin derrière les diables de la fornication et du « blasphème » filmé ?

UNE diablerie tombe parfois du ciel. Ainsi cette gigantesque basilique - 7 000 places assises, 11 000 places debout - que le président Houphouët-Boigny fait édifier dans son Yamoussoukro natal, seconde capitale d'un pays qui compte à peine 15 % de catholiques. Avec une coupole dressée à 120 mètres au-dessus du sol, 250 colonnes dont les plus hautes mesurent 30 mètres, 7 800 mètres carrés de vitraux, le monument doit en imposer par ses proportions. Le démon de l'orgueil n'est pour rien dans cette œuvre pie. Le coût en est évalué à 1 milliard de francs, la fortune personnelle du président à 30 milliards ; placé à 10 %, ce capital, qui n'appelle aucune appréciation évangélique, permettrait de construire trois basiliques par an. Il n'en est pas question. Les améliorations d'un palais présidentiel complètent l'ou et la satisfaction de quelques autres vanités méritent priorité.

An début du mois d'octobre dernier, le chef de l'Etat a promis de maintenir le revenu de base des agriculteurs à raison de 8 francs le kilo-

gramme de fèves de cacao. Les petits planteurs n'ont toujours pas été payés, et les salaires des fonctionnaires sont bloqués depuis six ans. Les cours des produits de base - café, cacao, coton... - ont chuté au niveau des années 30. Du coup, la Côte-d'Ivoire est depuis un an en cessation de paiement : elle ne peut ni verser les intérêts de sa dette ni a fortiori rembourser le principal (voir l'article de Corinne Moutou, page 14).

Pour la plus grande gloire de l'ancienne puissance coloniale, c'est un Français qui contrôle tous les grands travaux. Après la basilique, dit-il, « nous nous lancerons dans la construction de logements sociaux : c'est beaucoup plus délicat ». Comment ne comprendrait-on pas son inquiétude ? (4)...

De toute éternité, l'adorable diable du plus absurde luxe religieux, dont témoigne à Casablanca l'édification de la plus grande mosquée du monde, a été jugé moins redoutable que le diable de la luxure, moins condamnable aussi que les licences favorisées par une dangereuse liberté d'expression et de création.

(Lire la suite page 17.)

- (1) Voir « Israël : A Jewish Fundamentalist State ? », Newsweek, 14 novembre 1988, et « What Price Glory ? », Time, 14 novembre 1988. Bien que la population israélienne soit aux deux tiers laïque, M. Shamir, dès le lendemain du scrutin, s'est dit disposé à modifier la « loi du retour » dont le sens connaît par les juifs orthodoxes. Les travaillistes sont hostiles à une telle mesure.
- (2) Le Monde, 8 novembre 1988.
- (3) Cardinal Lustiger, Europe 1, 23 octobre 1988.
- (4) Chiffres et citations d'après le Figaro, 3 novembre 1988.

UNE VOLONTÉ DE RAISON

Le pari des Palestiniens sur la paix

Par ALAIN GRESH

Il est des moments où l'histoire hésite, où la volonté des hommes paraît pouvoir l'emporter sur la pesanteur des habitudes. Ce n'est qu'après, longtemps après, que les choix hasardeux d'hier s'imposent à tous avec la force de la fatalité. En 1938, à Munich, tout était encore possible, et les démocrates auraient pu porter un coup d'arrêt mortel au nazisme. En 1953, à Téhéran, tout était encore possible, et l'Occident aurait pu accepter le régime du docteur Mossadegh et éviter à l'Iran vingt-cinq années de dictature du chah et une coûteuse révolution islamiste.

Aujourd'hui, au Proche-Orient, l'avenir est ouvert. Un des plus anciens conflits régionaux, ancré dans des haines sanglantes - le rejet de l'autre servant d'argument suprême - et que les puissances extérieures avaient cru bon jusqu'à d'arrêter, donne certains signes d'essoufflement. Certes, les embûches demeurent qui fourmillent mille arguments à ceux qui préconisent la réconciliation face aux éternels inévitables de cet « Orient compliqué ».

Pourtant, quelque chose bouge. La complexité même de la situation plaide en faveur d'un règlement : autour de la tragédie palestinienne se sont bâtis le drame du Liban, la montée des intégrismes et le surarmement (missiles et armes chimiques, balistiques durant la guerre entre l'Irak et l'Iran, menaces contre la région, sans exclure le péril nucléaire). Ce mélange inflammable trouble les Deux Grands au début de leur nouvelle lune de miel et alors que la diplomatie réaliste de M. Gorbatchev (voir pages 10 et 11) rend possi-

ble un accord sur l'indépendance de la Namibie. Ce climat de détente Est-Ouest ouvre au Proche-Orient une fragile lucarne de paix. Un an d'intifada ininterrompue en Cisjordanie et à Gaza, des centaines de morts, des milliers de prisonniers politiques, ont mis fin à l'option du statu quo. Le choix, pour tous, et en premier lieu pour les Israéliens, se résume ainsi : la paix maintenant ou la guerre sans cesse.

Le soulèvement a matérialisé sur le terrain les frontières de l'Etat palestinien et a contraint l'OLP, lors de son récent Conseil national à Alger, à prendre un tournant historique en avalisant, au-delà de la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies, le principe du partage de la Palestine en deux Etats, l'un juif, l'autre arabe.

AINSI s'élargit le consensus mondial - en attendant la prise de fonction de la nouvelle administration américaine et malgré le refus de M. Shamir - fondé sur la convocation d'une conférence internationale de paix, des garanties de sécurité à Israël et la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens, et que viennent conforter les positions de la Communauté économique européenne et de nombreuses voix juives en Europe et aux Etats-Unis.

L'histoire au Proche-Orient hésite. Le pari des Palestiniens sur la paix débouchera-t-il sur une trop banale occasion manquée, aux implications mortelles, ou, enfin, sur une solution où il n'y aura que des gagnants ?

(Lire page 16 l'article d'Amnon Kapelouk.)

En vente dans les kiosques :
LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS
Manière de voir n° 3

DANS CE NUMERO :

« Ils sont légion - écrit Claude Julien (pages 1 et 17) - ces diables qui, de par le monde, s'acharnent à profaner tout ce qu'il y a de sacré : la vie humaine, la dignité de la personne, l'élémentaire justice, les créations de l'esprit traitées comme de viles marchandises... »

ETHIQUE DE LA DÉMOCRATIE

Aux Etats-Unis, par exemple, l'administration de M. Reagan - qui avait pourtant fait appel à la « majorité morale » - apparaît maintenant comme « la plus corrompue » tandis que la récente campagne électorale a sombré, au grand dam de l'éthique démocratique, dans la fange des « bas-fonds » (pages 4 et 5). En Europe, même mépris pour le « social », pour la solidarité avec le monde du travail, et, en revanche, exaltation du culte du veau d'or, des « libertés sans frontières pour les capitaux » (pages 6 et 7). Les conséquences concernent la vie intime de chaque citoyen alors que se multiplient les « menaces, sur le droit de tous aux soins médicaux » (pages 18 et 19) et que, progressivement, « le corps humain devient une simple marchandise » (pages 20 et 21). Des partis qui avaient vocation à dénoncer ce type de profanation, comme les « Verts » allemands, sont

Eloge du sacré

aujourd'hui tiraillés « entre la contestation et l'intégration » (page 23).

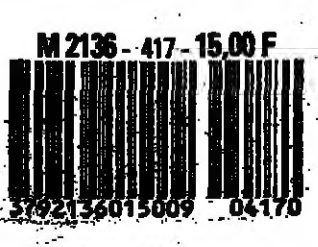
VERTU DE L'IDENTITÉ

Autres profanations : celles de la dignité de la personne et de la dignité des peuples. Alors que l'on célèbre, ce mois, le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, « une inacceptable perversion, la torture » demeure une pratique banale (page 32) ; par exemple, derrière « le Maroc du silence » des voix s'élèvent pour réclamer l'élémentaire justice (page 15). Des peuples entiers, hier encore ignorés, réclament aussi, en particulier en Union soviétique où Moscou reste confronté « au réveil des nationalismes » (pages 10 et 11) ; et en Yougoslavie où le Kosovo apparaît comme « la poudrière des Balkans » (pages 8 et 9).

COURAGE DE LA PAIX

Au Proche-Orient, les Palestiniens misent désormais sur « le volontarisme de la raison » pour venir à bout du « refus israélien » et en finir définitivement, sur cette terre de douleur, avec le plus tenace des conflits (pages 1 et 16). Mais la prudence s'impose, d'autant que, par exemple, dans le conflit d'Amérique centrale, des efforts de paix semblables ont échoué et El Salvador s'enfonça de nouveau dans la « guerre totale » (page 3). Imposée à coups de canon, la paix des militaires en Birmanie ne durera sans doute pas non plus (pages 12 et 13). Partout, comme en Côte-d'Ivoire, les citoyens ont cessé de croire aux « miracles » (page 14) mais réclament avec insistance le respect de quelques valeurs sacrées : la démocratie, l'identité, la paix.

Voir le sommaire détaillé page 32.



Arabies

LE MINISTRE DU PETROLE REVELE SA STRATEGIE GAZIERE

HORIZON 89

LA SECURITE NATIONALE P.S. ET LE MONDE ARABE

Le numéro de décembre d'Arabes le mensuel du monde arabe et de la francophonie. En vente en kiosques et en librairies. Abonnement : 300 FF - 250 FF étudiant. 78, rue Joffroy 75011 Paris.

Novembre 1988

campagne électorale américaine

ques est encore à venir. » Le compte était presque bon.

Dès avril, le *Wall Street Journal* avait noté : « Les reporters de la télévision passent leur temps à couvrir l'écume des choses tout en se plaignant du manque de profondeur de la campagne (27). » Rarement, en tout cas, les sondages auront à ce point dominé le contenu médiatique d'une élection. Non seulement les télévisions s'attachaient à en commander de nouveaux (CNN en eut un tous les jours) et à les analyser longuement, mais encore ils déterminèrent très vite le ton de tous les commentaires. Après avoir annoncé que sa dernière enquête était très favorable à M. Bush, NBC, dans un reportage consacré à M. Dukakis, indiquait :

« Il fait des efforts désespérés pour sauver une campagne qui est en chute libre » (28).

Naturellement, l'explosion de ces publicités négatives suscita de nombreux sondages. Ils révélèrent ce qu'on soupçonnait déjà : la public ne les aimait pas mais se laissait influencer par elles.

La préférence des journalistes pour l'écume fut illustrée jusqu'à la caricature par une question de Dan Rather à M. Michael Dukakis. En un sens, la question résuma bien ce qu'était devenue la campagne pour l'élection du président des Etats-Unis : « S'il vous e fallu tant de temps pour répondre aux

publicités de George Bush, si vous avez eu tant de mal à assembler une bonne équipe de marketing, pourquoi devrions-nous vous faire confiance pour organiser le gouvernement et diriger le pays (29) ? La question sembla si péneuse que tous les intervieweurs la reprirent. Puisqu'un candidat était moins manipulateur que l'autre, il était bien normal que l'on s'interrogeât sur sa compétence.

Le jour dit, 35 % seulement des électeurs s'affaînaient satisfaits du choix qui leur était offert (30) ; la moitié des Américains s'abstinent. Le président élu déclara : « Ordonnez-moi, lorsque tout sera terminé, il y aura des pays de la Hesse qui analyseront cette élection (31). »

Le directeur de la campagne victorieuse, M. James Baker, fut nommé secrétaire d'Etat.

SERGE HALIMI.

- (16) En 1987, 200 000 permissions de sortie ont été accordées à 53 000 des 604 000 détenus. Les prohibitions furent très rares. Au Michigan, le taux de succès atteint 99,5 %. (Source : NBC News, 12 octobre 1988.)
- (17) *San Francisco Examiner*, 22 octobre 1988.
- (18) *New York Times*, 5 novembre 1988.
- (19) Entretien à CNN, 29 octobre 1988.
- (20) Entretien à NBC, 3 novembre 1988.
- (21) NBC News, 23 octobre 1988.
- (22) PBS, 28 octobre 1988.
- (23) Entretien à CBS News, 27 octobre 1988.
- (24) Frank Lautenberg, CBS News, 3 novembre 1988.
- (25) *US News and World Report*, 7 novembre 1988.
- (26) ABC News, 1^{er} novembre 1988.
- (27) *Wall Street Journal*, 11 avril 1988.
- (28) ABC News, 17 octobre 1988.
- (29) CBS News, 24 octobre 1988.
- (30) Ils étaient 50 % en juillet. (Source : ABC News, 1^{er} novembre 1988.)
- (31) Entretien à CNN, 29 octobre 1988.

« n'avait jamais fait référence à la race du criminel (20) ».

En Illinois, un tract diffusé par le comité central du Parti républicain résumait les débats de la campagne simplifiant l'élection qui s'annonçait : « *Tous les assassins, les voleurs et les trafiquants de drogue votent pour Dukakis. Nous, en Illinois, pouvons voter contre lui (21).* » Le message prenait, « *Un meeting à l'autre, entouré de policiers, M. Bush dénonçait le laxisme judiciaire de son adversaire. Pendant ce temps, sa campagne saturait les écrans d'une publicité en noir et blanc qui parlait de « criminels en permission » devant des grilles rouges. Les images semblaient fort à un portillon, parvenu à l'intérieur, le détenu sortait aussitôt. (voir la photo page 4).* Là encore, même refrain mais il ne s'agissait plus cette fois de poisons mortels : « *Dukakis veut faire pour nous ce qu'il a fait au Massachusetts. L'Amérique ne peut pas prendre ce risque.* »

Les limites de l'odieux furent franchies quand le mari de la femme violée par Willie Horton vint, dans le cadre d'une publicité de trente secondes, dénoncer la « *politique de la cavalerie* » du démocrate : « *Pendant douze heures, j'ai été battu, blessé et terrorisé. Ma femme a été brutalement violée (sic).* Nous craignons que les gens ne sachent pas vraiment qui est Michael Dukakis. » Mais « les gens » commençaient à comprendre. Entrevue à la sortie de son usine, une ouvrière de

compte électoral. La télévision, surtout, se comporta comme un notaire et ne révéla que ce que les candidats avaient montré ou ils le disaient même quand la valeur informative du propos était nulle. Souvent, les quatre réseaux nationaux retransmettaient les mêmes passages alors qu'il était clair qu'ils avaient été écrits uniquement pour manipuler une couverture médiatique avide de phrases pleines de punch. Cinq jours avant l'élection, Arnold Schwarzenegger, acteur culturiste et héros d'un film pour adolescents comme *Terminator*, lança lors d'un meeting républicain *I am Dick Cheney*. Dukakis zéro le vrai - terminator du *l'avenir de l'Amérique* ! Toutes les télévisions reprirent ce clip décisif. Quelques semaines plus tôt, lors d'un autre meeting démocrate, Robert Redford, dont on avait dit que le candidat républicain à la vice-présidence lui ressemblait, s'était exclamé : « *Hello, Jesus Dan Quayle* ! » Là encore, reprise assurée sur toutes les chaînes. Les rares discours de fond que prononcèrent les candidats étaient en fait en silence. Les propos complexes qu'il fallait lire. La chronique de l'extrait sonore diffusée à l'écran (le *sound bite*) était tombée de quarante-cinq secondes à y dix ans à dix secondes en 1984. En 1988, ce fut huit (26). Les candidats parlèrent en conséquence. Pour M. Bush, ce fut alors : « *Liste mes lèvres : pas d'impôts nouveaux !* » Pour M. Dukakis : « *La meilleure des Amériques n'est pas derrière nous ; la meilleure des Améri-*



JACQUES DECORNOY.

La Maison Blanche démasquée

UN maître ouvrage, cette étude, par Jane Mayer (*Wall Street Journal*) et Doyle McManus (*Los Angeles Times*), du second mandat de M. Reagan (1). Une extraordinaire enquête sur le scandale de l'Iren-Contragate ? Certes, et mille révélation sur l'action des Norcia, Polinformer, McManus, Reagan, sur les ententes secrètes de Téhéran, les transactions visant à financer la guerre 'privée' contre le Nicaragua. Une plongée dans un monde de squales aux dents longues qui s'entre-tuaient jusque dans le bureau présidentiel, à coups de vulgaires dénominations et d'échanges de messages électroniques ? Certes, et aussi, au centre de ce marécage nauséabond, M^{me} Reagan, intrigante inculte ne dédaignant pas les cadeaux de valeur. Ce livre est tout cela mais, surtout, un manuel de base de science politique de notre temps sur l'exercice du pouvoir dans la première puissance du monde ayant à sa tête un fantôme fabriqué, déguisé en président, dont le don suprême fut de bien passer à la télévision aussi longtemps que son masque tint bon. Sa sortie du studio marque-t-elle la fin d'une époque ? Le nouveau président, M. Bush, a-t-il, autant que son chef, mené à cette longue et douloureuse affaire. L'histoire continue donc, faite d'images de synthèse et de mensonges. Abyssale, dangereuse nullité.

JACQUES DECORNOY.

(1) Jane Mayer et Doyle McManus, *Landslide. The Unmaking of the President 1984-1988*, Houghton Mifflin, Boston, 1988, 468 pages, 21,95 dollars.

SAUL LANDAU.

relations publiques du Parti républicain, MM. Spencer, Tester et Khachigian. Leur sujet de conversation : la manière d'utiliser la guerre et la paix comme argument politique. M. Khachigian : « Je prononcerais mon discours sur le thème « Plus jamais de guerre », à l'assemblée générale de l'ONU. Je trouverais une formule qui marque le discours et fasse obligatoirement les titres des journaux. Vous savez ce qu'il [Reagan] devrait faire dans ces discours à l'ONU. L'Union soviétique siège à deux fauteuils de nous à l'Assemblée générale. Il faudrait qu'il pointe son index vers eux en leur disant : « Vous savez, il n'y a pas un tel albâtre entre nous après tout... Dans ce bâtiment, nous sommes seulement à 2 mètres les uns des autres. »

Si le gouvernement n'était rien d'autre que le prolongement des affaires par d'autres moyens, on comprend que des conseillers très proches du président, comme M. Michael Deaver et M. Lyn Nofziger, aient utilisé leurs contacts à la Maison Blanche pour gagner d'énormes honoraires immédiatement après avoir quitté leurs fonctions officielles, et pourquoi M. Reagan n'avait rien trouvé à redire à une attitude qui allait leur valoir une inculpation du ministère de la justice.

Lé cas de M. Edwin Meese, le ministre de la justice (attorney general), lui vaudra sans la peine d'être évoqué, bien qu'il ait réussi de peu — à défaut de preuves — à éviter d'être inculpé pour une série d'opérations douteuses concernant ses intérêts personnelles, pour trafic d'influence et pour sa « diligence » pour ne pas dire plus — dans les investigations concernant l'irrigante. La commission d'éthique (Ethics Panel) conclut que M. Meese était coupable d'avoir abusé de la confiance publique, mais le procureur décide de ne pas le poursuivre, les délits commis étant mineurs. L'examen des faits fit apparaître que M. Meese n'était pas au courant de la signification même du mot d'éthique : voilà l'homme qui occupa les plus hautes fonctions du pays en matière d'application de la loi, et qui demeure un « ami fidèle » et un « précieux collaborateur » du président.

Le plus grave, peut-être, dans l'héritage de M. Reagan, est la manière dont des individus cyniques ont substitué au débat public sur les questions politiques majeures une démarche mercatique ne permettant pas de distinguer les candidats des autres produits commerciaux offerts à une opinion américaine inquiète. Pour s'en convaincre, écoutons les propos de trois des principaux responsables des

M. Spencer : « Ouais, il pointerait sans doute son index vers les Portoricains » (rires).

M. Khachigian : « Avec Reagan, on peut vraiment programmer cela dans le discours et faire en sorte que cela ait l'air d'être improvisé, à un moment où il s'arrête et lave les yeux de son texte... »

Les extraits de cet enregistrement clandestin en disent plus long que beaucoup d'analyses sur l'esprit des années Reagan : la culture transformée en marchandise, l'image remplaçant la réalité politique, tout contenu étant chirurgicalement évacué par les publicitaires et les soudoers d'opinion qui dirigeaient les campagnes électorales.

M. Reagan a fait chuter la culture politique du bon plus bas niveau historique. Avec lui, ce fut l'époque de la bonne formule ou du bon jeu de mots. Pendant qu'il égarait les esprits dans les platitudes sur le thème « Que la vie est belle », des dizaines de millions d'Américains, désespérément privés du filet de sécurité autrefois constitué par l'Etat, passaient de la pauvreté à la misère absolue. Les années 80 ne ressemblent pas à la grande dépression des années 30, parce que les Etats-Unis n'ont pas subi d'abandonnement économique massif. Certains secteurs ont été très affectés, d'autres ont prospéré. Le meilleur et le pire ont coexisté, mais M. Reagan et ceux qui ont gouverné avec lui n'ont voulu voir que les bons côtés. Excepté, bien entendu, la bonne centaine d'officiers contraints à la démission, inculpés ou carrément emprisonnés pour délits en tout genre et manquements à l'éthique.

100-443887-100

avaient fait perdre également des centaines de millions de dollars. L'ancien secrétaire d'Etat Robert Anderson se retrouva également en prison pour fraude fiscale et se retrouva bancaroute. M. Aida Juma, grande figure du monde arabe et ancien député pour l'électorat du fasciste, tout comme certaines d'autres membres de l'équipe de la loi et des affaires, l'administration Reagan est devenue l'exemple ?

Ces efforts faisaient bouillir les joutes du parti socialiste. Avec leurs semblables - la plus riche de la population -, ils possèdent en 1987, 70 % des biens de la nation fédérale; le chef de la Banque fédérale sort une apostrophe de 70 %, par rapport à 1963. Tout est grand parce grâce à la politique de redistribution. A la fin du second mandat de Helmut Schmidt, il n'y avait pas une seconde classe sociale dans ce pays.

Philippe LÉVY

D'où vient tout cet argent ? En 1988, des milliers d'enfants vivaient au-dessous du seuil de pauvreté défini par le ministère du travail, soit 15,5 % de plus qu'en 1979. Pendant les 10 dernières années, les 40 % des familles américaines situées au milieu de l'échelle sociale passent maintenant au milieu de l'échelle sociale. En 1988, les familles moyennes, 1 500 dollars par an, de moins que sous la présidence de Ronald Reagan ?

Alors que le « Grand Communisme » se propose de restaurer la grandeur de l'Empire, le petit empire par des « vertueuses réformes » à l'égard des détenteurs de capitaux de bénéfice d'inventaire, il exporte son ardeur à l'égard de tous les autres par le biais du mandat d'arrêt international. Les « grands » de la mandarine de l'Empire-Lens ou du grand prince de protectorat de l'Empire-Lens et des « réserves de protection de l'Empire-Lens » sont les « réserves de protection de l'Empire-Lens » et les « réserves de protection de l'Empire-Lens » sont les « réserves de protection de l'Empire-Lens ».

Auguste M. Thomas, directeur de la section des affaires indiennes, gagne presque un demi-million grâce à des fins personnelles des mandats de la Commission. Contrairement à la plupart des autres, la haute administration qui assiste le

UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE

SURTOUT NE PAS DÉSESPÉRER

Le « social » à la remorque de l'Acte unique

L'idéologie néolibérale qui a inspiré l'élaboration de l'Acte unique européen conduit inéluctablement à renforcer les plus forts et à affaiblir les plus faibles, qu'il s'agisse du sort des régions, des intérêts des producteurs ou des droits des simples citoyens (1). Rien n'illustre mieux la construction de cette Europe à deux vitesses que les traitements respectifs réservés au capital et aux travailleurs : facilités libérales et immédiatement accordées dans un cas, temporisations et tergiversations dans l'autre.

Par
BERNARD
CASSEN

O n'en est pas encore à scander « Vive la sociale ! » à la Commission de Bruxelles, au Parlement de Strasbourg et chez certains gouvernements des Douze, mais le thème de « l'Europe des travailleurs » a brusquement pris une place croissante dans leurs discours, rapports et résolutions (2). Comme pour mieux mettre en lumière la quasi-vacuité de la construction communautaire dans ce domaine, et la sage lenteur avec laquelle se préparent — parfois depuis plus de dix ans — des directives pouvant contribuer à sa cohésion sociale. Il est d'ailleurs significatif que ce dernier adjectif, et donc la préoccupation qu'il recouvre, ait été introduit dans le titre V de l'Acte unique européen (« la cohésion économique et sociale »), alors qu'il était absent du Livre blanc préparatoire publié par la Commission en 1985, où il était seulement fait mention de « cohésion économique ».

Coups de canif à l'Etat-providence

A partir du début des années 80, la vague néolibérale — marquée par l'arrivée au pouvoir de M^{me} Thatcher à Londres (1979) et de M. Reagan à Washington (1981), le déniement de l'Etat, la déréglementation, les privatisations, les premiers coups de canif à l'Etat-providence — affecte peu ou prou l'ensemble des gouvernements d'Europe de l'Ouest, même ceux se réclamant du socialisme. Il n'en va pas exactement de même à la Commission de Bruxelles, qui, sur la lancée de la décennie précédente, et parce qu'elle se constitue progressivement en entité administrative autonome par rapport

aux gouvernements nationaux, prend certaines initiatives à contre-courant de l'idéologie à la mode, quitte à se faire mettre en échec par le conseil des ministres.

Ce sera notamment le cas avec deux propositions de directives (5). La première, dite « directive Vredeling », du nom du commissaire aux affaires sociales de l'époque, le socialiste néerlandais Henk Vredeling, qui prévoyait l'information et la consultation des travailleurs des entreprises « à structure complexe », c'est-à-dire transnationales, fut transmise au Conseil en 1980, puis sous une nouvelle forme

amendée en 1983 pour, en juillet 1986, voir son examen ajourné au moins jusqu'au début 1989... La seconde, connue comme la « cinquième directive » sur le droit des sociétés, remonte à 1972 et organisait une participation des travailleurs dans le conseil de surveillance de toutes les sociétés anonymes d'Europe. Une nouvelle mouture de ce texte, élaborée en 1983, attend toujours l'aval du Conseil, comme beaucoup d'autres projets de directives sur la durée du travail, le travail à temps partiel, le travail temporaire, etc.

Dans le même temps, une directive déjà en vigueur, celle du 17 février 1975, qui rend obligatoire, en cas de licenciements collectifs, une procédure de consultation des travailleurs et d'information des pouvoirs publics, était ouvertement bafouée par le groupe Michelin qui, pendant l'été 1986, décida sans préavis de fermer son usine de Sint-Pieters-Leuw, en Belgique, mettant du jour au lendemain 1 034 travailleurs au chômage. Temporalisation, inertie, veto en conseil des ministres — où les gouvernements néolibéraux font jusqu'à ce jour la loi — et textes dépourvus de toute possibilité de sanction en cas d'infraction : le social est bien le parent pauvre de Bruxelles.

Rien à voir avec la fixation spectaculaire d'échéances et les « marathons » hâletants que l'on a connus dans d'autres domaines. Ainsi, la directive sur la libération des mouvements de capitaux (voir page 7 l'article de Denis Clerc), qui, à elle seule, a une portée structurante au moins égale à la totalité de celles déjà prises ou à prendre en vue de l'échéance de 1993, a été adoptée dès le 13 juin dernier, pour respecter le calendrier prévu. Ce jour-là, les ministres des finances de gouvernements socialistes ont « lâché », sans aucune contrepartie, sociale ou autre, la formidable monnaie d'échange dont ils disposaient vis-à-vis de leurs collègues néolibéraux.

Ainsi dépourvus, Paris, Madrid et Athènes vont avoir fort à faire pour amener M^{me} Thatcher à ne pas bloquer les propositions — pourtant minimales — de la Commission, telles qu'elles sont constamment rappelées par M. Jacques Delors : d'abord, un « socle social » communautaire, comprenant des mesures en vue du renforcement de la santé et de la sécurité du travail, de la libre circulation effective des personnes, de la formation professionnelle, de l'encouragement au dialogue social, de la solidarité envers les chômeurs de longue durée, etc., le tout étant repris dans une charte communautaire des droits sociaux ; ensuite — et c'est surtout là que le bât blesse pour Londres — création d'un statut de société anonyme européenne. Fidèle à sa démar-

che consistant à faire passer du social par le biais de l'économique, M. Delors est déterminé à introduire dans le texte des clauses impératives de participation des salariés. Participation à la carte cependant, puisque le choix serait laissé entre plusieurs possibilités, dont la cession à l'Allemagne par exemple.

Les organisations patronales européennes, réunies au sein de l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE), qui, à l'initiative de M. Delors, avaient engagé en 1985, à Val-Duchesse en Belgique, avec la Confédération européenne des syndicats (CES) un débat de dialogue jugé prometteur (6), ne cachent pas leur opposition au projet de société européenne et même de charte des droits sociaux. Ainsi, M. Zygmunt Tyszkiewicz, secrétaire général de l'UNICE, reproche à la Commission de succomber à « la tentation compréhensible de nager dans les eaux chaudes de la politique sociale plutôt que d'entrer dans les eaux glacées et turbulentes de la suppression des barrières (7) ».

Le rôle central accordé aux mécanismes du marché

FACE à l'intransigence annoncée de M^{me} Thatcher, qui avait veillé, dans l'Acte unique, à ce que les dispositions « relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés », requièrent l'unanimité du Conseil — et non la majorité qualifiée comme pour la plupart des décisions de mise en place du grand marché, — un concours inattendu pourrait venir de Bonn. Payant déjà le prix d'une bonne dose de « social » en termes de financement substantiel du système d'apprentissage, de temps de travail le plus court de la CEE et de dialogue institutionnalisé avec les syndicats grâce à la cession des entreprises, le patronat allemand ne souhaite pas de retour en arrière en RFA — car la paix sociale est aussi un facteur de compétitivité, — mais veut que les mêmes charges pèsent sur ses concurrents tentés par le « dumping social ».

Aucune avancée dans le domaine des droits des travailleurs — qu'elle prenne la forme de directives communautaires ou de conventions collectives européennes, — n'aura cependant de véritable impact populaire tant que l'Europe des Douze comptera dix-sept millions de chômeurs, dont beaucoup figurent sans doute parmi les quarante à quarante-cinq millions de « pauvres » (selon la définition même qu'en a donné le Conseil en 1984) qu'évoque un rapport récent du Parlement européen (8). Pour venir à bout de ce fléau, Bruxelles préconise une « stratégie de coopération pour la croissance et l'emploi », prenant appui sur l'embellie économique qui semble se dessiner et

sur les conséquences, présumées bénéfiques, de l'ouverture du grand marché.

On sait que le rapport Cecchini sur « Le coût de la non-Europe », commandé par la Commission, et dont l'argumentation et les données sont reprises dans 1992, le défi, préfacé par M. Jacques Delors (9), avance le chiffre de cinq millions de créations d'emplois directement redevables à la suppression de toutes les barrières non tarifaires. Mais une étude serrée de ce document, menée par l'Institut syndical européen (ISE), conduit à sérieusement relativiser les choses (10). D'abord, le grand marché se traduira par des pertes et non des créations d'emplois (de l'ordre de cinq cent mille) ; ensuite, la marge d'erreur acceptée par les auteurs du rapport Cecchini est de 30 % ; enfin, les fameux cinq millions de créations dépendront de mesures positives d'expansion à prendre de manière coordonnée par les Etats. Faute de quoi le nombre de nouveaux emplois sera seulement de 1 750 000, à peine de quoi faire baisser de 10 % le nombre actuel de chômeurs.

L'Institut syndical européen, émanation de la CSE, pose en conclusion la question centrale, soigneusement éludée par les gouvernements socialistes — en particulier celui de Paris, — prisonniers de leurs discours incantatoires et euphorisants, celle de « savoir si l'achèvement du marché intérieur est conforme à l'objectif même de la création de la dimension sociale de celui-ci. Le rôle central accordé aux méca-

nismes du marché ne semble pas aller dans ce sens... ». Peut-on faire de la conquête de la démocratie économique et de la citoyenneté dans l'entreprise, de la protection sociale, de l'égalité hommes-femmes, etc., de simples corollaires de l'ouverture d'un marché de 325 millions de consommateurs ?

Ce statut sans gloire du « social », relégué dans les recoins de quelques articles de l'Acte unique, alors qu'il s'agit de l'une des dimensions majeures de la civilisation européenne, est sans doute logique dans une construction fondée sur les seules valeurs de l'économisme (11). Mais il ne faut pas alors s'étonner — en particulier dans une période de poussées revendicatives — de sa faible capacité mobilisatrice pour des citoyens chez lesquels l'idée d'Europe ne se confine pas aux horizons d'un espace marchand.

(1) Précédents articles : « Dans la jungle du grand marché » (septembre 1988) ; « Des disparités régionales qui minent la cohésion communautaire » (octobre 1988) ; « Le risque d'une formidable régression des politiques fiscales » et « La justice au service des intérêts économiques ou des citoyens ? » (novembre 1988).

(2) Voir notamment : « Europe sociale. La dimension sociale du marché intérieur », rapport d'étape du groupe inter-services, Commission des Communautés européennes, Bruxelles-Luxembourg, 1988 ; « La dimension sociale du marché intérieur », communication du vice-président Marin, adoptée par la Commission, Bruxelles, 14 septembre 1988, SEC (88) 1148 final ; Martine Aubry, « Pour une Europe sociale », rapport remis au ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Paris, 7 septembre 1988.

(3) Le Monde, 22 septembre 1988.

(4) Le Monde, 11 novembre 1988.

(5) Sur l'évolution de la Commission en matière sociale, voir Herbert R. Northrup, Duncan C. Campbell et Betty J. Slowinski, « La consultation multinationale entre syndicats et directions en Europe centrale-est autour des années 80 », Revue internationale du travail, volume 127, n° 5, 1988.

(6) Deux accords CES-UNICE, dits « avis conjoints », sont issus des travaux de groupes de travail communs sur la politique macro-économique et sur les aspects sociaux des nouvelles technologies. Ces avis n'ont de valeur contraignante ni pour leurs signataires ni, bien entendu, pour la Commission.

(7) Financial Times, 9 novembre 1988.

(8) Rapport de M^{me} Marietta Giambon-Koutsouk sur la lutte contre la pauvreté dans la Communauté européenne, Parlement européen, « Documents de séance », Strasbourg, 16 août 1988, série A, document A2-171/88.

(9) Voir Bernard Cassen, « A la recherche de la politique communautaire », Le Monde diplomatique, novembre 1988.

(10) « La réalisation de la dimension sociale du marché intérieur européen », document de travail pour le séminaire organisé par l'ISE à Bruxelles les 28 et 29 juin 1988.

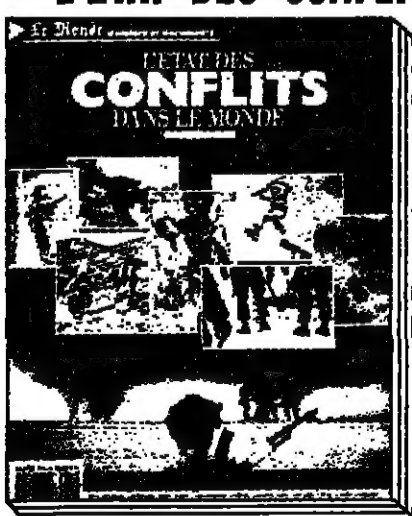
(11) Voir Didier Motchane, « L'Europe, un vol au vent à la sauce financière », Le Monde, 18 novembre 1988.



VLADIMIR VELICKOVIC - Homme de Mayféldge, variation

Le Monde

L'ÉTAT DES CONFLITS DANS LE MONDE



Préface d'André Fontaine

- Le bilan continental par continent des conflits ou points chauds.
- Le commerce des armes. La guerre économique. Les relations Est-Ouest.
- Les mécanismes de la paix. Le rôle de l'ONU.

UN NUMÉRO HORS SÉRIE
144 pages - 40 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'ÉTAT DES CONFLITS DANS LE MONDE

Tarif France : 40 F - Tarif étranger : 45 F (frais d'expédition inclus)

NOM _____ BON DE COMMANDE
PRÉNOM _____ ET RÉGLEMENT
ADRESSE _____ A RETOURNER A :

LOCALITÉ _____
CODE POSTAL _____
PAYS _____

N° CARTE _____
(date d'expiration) _____ Signature obligatoire

Le Monde

Vente au numéro
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS Cedex 09

PATRONAT ET

Libertés

L

CLASSE

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

L

Libertés sans frontières pour les détenteurs de capitaux

**Deux fois
par semaine
sur votre bureau,
le Téléx
Confidentiel
fait de vous
l'homme
qui sait tout
avant
tout le monde.**



TENSIONS INTERETHNIQUES

La Yougoslavie en proie

EFFONDREMENT
aux démo

COMME dans d'autres pays de l'Est, les tensions inter-ethniques ne cessent de s'aggraver en Yougoslavie. Surtout après les meetings qui ont rassemblé, le 19 novembre dernier, à Belgrade, d'une part, près d'un million de Serbes réclamant l'entier contrôle sur la province du Kosovo ; et à Pristina, capitale de cette région autonome, d'autre part, plus d'une centaine de milliers d'Albanais refusant les prétentions serbes et conspuant le nouvel homme fort de Serbie, M. Slobodan Milosevic.

Ces tensions ne sont pas nouvelles dans un pays et dans une zone - les Balkans - régulièrement embrasés par des explosions nationalistes. Mais elles se produisent à un moment où la situation de l'économie est critique et s'ajoutent aux mécontentements causés par l'hyperinflation, le chômage et la vie chère. De surcroît, le système politique lui-même s'interroge sur son avenir alors qu'il n'est pas parvenu à remplacer son fondateur, Tito, disparu en 1980.

Par JUAN FERNANDEZ ELORRIAGA *

Les passions nationalistes explosent généralement, en Yougoslavie, en période d'euphorie économique ou de dépression.

L'actuelle situation d'extrême dépression économique suscite la rébellion des Serbes, majoritaires au sein de la République socialiste fédérative de Yougoslavie. La conjoncture est pleine de périls. Depuis la mort de Tito (en 1980), qui avait exercé pendant trente-cinq ans une autorité absolue, la population a perdu près de 50 % de son pouvoir d'achat.

Dans la République de Serbie, qui est en réalité une fédération de trois entités autonomes (Serbie, Vojvodine et Kosovo) au sein d'une confédération yougoslave, les forces armées suivent attentivement l'évolution de la situation (60 % des officiers seraient serbes).

Longtemps habitué à être guidé d'une main ferme par un leader de forte personnalité, l'Etat yougoslave vit la crise actuelle sans pouvoir compter sur un homme politique de même charisme et de même envergure. Le vide du pouvoir, à la tête de l'Etat, est flagrant, à cause du système de présidence collective établi en 1978 par Tito pour éviter les rivalités après sa mort. A tour de rôle, un représentant de cha-

cune des six républiques assume pour un an la présidence de l'Etat yougoslave. Mais les six représentants assument collectivement, à égalité de droits, pour quatre ans, la présidence collective. C'est loin d'être simple.

Un « communiste historique », Vladimir Bakarić (Croate), a déclaré que la Yougoslavie affronte le nationalisme croate depuis sa fondation, « mais ne survivrait pas à l'explosion du nationalisme serbe ». Décédé en 1982, Bakarić n'a pu voir les premières manifestations du malaise serbe en 1981, après les grandes manifestations des nationalistes albanais dans le Kosovo. Les Albanais constituent l'ethnie la plus ancienne des Balkans. Elle est désormais majoritaire au Kosovo, région autonome de Serbie, dont l'autonomie a été encouragée par Tito lui-même. Au printemps 1981, des centaines de manifestants réclamèrent violemment, dans les rues de Pristina - capitale du Kosovo, - la proclamation d'une république qui serait devenue le septième Etat de la Yougoslavie. La répression fut féroce : neuf morts, une centaine de blessés et près de six cents prisonniers. Le pouvoir central s'opposa à la cassure des schémas fédéraux actuels, qui entérinent sept siècles de domination serbe.

Le nouveau « réveil serbe »

TITO, d'origine croate, soutenait, paraît-il, qu'une Yougoslavie robuste a besoin d'une Serbie affaiblie. Mais les Serbes ont toujours mal accepté que leur république n'ait pu annexer, après la guerre, la Bosnie orientale, alors que la « Serbie du Sud » devenait la République de Macédoine.

Le nouveau « réveil serbe » a éclaté à l'automne 1987, lorsque M. Slobodan Milosevic, chef des communistes de Serbie (la plus peuplée des républiques yougoslaves), s'imposa, au sein du comité central, aux côtés de rassemblements autour d'Ivan Stambolic.

M. Milosevic allait vite devenir un leader très populaire, une véritable idole, grâce à ses discours faits de phrases courtes, claires et efficaces, dans un pays au verbe politique traditionnellement byzantin et obscur. M. Milosevic se réfère rarement à Tito,

mais cherche à avoir autant d'influence que lui, du moins en Serbie. Cela lui vaut la haine des bureaucrates du parti des cinq autres républiques. Ceux qui le connaissent bien affirment que, en matière d'économie, il serait une sorte de social-démocrate. Des centaines de milliers de ses partisans parcourent, depuis juin dernier, les régions historiques serbes - la Vojvodine, le Monténégro, et le Kosovo, - réclamant la solidarité contre les nationalistes albanais. La majorité musulmane et la minorité croate de Bosnie se sont opposées à toute manifestation, sur leur territoire, des partisans de M. Milosevic.

« Tito pour vous, le Kosovo pour nous », et « Slobodan, notre nouveau Tito » sont quelques-uns des slogans contradictoires que l'on a entendus au cours de ces manifestations massives, la dernière ayant regroupé à Belgrade, le 19 novembre 1988, plusieurs centaines de milliers de personnes (1). Dans un village du Monténégro, on a même crié le traditionnel appel des Slaves du Sud : « Que viennent les

Russes ! », forgé à l'époque des tsars, lorsque les valeurs des chrétiens orthodoxes étaient menacées par le croissant arabe, turc ou albanais.

Pour la première fois dans l'histoire du socialisme, en octobre dernier, cent mille manifestants ont obtenu la démission en bloc du bureau politique du parti. C'était en Vojvodine, l'autre région (avec le Kosovo) autonome de Serbie. Les manifestants assiégaient les locaux du parti, invoquaient le nom de Milosevic et réclamaient « une grande Serbie unie », non divisée en trois parties. Pourtant, 20 % de la population de Vojvodine est d'origine hongroise, et Budapest exprime officiellement une préoccupation (avec moins de vigueur, cependant, que ne l'a fait Tirana après les manifestations serbes au Kosovo) quant à l'évolution de la situation dans une région qui fut jadis le grenier des féodaux magyars.

Trois jours plus tard, quelque 90 000 personnes exigeaient également la démission du bureau politique de Monténégro. Mais, cette fois, les compagnies anti-émeutes dispersèrent violemment les manifestants. Quelques ministres du gouvernement local démissionnèrent, mais la chute du comité central du parti fut évitée. C'est que les manifestants n'avaient pas tenu compte d'une vieille consigne

visée à l'égard des autres républiques, mais des ambitions au sein de sa propre république.

Le pacte était clair : les principes fédéraux, établis dès 1943, seraient respectés, à propos du tracé des frontières des six républiques, mais la Serbie réclamerait les mains libres pour démonter, à l'intérieur de ses propres frontières, le puzzle fédéral imposé par Tito et par la Constitution de 1974. Ce que personne ne comprend, c'est comment M. Milosevic compte s'y prendre pour « réviser » le Kosovo, alors que le taux de natalité des Serbes est de moins de 2 %, et celui des Albanais, de 3,4 % (le plus fort d'Europe).

Le Kosovo, « poudrière de l'Europe »

LE dirigeant communiste croate Josip Vrhovac provoqua la colère de M. Milosevic lorsqu'il affirma récemment qu'une Yougoslavie comme celle qui s'effondra, en 1941, après trois semaines à peine de « blitzkrieg », ne valait pas la peine d'être défendue. Mais M. Milosevic rappelle que l'Etat yougoslave est né en 1918, autour d'une dynastie serbe et de forces armées serbes, fruits d'un idéal serbo-

Les Albanais du Kosovo représentent 90 % de la population de cet Etat. Et leur domination démographique se traduit par une volonté de renforcer toutes les initiatives pour changer cet état des choses. Avant la guerre, le monarchiste des Karadjordjevic avait essayé, par des transferts de population, d'implanter des colons slaves, mais cela suscita une énorme répression des Albanais. Lorsqu'en 1941, les troupes de Mussolini occupèrent cette région, les Albanais - toutes tendances confondues - collaborèrent avec l'occupant, qui rouvrit des écoles en langue albanaise et créa une éphémère Grande Albanie, comprenant le Kosovo.

seraient alors de faire de nous leurs esclaves.

M. Milosevic insiste, dans ses discours, sur les agressions et les violences actuelles commises en Kosovo contre une population serbe terrorisée et barricadée dans ses foyers. Mais les statistiques montrent nettement que les victimes des meurtres et de vols commis au Kosovo sont des Albanais et que, depuis deux ans, il n'y a eu aucun « conflit interethnique ». Par ailleurs, dans cette région, le terrorisme politique est inexistant, bien que la presse serbe annonce régulièrement la découverte de caches d'armes et prétende que le Kosovo pourrait devenir le Liban des Balkans, « poudrière traditionnelle de l'Europe ». Pour la première fois depuis 1981, les Albanais ont entamé, le 17 novembre 1988, de violentes manifestations pour protester contre la destitution de deux dirigeants du PC local.

Tout cela continue à semer la haine dans une région où les tensions sont déjà très fortes. La population serbe - de moyenne d'âge très élevée - continue de diminuer au Kosovo. Quelque trois mille Serbes partent chaque année, vendent leurs terres et leurs maisons, qu'une loi pourtant interdite d'écarter à des Albanais. Bien que le Kosovo soit l'une des régions les plus pauvres d'Europe, le prix des maisons et des terres atteint des niveaux extravagants ; avec le prix d'une ferme et de trois hectares de terrain, on peut acheter trois maisons et dix hectares en Serbie. La tentation est donc très forte, et les vieux vendent et partent, laissant de plus en plus seuls les quelques Serbes qui gardent encore les lieux sacrés de l'ancien empire médiéval de Serbie : Dusan, Prizren et Pec.

Toute cette agitation était prévisible. Les hommes politiques sentaient venir, depuis 1987, la vague de manifestations et de grèves que le pays a connues cette année. Le pouvoir d'achat de la population a fortement baissé, et l'envie de protester était puissante. Les vieux démons du nationalisme ont finalement canalisé cette énergie protestataire, et on peut se demander dans quelle mesure les autorités - qui ont une longue pratique de la manipulation - n'ont pas encouragé l'éclosion de ces malaises très anciens, parfaitement maîtrisables, évitant de la sorte une critique radicale de la nouvelle ligne économique.

Les autorités s'attendent cette année, à un « hiver chaud » : déjà, au cours des six premiers mois de 1988, le taux de participation aux grèves a augmenté de 48 % par rapport au premier semestre de 1987. Les grèves ne sont

- (1) Cf. *Le Monde*, 20 et 22 novembre 1988.
(2) Cf. *Cadmos*, numéro spécial sur « La Yougoslavie, maillon faible de l'Europe », Paris, printemps 1988.



MANIFESTANTS SERBES BRANDISSANT DES PORTRAITS DE M. MILOSEVIC

« Tito pour vous, le Kosovo pour nous »

léniniste : « Il ne faut jamais provoquer la peur excessive de l'adversaire ». Pour la première fois, à cette occasion, les partisans de M. Milosevic tentaient d'intervenir dans les affaires internes d'une république souveraine. Tout l'appareil fédéral s'est alors crispé, et le parti - la Ligue des communistes yougoslaves, - que préside le Croate Stipe Suvor qualifia, l'action des milosevicistes de « tentative de putsch ».

Ceux qui craignent le plus l'expansionnisme serbe sont les catholiques de Croatie (majoritaires dans une région où les Serbes orthodoxes représentent 10 % de la population) et les musulmans de Bosnie (également majoritaires face aux 30 % de Serbes orthodoxes et aux 18 % de Croates catholiques).

M. Janez Stanovnik, président de la Slovénie (république qui a des frontières communes avec l'Autriche et l'Italie, et qui est la plus riche de la fédération), pensa que, après le Monténégro, les milosevicistes s'attaqueraient à la Bosnie, et déclara : « Cela nous aurait placés au bord de la guerre civile ». En effet, la Bosnie est la boîte de Pandore du pays. Sa population a vécu toutes les horreurs possibles au cours des cent dernières années. Joyau européen de la Turquie, elle devint un protectorat autrichien en 1878, avant d'être annexée par Vienne en 1908. La première guerre mondiale commença, on le sait, par le coup de revolver du Serbe Gavrilo Princip qui assassina l'archiduc d'Autriche Ferdinand à Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine.

Instituée d'abord par le président de la fédération, le musulman Rafik Dizdarevic, et clairement exprimée, le 18 octobre, par le chef du parti, M. Stipe Suvor, une menace a été adressée à M. Milosevic : « S'il le faut, pour défendre l'ordre constitutionnel, nous adopterons des mesures d'exception, comme dans n'importe quel pays européen ». M. Milosevic répliqua en affirmant : « La Serbie n'a pas de

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

CENTRE D'ÉTUDES POLITIQUES ET JURIDIQUES DU TIERS-MONDE
(Université de Paris I)ACTUALITÉS JURIDIQUES
ET POLITIQUES EN ASIE

- I. - TERRITOIRES ET FRONTIÈRES
- II. - ARMEMENTS ET CONFLITS ARMÉS
- III. - DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
- IV. - ÉTATS ASIATIQUES ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES
- V. - HISTOIRE DU NATIONALISME VIETNAMIEN
- VI. - PROTECTION DES MINORITÉS
- VII. - LANGUES ET CULTURE
- VIII. - SOURCES DE DOCUMENTATION SUR L'ASIE

304 pages

Vient de paraître, au prix de 360 F

Tél. 43-54-05-97

REVUE
des
SCIENCES MORALES
& POLITIQUES

Sommaire du n° 3 - 1988

André Bourgey
Les minorités dans l'Orient arabe.

Gérard-A. Beaudoin
La protection de la langue française au Canada.

Agnès Guélecc
Le fait départemental.

François Groerichard
Les banlieues : des sous-villes ?

Max Querrien
Le rôle écologique et l'opportunité quotidienne dans la vie d'une commune française.

Franz-Joseph Strauss
Les aspects actuels de la politique internationale.

André Demien
Une capitale royale face au présent.

Vente au numéro : 100 F (France) - 125 F (Export)
Par abonnement : 4 n° 360 F (France) - 485 F (Export)

CDR Centrale des revues - 11, rue Gossin - 92543 Montrouge Cedex - France

gauthier-villars

الشرق الأوسط

ET AU RÉVEIL DES NATIONALITÉS

Le « laboratoire » balte

Le récent pogrome anti-arménien de Kirovabad confirme tragiquement, que, parmi les complexes problèmes que doit résoudre M. Gorbatchev pour imposer sa politique de réformes, la question nationale demeure la plus explosive. Menace-t-elle pour autant la cohésion même de ce conglomérat de peuples et d'ethnies qu'est l'Union soviétique ? Met-elle vraiment en péril l'avenir de la « perestroïka » ? Cela n'est pas sûr, si l'on considère les expériences conduites, depuis quelques années, dans les Républiques baltes. L'Estonie, surtout, est devenue une sorte de laboratoire politique où se peaufine — dans un esprit confédéral, mais non sans tensions, — un modèle de relations avec le pouvoir central susceptible d'être étendu aux autres Républiques.

Par JEAN-MARIE CHAUVIER *



LA GRANDE PLACE DE TALLIN (CAPITALE DE L'ESTONIE)

Une nationale culturelle très étonnante

Éclatement ou recomposition ? Tel est l'enjeu de la crise des relations nationales en URSS, latente, mais aussi délibérément encouragée, utilisée par les réformateurs à leurs risques et périls. M. Mikhaïl Gorbatchev n'avait-il pas publiquement salué la formation du « front populaire » autonomiste en Estonie, et prolongé avec les Arméniens un dialogue, insuffisant à leurs yeux, mais suffisant tout de même pour attiser l'inquiétude en Azerbaïdjan (1) ?

Que signifient et pour qui roulent les mouvements nationaux aujourd'hui en URSS ? On peut y voir des perturbateurs de la « perestroïka », que, par ailleurs, en haut lieu, n'avaient jamais, la résurgence de vieux antagonismes ethnico-religieux (au Caucase) et de ressentiments (des Baltes incorporés à l'URSS en 1940) (2) ; l'ombre menaçante des « intégrismes » russe ou musulman, voire de services spéciaux étrangers opérant à la « périphérie » de l'URSS ; bref, tous les ingrédients d'une déstabilisation générale, dans le déchaînement des particularismes à l'œuvre dans ce pays aux quelque cent à cent vingt nations et ethnies, aux quarante-cinq langues écrites, aux religions et traditions multiples. C'est une part de la vérité.

Mais les questions dites « nationales » posées en URSS aujourd'hui n'ont qu'un rapport lointain avec ce qu'elles furent dans l'empire russe, avant 1917. D'une part, les expériences et les structures socio-économiques communes, le rapprochement des niveaux de développement, les contacts culturels, les migrations et les brassages font de l'ensemble soviétique autre chose qu'une collection de particularismes ou qu'un château de cartes prêt à s'effondrer. D'autre part, les questions dites « nationales » se nourrissent de problèmes culturels, mais aussi socio-économiques, écologiques, politiques, très actuels, très modernes, et qui constituent le « cœur » même de la « perestroïka ».

On peut distinguer trois grands types, plus ou moins dominants dans chaque cas : — les problèmes culturels, ethniques, linguistiques. Ils sont en apparence dominants en Transcaucasie, Arménie, Géorgie et Turcs azéris musulmans se disputent le Haut-Karabakh. Les Géorgiens revendiquent le Sankhulo géorgien annexé à l'Azerbaïdjan. Et redoutent la « russification ». La minorité abkhaze, en Géorgie, se plaint de l'oppression géorgienne et réclame son rattachement à la République russe. On peut allonger la liste...

Le problème culturel majeur, posé à travers toute l'URSS, est celui des

positions respectives du russe et des autres langues dans l'administration et l'enseignement. Il est posé par les citoyens de diverses Républiques comme par le pouvoir central inquiet de ce que moins de la moitié des non-Russes (seulement 30 % à 50 % des Centrales-Asiatiques, 25 % des Estoniens) sachent parler couramment le russe, langue véhiculaire de l'Union et... langue de l'armée. Dans treize Républiques sur quinze, plus de 90 % de la population déclarent « maternelle » la langue autochtone (3). La proportion est plus faible en Ukraine (80 %) et en Biélorussie (74 %). C'est dans ces deux Républiques, aux langues proches, et parfois « mélangées » au russe, que la russification fait le plus de progrès. Pour y résister, des intellectuels proposent le bilinguisme obligatoire et la suppression de la liberté de choix de l'école (les parents préférant souvent l'école russe, synonyme de promotion).

A l'autre pôle du malaise culturel, on ne peut ignorer la crise d'identité russe, consécutive aux déracinements et tragédies de ce siècle (4). — les rapports centre-périphérie, en matière socio-économique. Les plus déterminants à long terme, pour l'URSS, sont les rapports entre le Nord et l'Ouest plus développés, et le Sud qui l'est moins, notamment l'Asie centrale qui vit en ce moment les conséquences écologiques et sanitaires graves de la monoculture du coton. Après une période de rapprochement des niveaux de vie, l'écart se creuse de plus en plus entre les Républiques « musulmanes » et l'URSS « occidentale », dont le peloton de tête est constitué par les Républiques baltes, précédemment impatientes de mieux exploiter leurs avantages.

— les questions nationales sont à dominante politique, au moins pour l'instant, dans les Républiques baltes d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie. Toutes trois ont restauré les symboles traditionnels de la souveraineté (drapeaux, hymnes) et revendiquent l'indépendance politique. Revendications portées par des mouvements nationaux, notamment le Front populaire en Estonie (5), auxquels se sont joints ou moins ralliés les communistes de ces Républiques. C'est d'elles (et de Géorgie) qu'est venue la plus forte opposition aux actuels projets de réforme constitutionnelle qui semblent contredire l'esprit et les promesses gorbatchévienne : remise en question du droit à la sécession (jusqu'ici formel, mais dont les Estoniens entendent faire usage si nécessaire) et maintien des prérogatives centrales en matière économique.

L'Estonie : entreprise pilote de la perestroïka ?

Le mouvement estonien est souvent présenté comme un défi, voire un échec, pour M. Gorbatchev. Défi pénible, échec sûr, tant qu'il ne dérive pas vers le séparatisme, incarné au mieux la convergence entre la volonté réformatrice « d'en haut », bloquée par les conservateurs, et une poussée autonomiste « d'en bas » qui offre un champ d'application réel aux réformes.

On n'est pas en terrain vierge. Cette petite République balte (1,5 million d'habitants sur 45.100 kilomètres carrés) a été, dès les années 70, le banc d'essai d'une série d'expériences annonciatrices : nouvelles formes de gestion, de réorganisation, de régionalisation agro-industrielle, cafés et restaurants privés, revitalisation de l'agriculture familiale, sous-traitance dans l'artisanat, les services, etc. Sans parler de l'autonomie culturelle très étendue. La productivité du travail y est supérieure à la moyenne soviétique de 10 % à 15 %, l'équipement énergétique de

l'agriculture et de l'industrie de plus du double.

La mise en cause, par les Estoniens, du pouvoir central (et des fameux départements ministériels économiques que M. Gorbatchev veut briser) s'est appuyée, en particulier, sur les désastreuses conséquences écologiques de la production d'énergie électrique à partir de schistes bitumeux et celle d'engrais chimiques utilisant la phosphorite.

L'idée d'une autonomie régionale (Khozrastihoi : « autonomie comptable ») a été développée dans la littérature scientifique des années 70 ; adoptée comme orientation politique par le vingt-septième congrès du PC soviétique en mars 1986 (le congrès du tournant gorbatchévien) ; explicitée et débattue dans la presse en 1987-1988. Elle est identifiée aujourd'hui à l'autonomie de gestion économique et à l'autogestion politique républicaine.

Comment les réformateurs estoniens voient-ils son application ? La voie est tracée, en particulier, par l'économiste Rein Otason :

— pouvoir républicain (régional) en matière de commerce des moyens de production, de l'utilisation des ressources naturelles, de la politique

scientifique, des transports, du commerce de détail et des services, de l'emploi, des salaires, de la formation professionnelle.

— autogestion budgétaire après contribution préalable au budget fédéral selon une quote-part fondée sur des « critères objectifs » tels que, par exemple, le nombre d'habitants.

— création d'une monnaie propre, convertible en devises occidentales comme en roubles soviétiques.

C'est « sans précédent », observe un journaliste de Moscou interviewant le professeur Otason, qui répond : « Oui. Notre Union soviétique aussi est sans précédent. C'est le seul Etat fédéral au monde dont les membres ont, de par la Constitution, des droits d'Etat souverains (6) ».

« Sans précédent », l'habileté d'une République (plus ou moins suivie par les deux autres) à prendre au mot la légalité formelle, jusque et y compris la réaffirmation du droit de quitter la Fédération soviétique.

La loi estonienne sur les changements à la Constitution et la déclaration de souveraineté du 16 novembre débordent, il est vrai, le cadre constitutionnel soviétique : elles réservent au Parlement estonien le droit d'appliquer ou non les lois fédérales, elles déclarent la propriété de la République sur la terre, le sous-sol, les autres ressources naturelles et les principaux moyens de production. La loi estonienne envisage aussi la restauration de la propriété privée dans l'économie (7).

Le projet « indépendantiste » (comment le désigner autrement ?) comporte aussi la création d'un « citoyen natif » (et non plus seulement « nationalité ») estonienne, qui pourrait être refusée aux immigrants non estoniens.

La question des immigrés est la principale pierre d'achoppement de l'autonomie, en Estonie comme en Lettonie. Il n'y a plus, aujourd'hui, que 61 % d'Estoniens et 50 % de Lettons dans leurs Républiques. L'immigration récente, principalement de Russes d'origine rurale, n'est pas le résultat d'une politique de russification, mais bien d'un mode d'industrialisation. En Lituanie, moins développée, il y a 80 % de Lituanien.

Dans les trois Républiques, et surtout en Estonie, l'intelligentsia et les cadres dirigeants sont principalement autochtones. Ce sont les emplois offerts dans les industries lourdes, les travaux manuels, plutôt boundés par les populations locales, qui ont attiré les immigrants, auxquels sont offertes des facilités de logement. Estoniens et Lettons se sentent agressés dans leur identité nationale par cet « envahissement » de Slaves qui refusent de parler les langues locales et se considèrent « comme en pays conquis ».

En réaction au nationalisme estonien et à son Front populaire, s'est formé un « Mouvement international ». Ses responsables — Russes, Géorgiens, juifs — affirment représenter la « classe ouvrière immigrée » et ses cadres techniques. D'après eux, 80 % du prolétariat en Estonie seraient russophones, 91 % des ouvriers de la construction, 75 % de ceux qui travaillent dans les transports (8). Le Mouvement serait implanté dans les chantiers navals et les industries militaires, très importantes dans la région. Il a reçu l'appui de M. Victor Tchebrikov, ex-président du KGB et secrétaire du comité cen-

tral, lors de sa visite à Tallin, le 12 novembre dernier (9).

De mises en garde en appels à la « consolidation », le ton de Tchebrikov et de certains commentateurs de la Pravda, dénonçant l'« extrémisme » et la « démagogie » nationalistes (et, en termes voilés, les communistes estoniens qui s'y rallient ou n'y résistent pas) rappelle l'état d'esprit qui régnait à Moscou en 1968, quelques mois avant l'intervention militaire en Tchécoslovaquie. A n'en pas douter, les adversaires de la « glasnost » et des réformateurs « libéraux » découvrent dans les défis baltes (et en général dans les désordres nationalistes) l'occasion de se refaire des muscles et même de se trouver une « base ouvrière ».

Mais la « perestroïka » voit aussi se déployer — en sa faveur — les premières et vastes mobilisations populaires. Pour M. Gorbatchev, l'art de négocier avec eux est le test de crédibilité par excellence, l'occasion de montrer qu'une autre façon de gouverner est possible en URSS. Sinon...

Pour la « perestroïka » gorbatchévienne, les poussées nationalistes sont une chance et un piège à la fois. Chances de mouvements sociaux et de renaissances culturelles épaulant les réformes. Pièges inhérents à la nature même des nationalismes : égocentrismes et déchaînements faciles des passions contre l'un ou l'autre bœuf émissaire. Russes méprisés en baltes ; musulmans et juifs suspectés en Russie ; pogromes anti-arméniens en Azerbaïdjan ; peur des Turcs azéris et des « Asiatiques » en général parmi les Européens chrétiens à laquelle répondent les ressentiments des Turcomans.

Déchaînements d'autant plus lamentables qu'ils surviennent dans un Etat, l'Union soviétique, qui — malgré son histoire tragique — s'était efforcée d'organiser la coexistence et les

échanges entre des dizaines de nationalités et d'ethnies. Et qu'un certain nombre d'entre elles ont pu — fait remarquable dans une société industrialisée de cette fin du vingtième siècle — conserver, voire consolider leurs identités culturelles.

Dans cette réalité contrastée, l'URSS peut, paradoxalement, sauver ses acquis en cultivant des crispations suicidaires, ou, au contraire, déployer des trésors d'imagination pour découvrir des solutions assurément originales. La révision de la Constitution ne fait que commencer. Le plénum du comité central tant attendu (sur les questions nationales) devrait avoir lieu en février 1989. La lutte est engagée entre les adeptes d'une nouvelle confédération et les partisans d'une conservatisme obtus conduisant aux affrontements et, dès lors, à la défaite des espoirs de réforme.

(1) La région du Haut-Karabakh, peuplée en majorité par les Arméniens, est enclavée dans la République d'Azerbaïdjan et revendiquée par l'Arménie. Les tensions actuelles en Azerbaïdjan surviennent alors qu'une solution de compromis semblait être trouvée, et quelques jours après la condamnation à mort d'un Azerbaïdjanais reconnu coupable d'avoir pris part au pogrome anti-arménien du 28 février 1988 à Soumgaï.

(2) Ces tensions se sont faussées dans le cadre du partage des zones d'influence entre le Reich allemand et l'URSS (clauses secrètes du pacte germano-soviétique de 1939).

(3) D'après les résultats du dernier recensement de 1979.

(4) Cf. le *Monde diplomatique* de novembre 1988 et les chapitres sur les questions nationales in Jean-Marie Chauvier : *URSS, une société en mouvement*, Editions de l'Aube, 1988.

(5) Le Front populaire estonien, fondé en juin 1988, rassemble plusieurs centaines de milliers d'adhérents.

(6) Cf. *Pravda*, 8 février 1988 et *Littérature* *Gazette*, Moscou, 16 novembre 1988.

(7) *Pravda*, 21 novembre 1988.

(8) *El País*, Madrid, 20 novembre 1988.

(9) *Pravda*, 13 novembre 1988.

« Dossiers internationaux »

A l'occasion de chaque nouvelle livraison du *Monde diplomatique*, une édition intitulée « Dossiers internationaux » est réalisée par les animateurs de Radio-Zinzine (Forcalquier, tél. : 82-76-10-56). Nos principaux collaborateurs présentent leurs articles et, autour de Claude Julien, commentent l'actualité internationale.

Ces « Dossiers » sont diffusés, à des dates qui varient selon les stations, par les radios suivantes :

● FRANCE MÉTROPOLITAINE

« Vie au grand Hertz », Bordeaux (tél. : 58-91-45-90) ; « IFM », Grenoble (tél. : 75-47-21-21) ; « Saint-Affrique », Saint-Affrique (tél. : 85-49-29-84) ; « Dijon Campus », Dijon (tél. : 81-87-68-69) ; « Oloron », Oloron (tél. : 59-39-99-00) ; « Pays », Paris (tél. : 47-61-00-75) ; « FMR », Toulouse (tél. : 61-21-99-32-51) ; « Metal », Mâcon (tél. : 85-38-90-90) ; « Chantepierre », Combourg (tél. : 99-73-32-56) ; « Ondaine », Fimminy (tél. : 77-56-80-56) ; « Trouble-fête », Limoges (tél. : 55-05-15-00) ; « FMR », Saint-Dizier (tél. : 25-58-05-76) ; « Bip », Besançon (tél. : 81-88-19-11) ; « Xiberoke Botza », Moulon (tél. : 59-29-29-87) ; « Belfroi », Thionville (tél. : 82-54-37-33) ; « Campus FM », Illzach (tél. : 88-67-11-00) ; « Zénith », Forcalquier (tél. : 92-76-10-58) ; « Grébouille », Angers (tél. : 41-60-44-44) ; « Aria », Longwy (tél. : 82-25-80-80) ; « PFM », Arras (tél. : 21-07-48-88) ; « Phariel », Saint-Priest (tél. : 78-21-83-49) ; « Flottours », Clermont (tél. : 86-27-31-31) ; « Fréquence Pesse-Montagne », Briançon (tél. : 92-21-31-50) ; « Radio Gellère », Marseille (tél. : 91-90-97-00) ; « Radio Méga », Valence (tél. : 75-58-89-30).

● SUISSE

« Zone », Genève (tél. : 022-29-81-04) ; « Fréquence Jura », Delémont (tél. : 068-22-98-44) ; « Acidule », Lausanne (tél. : 021-20-51-11).

● BELGIQUE

« Air libre », Bruxelles (tél. : 023-44-58-55).

● NOUVELLE-CALÉDONIE

« Radio Djido », Nouméa (tél. : 687-25-36-16).

● LA RÉUNION

« Kanal océan Indien », Port (tél. : 282-43-87-87).

* Auteur de : *URSS, une société en mouvement* (préface de Claude Julien), Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, novembre 1988.

L'ARMÉE TOUJOURS AU POUVOIR.

La Birmanie ou les paradoxes

LE silence est retombé sur la Birmanie où l'armée, dirigée par le général Saw Maung, semble s'en tenir à la ligne suivie pendant vingt-six ans par le général Ne Win. Ce dernier a officiellement abandonné le pouvoir à la suite des émeutes populaires d'août 1988, dont la répression fit des milliers de victimes. Une armée qui vient d'être secrètement réapprovisionnée par Singapour en munitions fabriquées sous licence suédoise. Comment la Birmanie, autrefois relativement prospère, est-elle devenue un pays en voie de sous-développement, même si, dans les domaines scolaire et sanitaire, de gros efforts ont été accomplis ?

Par MICHEL BRUNEAU *

Pays le plus vaste de l'Asie du Sud-Est continentale (676 577 km²), la Birmanie en est aussi l'un des moins peuplés (37,8 millions d'habitants en 1985, densité moyenne de 52 habitants au km²). La population se concentre dans les plaines alluviales et les deltas à majorité birmane (souvent plus de 100 habitants au km²) et se disperse dans les zones montagneuses ou collinaires de la périphérie, où vivent essentiellement des ethnies non birmanes qui représentent un tiers de la population (densités souvent inférieures à 10 habitants au km²). L'urbanisation, peu avancée pour l'Asie du Sud-Est (23 % de la population en 1983), est l'indicateur d'une modernisation relativement faible.

La Birmanie fait désormais partie des pays les plus pauvres du monde avec un revenu par tête (180 dollars en 1984) à peine supérieur à celui du Bangladesh et égal à moins d'un tiers de celui de l'Indonésie, le plus pauvre des membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique. La part de l'agriculture dans son revenu national brut (48 % en 1984 selon la Banque mondiale) est la plus élevée de tous les États de la région, légèrement supé-

* Géographe, directeur de recherche au CNRS, CERG (Bordeaux).

rieure même à celle du Bangladesh, cela malgré les efforts faits depuis 1962 en faveur de l'industrialisation.

En dépit de son sous-développement relatif, la Birmanie est autosuffisante sur le plan alimentaire et a des indicateurs sociaux, en matière de santé et de scolarisation, très supérieurs à ceux des pays ayant le même niveau de revenu. Au cours de la décennie 1973-1983, elle a connu une croissance moyenne de 6 % par an de son agriculture et de son industrie. Cependant, cette croissance, qui n'est pas soutenue par un niveau d'investissement suffisant, a fléchi au cours des quatre dernières années. Le secteur privé domine l'agriculture mais n'est présent que dans moins de la moitié de l'industrie et du commerce, où il ne détient que les plus petites unités. Les plus grosses entreprises, ainsi que les secteurs minier et de l'énergie, font partie du secteur public. L'État ne parvient pas à mobiliser l'épargne pour l'investissement. La production de pétrole a stagné, voire régressé - obstacle majeur à la poursuite de la croissance, les importations étant très limitées par le déficit commercial.

Le marché noir n'a cessé de se développer. Le commerce de contrebande est équivalent à 40 % du produit national brut et à cinq fois le volume des échanges extérieurs officiels. La plu-

part des régions frontalières sont en dissidence depuis plus de trente ans - une guerre d'usure dans laquelle aucun des adversaires ne peut l'emporter (1). La contrebande permet de financer les armées rebelles, surtout les armées karen, mon et kachin, le trafic de drogue, dans le Triangle d'or, finançant également les armées shan et du Parti communiste birman. Cette guerre civile est un obstacle majeur au développement.

La Birmanie était, en 1940, le premier pays exportateur de riz au monde, produisant autant que la Thaïlande et l'Indochine française réunies. Elle vendait, en outre, du pétrole, du bois de teck et des métaux non ferreux (plomb, zinc, argent, étain et wolfram). Tibor Mende écrivait en 1954 : « La Birmanie est un pays riche. Elle n'est pas surpeuplée, et sa terre donne d'abondantes récoltes, et recèle une grande variété de matières premières. Bien que ces ressources fussent insuffisamment exploitées, elles assuraient aux Birmans une vie facile et un niveau de vie qui était plus élevé que celui de la plupart des pays environnants. Cela fut vrai jusqu'en 1942 » (2).

Pour expliquer les contrastes entre ce passé brillant et les difficultés actuelles, il faut se reporter à la situation d'isolement précoloniale, au dynamisme de l'économie coloniale et aux destructions catastrophiques survenues pendant la seconde guerre mondiale.

La colonisation britannique s'est faite de 1824 à 1886 par les côtes et à partir de l'empire des Indes, dont la Birmanie est devenue une province (1886-1935). La capitale du royaume birman, Mandalay, se trouvait à l'intérieur, au cœur de la zone sèche. L'économie était fermée et les exportations de riz, par exemple, interdites. La colonisation, à partir de l'occupation du delta de l'Irrawaddy et du Sittang, en 1852, a transformé ce qui était une marche frontière méridionale du royaume en une région centrale densément peuplée et exportatrice de riz avec une capitale moderne, Rangoun, principal port et point d'aboutissement

d'un réseau nord-sud de transports fluviaux, ferroviaires et routiers.

Le bouleversement des terres neuves du Delta a eu lieu dans une conjoncture mondiale favorable à la riziculture : les prix ont connu une hausse continue jusqu'en 1920. L'Inde, la Malaisie et les Indes néerlandaises constituaient des marchés importants et proches. Cette colonisation de type pionnier a été le fait de petits paysans birmans venant de la zone sèche, c'est-à-dire de la Birmanie centrale ou haute Birmanie, relativement surpeuplée. Avec un outillage traditionnel, la charrue et le buffle, sans investissement autre que leur travail, ces paysans ont défriché ce milieu marécageux, soumis aux crues annuelles de l'Irrawaddy et à une malaria endémique qui n'a été maîtrisée que peu à peu, grâce au drainage. Le pouvoir colonial s'est contenté

d'aménager quelques digues de protection contre les crues. Des mouvements saisonniers de main-d'œuvre indienne avaient lieu pour les gros travaux (repiquage, moisson). La commercialisation et le défrichage du paddy, ainsi que le crédit, étaient assurés par un réseau indien, chinois, mais aussi birman.

Entre 1852 et 1937, 2,5 millions d'Indiens ont émigré en Birmanie et, à la veille de la guerre, plus d'un million d'entre eux y résidaient de façon plus ou moins permanente. Du fait du rattachement administratif à l'Empire britannique, les Indiens se sont introduits dans l'administration et l'armée coloniales. Les Chinois sont en revanche venus beaucoup moins nombreux que dans les pays voisins (Thaïlande ou Malaisie) et se sont beaucoup mieux assimilés à la population par des mariages mixtes.

Xénophobie, fermeture et isolement

CES différents groupes ethniques participaient à un même système économique en expansion, basé sur la monoculture exportatrice du riz. Cependant, cette prospérité de la base birmane a été remise en cause à partir des années 1920, lorsque le prix du riz a chuté à plusieurs reprises sur le marché international et, surtout, au moment de la crise des années 30 (3).

Les paysans birmans se sont de plus en plus endettés, et les commerçants ont, par le jeu des hypothèques, accaparé une part de plus en plus grande des terres. Ainsi, les prêteurs-usuriers indiens chettys (cette spécialisation dans le commerce et la finance) sont devenus, entre 1920 et 1930, la principale source de crédit. Ils se sont retrouvés, en 1937, à la tête de 25 % des terres du Delta. A cette époque, 50 % des exploitations appartenaient à des propriétaires absents. La situation était devenue explosive tant en ville qu'à la campagne où la masse des paysans s'était accrue, en même temps qu'un nombre croissant de kamigants indiens devenaient tenanciers ou se présentaient sur le marché du travail, se contentant d'un revenu inférieur à celui des Birmans. En 1938 éclataient des émeutes anti-indiennes qui marquaient l'effondrement de la « société plurielle » coloniale.

La moitié de la communauté indienne a quitté la Birmanie à la suite de l'invasion japonaise de 1942 ; la quasi-totalité des Chettys sont alors

partis. Un nouvel exode intervint au moment de l'indépendance (1948), puis, en 1962, après la nationalisation du commerce, si bien qu'actuellement la minorité indienne est considérablement réduite en nombre (428 000 personnes, selon le recensement de 1983). La communauté chinoise, résidant essentiellement à Rangoun et Mandalay, est restée beaucoup plus stable malgré les émeutes de 1967 consécutives à la révolution culturelle (23 000 au recensement de 1983).

La guerre a été catastrophique pour l'économie. Une grande partie des infrastructures a été détruite ainsi que les équipements permettant l'extraction du pétrole, l'industrie et les transports ont beaucoup souffert. Les superficies cultivées en riz ont baissé dans des proportions telles qu'à la fin des années 50, elles n'avaient pas retrouvé leur étendue d'avant-guerre : en 1983, elles n'étaient que de 16 % supérieures à celles de 1940. Le produit national brut s'élevait en 1949 aux deux tiers seulement de celui de 1930.

La frustration économique et politique des Birmans s'était exprimée dans un mouvement nationaliste antijaponais qui avait reçu l'appui des Japonais. Ce phénomène éclaira la relative

(1) Michel Bruneau, « La Birmanie ou la quadrature ethnique », in « Géopolitiques en Asie des monsoons », *Hérodote*, n° 46, 2^e trimestre 1988.

(2) Tibor Mende, *L'Asie du Sud-Est entre deux mondes*, Le Seuil, Paris, 1954, p. 273.

(3) Lire à ce sujet l'étude de M. Adas, *The Burma Delta*, The University of Wisconsin Press, 1974.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA



Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse. Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES
magasin d'exposition PEUGEOT
Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98
Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47 88 50 83 - Tél. 615 072 F
SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

1944-1947 : LA FRANCE ET L'INDOCHINE

Désastreuse myopie

La guerre d'Indochine est loin. Les Français n'y ont rien compris et leurs gouvernements encore moins. Pour ceux qui veulent en savoir non seulement quelque chose mais les secrets, Philippe Devillers, spécialiste s'il en est, a dépouillé les archives de cette guerre portant sur les années 1944-1947 (1). Certes, ceux qui furent mêlés à l'affaire se doutaient qu'elle avait été malhonnête au point d'en être sale, ce que l'opinion française avait d'instinct subodoré. A présent, plus de doute.

La France, après la bombe d'Hiroshima, a envoyé sur-le-champ, à Saïgon, son chef de guerre le plus prestigieux : le général Leclerc et une toute petite équipe. Très vite il leur est apparu que chez leur adversaire vietnamien conduit par la haute personnalité d'Hô Chi Minh, le nationalisme l'emportait sur le communisme. Mieux, que ce nationalisme voulait réaliser l'indépendance du Vietnam si possible en accord avec la France. Pendant des années l'« oncle Hô » l'a inlassablement répété. De Gaulle, et ceux qui lui succédèrent au pouvoir, se ralliant d'abord à l'interprétation du haut-commissaire d'Argenlieu dans un premier temps, puis de Pignon, puis d'autres ; cédant ensuite à la grande colonisation, ont sans cesse refusé d'y croire, n'ont cessé de rechercher la rupture, l'affrontement par les armes.

Inexorablement, d'incompréhension en suffisance, le gâchis s'amplifie. Et pourtant, le responsable militaire, le général Leclerc, prenait par sa compréhension du problème une dimension plus grande que celle qu'il avait atteinte en cinq ans de guerre. En dépit de toutes les embrouilles situées créées par le tandem d'Argenlieu-Paris, il réalise le miracle de l'accord du 8 mars 1946. Après avoir assuré magistralement son emprise sur la Cochinchine, libéré le Cambodge par un coup d'audace personnelle inouï, il entra dans Hanoï presque en ami. Mais l'amiral veille. Un voyage d'Hô Chi Minh en France (conférence de Fontainebleau) sera gâché dès le départ - 1^{er} juin 1946. Le même jour, d'Argenlieu crée tristement la République autonome de Cochinchine. Il est approuvé par le ministre socialiste Moutet. Le leader du Vietnam apprend dans l'avion qui l'emmène, par la radio, ce marquage considérable à l'accord tacite et fondamental de ne pas toucher à la fédération des trois « ky » (Tonkin, Annam, Cochinchine). Paris, pendant trois mois : 22 juin-11 septembre 1946, croit se jouer de Hô Chi Minh.

La spirale fatale est enclenchée dans l'incompréhension du problème. Leclerc - traité de « munichois » - est rappelé en France ainsi que ses proches collaborateurs. De provocation en provocation, on en arrive, le 20 décembre 1946, au soulèvement en armes de Hanoï et au passage dans la clandestinité de Hô Chi Minh et de son gouvernement. La guerre d'Indochine est commencée. Elle se termine par le désastre militaire de Dien-Bien-Phu (1954).

Philippe Devillers aurait pu écrire un pamphlet. Il lui suffit, non sans quelques justes et acérées remarques, d'ouvrir les archives. Il conclut : « Elles établissent ce que l'on osait à peine supposer : le pire. »

GEORGES BUIS.

(1) Philippe Devillers, *Paris, Saïgon, Hanoï. Les archives de la guerre 1944-1947*, Gallimard, coll. « Archives », Paris, 1988, 394 p., 120 F.

CHUTE DES COURS DU CACAO, IMPÉRIE DES DIRIGEANTS

Qui croit encore au « miracle » ivoirien ?

LA Côte-d'Ivoire a opté pour « la voie du libéralisme économique (...). Les résultats montrent combien cette approche est payante. » Faite à Abidjan, en janvier 1987, cette profession de foi prononcée par le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, est révélatrice d'un certain aveuglement idéologique. Car le pays se retrouve aujourd'hui au bord de la faillite. Chute des cours du café et du cacao, impuissance de l'administration, impéritie d'une classe politique paralysée par l'ombre omniprésente du président Houphouët-Boigny. Tous ces facteurs se conjuguent pour rendre la crise inextinguible et inquiéter les alliés de la Côte-d'Ivoire, en tout premier lieu la France.

Par CORINNE MOUTOUT *

Abidjan, l'inattendue capitale d'une Afrique moderne : entre ses tours d'acier, ses gigantesques enseignes lumineuses et sa cathédrale futuriste, la Côte-d'Ivoire soigne sa façade riche et occidentale. Même lieu, autre réalité : dans les couloirs ministériels, les fonctionnaires blancs tentent, en vain, d'arracher quelque répit aux argentiers de Washington. Non loin de leur univers cloîtré, dans les faubourgs, s'entassent les rescapés du « miracle économique ivoirien » (1).

La « crise » a mis au jour les artères d'un pays qui disposait de tout pour transformer le rêve en réalité. A la différence du Nigeria ou du Gabon, la Côte-d'Ivoire n'a pas attendu l'or noir - découvert sur le tard et en quantités insuffisantes - pour se donner les moyens de son développement. Dépourvue de richesses minières, elle a cherché à faire fructifier d'autres ressources naturelles : terre, soleil, eau en abondance. Avec, en outre, un chef d'Etat expérimenté, paysan de tradition et démocrate de vocation, qui s'est formé dans les rangs de six gouvernements français avant 1960. La Côte-d'Ivoire semblait sur la voie du succès. En 1969, le président de la Banque mondiale, M. Robert McNamara, en visite à Abidjan, s'exclamait, admira-

tif : « Il serait difficile sans doute de trouver dans toute l'Afrique un pays qui ait accompli des progrès plus décisifs vers la prospérité. » A la fin des années 70, après une décennie d'une croissance soutenue de 7 % par an, le pays paraissait définitivement sorti de l'ornière du sous-développement. Aujourd'hui, le spectre de sa faillite n'en est que plus effrayant.

La Côte-d'Ivoire est financièrement étranglée. Elle vient d'en apporter la preuve en se déclarant, pour la deuxième fois en moins d'un an, insolvable. En mai 1987, fort de son prestige et de son autorité, le président Houphouët-Boigny avait unilatéralement ajourné le remboursement de la dette extérieure, évaluée à 50 milliards de francs français. Portée à bout de bras par ses créanciers - Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale et France, qui lui accordent environ 2 milliards de francs français de prêts pour la seule année 1988 - elle s'engouffre dans un long processus de rééchelonnement. Le 29 avril, le gouvernement conclut enfin un accord s'engageant à reprendre le paiement de sa dette. Mais, moins d'un mois plus tard, Abidjan, dans l'incapacité d'honorer ses échéances, déclare à nouveau forfait.

Un pays « géré comme une plantation »

POUR 1987, la situation se résume en quelques chiffres : baisse du produit intérieur brut (PIB) de 5,8 %, diminution de 5 milliards de francs du solde positif de la balance commerciale. Pour l'année en cours, on s'attend à un déficit budgétaire de 7,3 milliards, et le seul trou de la Caisse de stabilisation des prix des produits agricoles (CAISTAB) pourrait atteindre 3,2 milliards de francs. Principal responsable : la chute des prix mondiaux du café et du cacao, qui a entraîné un manque à gagner de 6 milliards de francs dans les recettes d'exportation en 1987, soit 10 % du PIB.

Les pouvoirs publics ont adopté une attitude de sauvegarde. Ils accablent la « conjuration des spéculateurs internationaux », décident, selon eux, à mettre à genoux la Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao et troisième producteur de café. Depuis de longs mois, le président Félix Houphouët-Boigny harangue la communauté internationale : « Il faut mettre fin au jeu des spéculateurs, sinon la population affamée se retournera contre eux », a-t-il récemment déclaré à un ministre français de passage à Abidjan. Signal de détresse d'un chef d'Etat qui, de par sa seule volonté, a engagé son pays dans la voie du « tout café et tout cacao » ? En 1960, année de l'indépendance, la Côte-d'Ivoire produisait 85 000 tonnes de cacao et 136 000 tonnes de café. Aujourd'hui, les ventes de cacao et de café - 620 000 et 300 000 tonnes - représentent en volume 60 % des exportations et 45 % des devises.

Un tel déséquilibre dans le système de production ne fut pas stigmatisé tant qu'il enrobait la Côte-d'Ivoire de ses effets bénéfiques. Soutenus par un mouvement à la hausse des cours, les deux piliers de l'économie ont permis en l'espace de deux décennies de multiplier par douze le PIB en valeur courante. Le revenu par habitant a doublé, et les investissements en matière d'équipement sont sans commune mesure avec le niveau des pays voisins. Mais, en 1981, alors que la Côte-d'Ivoire ravissait la première place de producteur mondial de cacao, la tendance s'inversa. Puis, en 1986, les cours de ce produit et ceux du café se sont littéralement effondrés, entraînant le gouvernement dans un cycle infernal de ventes à perte. En raison d'un coût de production supérieur au prix d'achat, Abidjan perdait entre 5 et 6 francs sur chaque kilogramme de fèves exporté, avant de déclencher - en juillet 1987 - une grève des ventes.

Réplique audacieuse, baroud d'honneur ou vaine obstination ? Doté de

solides attaches à la terre, le président ivoirien se révolte contre la fatalité. « Il a géré son pays comme une plantation : tant qu'il y avait de la terre, il faut planter », explique un conseiller. Mais les paysans sont d'autant plus sensibles au « combat du Vieux » qu'il y va de leur rente de situation. D'une part, les cultures de cueillette, notamment le cacao, exigent peu d'efforts et de soins. D'autre part, l'instauration d'un prix garanti aux producteurs a ponctué leur revenu pendant la période faste du « boom cacaoyer ». Comme à l'ailleurs coutume de l'affirmer M. Houphouët-Boigny, « ce sont eux qui ont financé le développement du pays ». Or, pour rester crédible, la solidarité nationale ne peut jouer dans un seul sens : la CAISTAB, après avoir largement encaissé et, souvent dépeché sans retenue l'argent des petits planteurs, doit aujourd'hui déboursier sans en avoir les moyens. Au-delà de l'impact économique, il y a de la légitimité du modèle ivoirien.

Le credo du chef de l'Etat comportait également des risques de paternalisme. Invités à pratiquer le « laissez-passer », les planteurs ne se sont jamais souciés de la rentabilité de leurs exploitations. Les vergers cacaoyers et caféiers, 4 millions d'hectares, n'ont qu'un maigre rendement d'environ 450 kilogrammes l'hectare pour les deux fruits. Or les Malaisiens, nouveaux venus sur le marché mondial, ont déjà des rendements qui oscillent entre 1,5 et 2 tonnes l'hectare. Ils s'apprêtent à exporter cette année 200 000 tonnes de fèves. Un défi que les exportateurs ivoiriens ne sont plus en mesure de contrebalancer, ne serait-ce que par la qualité de leur produit. Les fèves asiatiques présentent encore des problèmes d'acidité, alors qu'Abidjan, de par sa position prédominante, exporte « fèves et cailloux confondus », selon l'expression d'un chocolatier. Le vieillissement des plants de café n'a pas, dans le passé, davantage retenu l'attention : le gouvernement a dû s'engager dernièrement, à grands frais, dans des opérations de renouvellement.

La désresponsabilisation des planteurs s'est faite à tous les échelons, entraînant à chaque étape un surcoût dont l'Etat mesure, aujourd'hui, l'ampleur. Ultra-libéraux, les pouvoirs publics n'ont pas cherché à maîtriser l'ensemble de la chaîne de production. Ni les paysans ni l'Etat ne participent à la collecte du café et du cacao, à leur schématisation jusqu'à Abidjan. Ce sont autant d'activités abandonnées, pour la plupart, aux intermédiaires libéraux, aujourd'hui décriés pour avoir fait de leur charge un monopole. Jaloux de leur pactole, ils facturent lourdement leur intervention : chemin faisant

vers le port, le prix des produits augmente de 25 %.

Le gouvernement se prend aujourd'hui à rêver aux millions de petits Chinois à qui il serait si profitable de faire découvrir les délices du chocolat. Certes, mais qui exprime publiquement ses regrets de n'avoir pas pris de participation dans l'industrie chocolatière mondiale, ou de n'avoir pas monté ses propres usines qui auraient permis de transformer sur place la matière brute ? Actuellement, l'industrie nationale traite 100 000 tonnes, soit seulement un sixième de la récolte cacaoyère.

L'attrait du café et du cacao n'a-t-il pas avant tout détourné le paysan d'autres cultures ? Sur le plan vivrier, la Côte-d'Ivoire est globalement auto-suffisante depuis le milieu des années 70. Seul le riz continue à être importé massivement : 300 000 tonnes par an, en plus d'une production locale de 60 000 tonnes. Sur le plan des cultures de rente, la « diversification » - mot d'ordre du parti unique au pouvoir - s'est faite à contrecoeur. Ces dernières années, seuls les secteurs de l'hévéa et du coton ont enregistré un accroissement remarquable de leurs rendements - 1 500 kilogrammes par hectare pour l'hévéa, les plus élevés du monde - et une amélioration de leur qualité. En revanche, les fruits tropicaux, le palmier à huile ou le sucre restent à la traîne en dépit de programmes onéreux - et parfois surdimensionnés - engagés au cours de la période récente.

La crise sonne l'heure du bilan. Aussi les Ivoiriens commencent-ils à pointer le doigt vers ceux qui, depuis

elles seules, les sociétés SIFCA, Abidjan Gal, Société havraise de commerce (SHAC), DAFSI, et Mercaria (filiale de Sacre et Douré) détiennent officiellement 28 % des quotas d'exportation. Mais grâce au rachat de parts à des locaux, elles atteindraient 40 %. Toutes les grandes entreprises françaises disposent de filiales - vingt-sept agences pour la BNP - ou de représentations, et les capitaux français contrôlent 55 % du commerce local.

Dix ans plus tard, la récession a quelque peu érodé ces chiffres. Le secteur tertiaire - banques, assurances, études et ingénierie - concentre aujourd'hui l'essentiel des capitaux français. « Comme si l'économie n'était pas déjà suffisamment vulnérable avec son café et son cacao, il fallait encore qu'elle ne soit pas nationale », maugrée un cadre ivoirien. De surcroît, le management étranger a entraîné une désresponsabilisation des cadres nationaux qui, très souvent, s'accommodent de la tutelle étrangère au lieu de relever le défi. Cercle vicieux que celui d'« experts » blancs peu engagés par l'avenir du pays et de hauts fonctionnaires ivoiriens qui usent de leur poste comme d'une prébende au profit d'une famille tentaculaire. Même dans le privé certains nationaux disposant d'un quota à l'exportation de café ou de cacao préfèrent jusqu'à présent le confort des sociétés étrangères - par pure commodité. Paradoxe, le système ultra-libéral n'a pas encouragé l'esprit d'entreprise.

Seul à tenir la barre au sein d'une société disparate et tiraillée, le président Houphouët-Boigny puise son sa-

visement inébranlable par son âge et son prestige. Après le passage à la présidence, en septembre, de l'ancien secrétaire général du Syndicat des enseignants (SYNESCO), M. Laurent Akoua, et de l'opposant de toujours, M. Houphouët-Boigny a pu se féliciter d'avoir réuni sous sa houlette « la communauté nationale tout entière ».

Dominateur souverainement à l'intérieur, le président jouit à l'extérieur d'un immense prestige. Très tôt, il a imposé au monde occidental l'image d'un chef d'Etat modéré à la tête d'un pays stable et prospère, dirigeant de l'Afrique francophone. En toutes circonstances, il a mis sa vocation pacifiste à la disposition de ses voisins. Cette image a été sublimée par le soutien indéfectible et révérencieux de la France. Plus que de raison et de réalité, Paris célèbre sa communion avec le chef de file du pré-carré francophone. Mais désormais cette alliance stratégique coûte cher : 1,6 milliard de francs d'aide en 1987. La « vitrine de la France en Afrique » est-elle devenue un luxe insupportable ? Pour l'instant, la question n'est ouvertement posée qu'au Trésor français.

Le prestige de « Vieux » ne paraît pas entamé, mais constitue le dernier rempart d'un pays au bord de la faillite. Jouant sur sa réputation, le chef de l'Etat internationalise deux coups d'éclat audacieux : d'abord, en mai 1987, l'ajournement du remboursement de la dette extérieure, puis, depuis juillet 1987, la grève des ventes de cacao. Le président cherche à prouver qu'il n'existe pas de surproduction



OUVERTURE DES CARROSES DE CACAO AU TEMPS DES COLONIES. Une dépendance qui n'a cessé de s'accroître.

trois décennies, tirent les ficelles de l'économie ivoirienne : « les Blancs ». Comment, en effet, ne pas s'interroger sur la réelle sagacité de ces légions de conseillers blancs qui, dans l'ombre des ministères, des directions de sociétés nationales, ont fait la pluie et le beau temps. Pour ne plus avoir à sanctionner des ministres « laxistes » et leurs conseillers impuissants, le président s'est récemment attaché les services d'un autre Blanc : depuis mars 1987, M. Antoine Césaire dispose de pouvoirs étendus à la tête de la Direction et contrôle des grands travaux. Initialement bureau d'études, la DCGT s'est désormais l'organisme habilité à négocier et à adjudger tous les marchés, à la place des ministères, intervenant également dans la gestion des entreprises publiques. Un autre Français, M. Jean Belkiry, occupe, lui, le poste de secrétaire général du gouvernement ivoirien. Récemment, un diplomate nigérian ironisait : « Chez nous, c'est encore plus la chance. Mais tout ou moins nous ne pouvons nous en prendre qu'à nous-mêmes. Depuis l'indépendance, nous avons pratiqué la substitution d'importations : il n'y a plus un seul Blanc dans les ministères ».

Dans le secteur privé, la situation est analogue, la mauvaise conscience en moins : les expatriés s'affichent seuls maîtres à bord. L'arrivée des capitaux étrangers s'est faite très tôt, encouragée par la profession de foi libérale du président Houphouët-Boigny. En 1976, en plein « boom » économique, la Côte-d'Ivoire n'est présente qu'à hauteur de 39 % dans le capital social de ses entreprises industrielles : 27,5 % de capitaux publics, 11,5 % de capitaux privés. La France, à elle seule, représente 41 % face à vingt-huit autres nations détentrices des 20 % restants. Les plus grosses entreprises sont françaises. Sur le marché de la dentelle fétoche - et stratégique, - le cacao, cinq groupes français se sont bâtis des empires : à

rité dans sa remarquable capacité à résister aux « vents du change ». Une capacité élevée au rang de doctrine et de pratique politiques : l'« houphouëtisme » ou le fin mélange de paternalisme et d'autocratie. Mais vingt-huit ans de règne sans partage ont fini par émousser le sens critique des Ivoiriens, désormais habitués à suivre la voie tracée par leur président. Vingt-huit ans de paternalisme ont instauré une confiance grégaire au sein d'une population d'autant moins préparée à se prendre en charge que la classe politique dissimule sa propre impéritie dans un culte de la personnalité de plus en plus excessif, à l'égard du « vieux sage de Yamoussoukro » (2).

Dans ces moments difficiles que connaît le monde entier, les pays, à l'instar des bateaux qui voguent sur les flots agités, déchainés, veulent conserver leur capitaine. Comment pourrais-je alors me dérober à mon devoir ? », a déclaré à ses concitoyens le président ivoirien en acceptant en 1975 son quatrième quinquennat. Huit ans plus tard, dans le feu de la seule véritable crise sociale qu'aient connue le pays, le chef de l'Etat lance à l'adresse des enseignants grévistes : « Sans moi, vous ne seriez rien. Vous qui n'aviez rien mais que ma politique a permis de sortir du trou, vous allez maintenant me traiter de voleur ? » Après vingt-huit ans de personnalisation du pouvoir, la Côte-d'Ivoire est, pour le meilleur et pour le pire, ce que le président Houphouët-Boigny a voulu qu'elle soit (3).

L'identification au régime est si prégnante, l'image du « père de la nation » si forte, qu'aucun Ivoirien ne peut la briser sans éprouver un sentiment de culpabilité inconsciente. D'autant que le président, acquis aux vertus irrégulières du « dialogue », ramène inlassablement les brebis galeuses au sein du troupeau. A défaut d'y parvenir, le « Vieux » rend les récalcitrants, qui, abandonnés au discrédit ou à l'errance,

sur ce marché hautement spéculatif. Contre les pressions de ses créanciers, depuis plus de seize mois, le chef de l'Etat refuse de vendre tant que les prix ne remonteront pas. Poursuivant cette logique, il a rejeté, cette année encore, une baisse du prix garanti aux producteurs. « Une position orgueilleuse », selon les créanciers, qui partent ailleurs sentir le soufre révolutionnaire et qui, ici, trouble les exigences d'une fin de règne incertaine. D'autant que le refus d'honorer les obligations à l'extérieur a coïncidé, au printemps 1987, avec l'ouverture du gigantesque chantier de la basilique de Yamoussoukro. Aux yeux de beaucoup, cette copie tropicale de Saint-Pierre de Rome est d'ores et déjà le cénotaphe du régime (voir pages 1 et 17, l'article de Claude Julien).

L'aura et la vitalité de son président, vieillissant, ne suffisent plus à un « pays modèle » en panne d'énergie. Alors que la Côte-d'Ivoire, attentiste et échaudée par la crise, s'enfonce dans la léthargie (4). Défiant « les spéculateurs et leur argument de surproduction cacaoyère », M. Félix Houphouët-Boigny a encore l'intuition d'une solution pour demain. Mais le pays s'est refermé sur ses frustrations confuses, incapable de relever les défis d'aujourd'hui.

(1) Voir Philippe Haininger, « Abidjan : l'upstreaming de la violence », *Le Monde diplomatique*, mai 1986.

(2) Voir Bernard Gensse, « La libération ivoirienne dans les effluves du « miracle économique », *Le Monde diplomatique*, mars 1983.

(3) Cf. Claude Wauthier, « Grandes manœuvres à Côte-d'Ivoire pour la succession de M. Houphouët-Boigny », *Le Monde diplomatique*, juillet 1985.

(4) Sur un aspect « provincial » de la crise, lire Bernard Gensse, « A Grand-Bassam, l'an 2000 n'est pas pour demain », *Le Monde diplomatique*, juin 1988.

D 14 au 16 décembre en France, au sein du conseil d'administration de la Banque mondiale, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a prononcé une déclaration qui a été qualifiée de « déclaration de la Côte-d'Ivoire ». Cette déclaration a été qualifiée de « déclaration de la Côte-d'Ivoire ».

Cette déclaration a été qualifiée de « déclaration de la Côte-d'Ivoire ».

Cette déclaration a été qualifiée de « déclaration de la Côte-d'Ivoire ».

Cette déclaration a été qualifiée de « déclaration de la Côte-d'Ivoire ».

Cette déclaration a été qualifiée de « déclaration de la Côte-d'Ivoire ».

Cette déclaration a été qualifiée de « déclaration de la Côte-d'Ivoire ».

Cette déclaration a été qualifiée de « déclaration de la Côte-d'Ivoire ».

Cette déclaration a été qualifiée de « déclaration de la Côte-d'Ivoire ».

Cette déclaration a été qualifiée de « déclaration de la Côte-d'Ivoire ».

Cette déclaration a été qualifiée de « déclaration de la Côte-d'Ivoire ».

Cette déclaration a été qualifiée de « déclaration de la Côte-d'Ivoire ».

Cette déclaration a été qualifiée de « déclaration de la Côte-d'Ivoire ».

Le Maroc du silence

Par FRANÇOIS DELLA SUDDA *

Derrière la façade d'une apparente démocratie

* Enseignant, membre des comités de lutte contre la discrimination Mariage.

Des comités contre la répression

MAQUETTE DE LA GRANDE MOSQUÉE HASSAN II DE CASABLANC.
 Dieu ou diaboliser Dieu quand on méprise autant les hommes ?

Un pays où l'arbitraire est roi

On resterait en deçà de la vérité en affirmant que la prise au sérieux de la Déclaration universelle des droits de l'homme ne s'est pas faite au Maroc trois décennies après l'indépendance : les espaces de liberté concédés aux sujets de Sa Majesté se sont en fait réduits. A mesure que se renforçait le

- (1) J.-F. Clément, *Stratégies répressives et techniques de maintien de l'ordre : les révoltes urbaines de janvier 1984 au Maroc - États, villes, rapports sociaux et mouvements urbains*, thèse de doctorat, université Paris-VII, UFR GHSST, tour 34-44.
- (2) Le quatrième sommet de l'Organisation de la conférence islamique s'est effectivement réuni à Casablanca du 16 au 19 janvier 1984.
- (3) Moulay Ahmed Abassi, «La transition», éditorial in *le matin du Sahara* du 29 janvier 1984.
- (4) Jean de La Guacivière, *le Monde*, 19 février 1984.
- (5) La plupart des morts ayant été cachés par les familles ou par les forces armées, leur dénombrement précis est impossible.
- (6) *le Monde*, 30 mai 1984.
- (7) Parmi lesquels MM. Abderrahim Bouabdil, premier secrétaire de l'USFP, et M'hamed Bouazza, leader de l'istijlal.
- (8) Cf. Claude Anciau, *Rencontres avec le Maroc*, La Découverte, Paris 1986.
- (9) M. L., «Paris : les droits politiques», *L'express*, 17 mai 1984.
- (10) En particulier Abdelatif Zaynal, Mohammed Grine et Aminou Tahani.
- (11) Le Syndicat des avocats de France dénonce une liste de 795 noms d'hommes, de femmes et d'enfants originaires de l'ancien Sahara espagnol qui seraient actuellement détenus dans les prisons marocaines ou définitivement «disparus».
- (12) Dont Saidia Menebhi, auteur de *Poèmes, lettres, écrits de prison*, L'Harmattan, Paris, 1982.
- (13) Actions qui font partie, rappelés-leurs libérateurs reconnaissent par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, à laquelle le Maroc a souscrit.
- (14) *Al Bayane*, 4 mai 1984.
- (15) Des centaines de Marocains (dont des avocats «combattus» de défenses et de démissions politiques) attendent depuis des années la délivrance d'un passeport ; certains travailleurs en Europe ne sont ni confisqués le leur pendant des congés qu'ils étaient venus passer au Maroc.
- (16) Récemment encore, des Marocains, nés dans des familles musulmanes, ont été convoqués par la police parce que suspects de sympathie pour une Eglise chrétienne.
- (17) Membres du gouvernement, gouverneurs de province, ambassadeurs, doyens d'université, directeurs des grands offices sont nommés par *deahir royal* et se soumettent périodiquement à des rites signifiant leur adhésion au sultanat.
- (18) Cf. Jean de La Guacivière, «Deux milliards de dons pour le phare de Fislam», *le Monde*, 21 septembre 1983, et la correspondance de François Della Sudda sur ce sujet dans *le Monde* datés 9-10 octobre 1983.
- (19) Les «feminations arbitraires» concernent la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance (condamnées par la Déclaration universelle) sont pratiques courantes.

LE PLUS TENACE DES CONFLITS

Pari palestinien, refus israélien

QUI eût osé l'espérer ? Les dirigeants capables de saisir l'occasion de la paix ne sont pas sortis des urnes le mois dernier en Israël. Au moment précis où l'OLP de M. Yasser Arafat saute le pas et parie sur la paix, plaçant d'emblée le nouvel Etat palestinien sous l'autorité de l'ONU dont elle reconnaît les résolutions garantissant l'existence de l'Etat juif, la société israélienne se mure encore un peu plus dans son refus. Elle encourage du même coup les fractions les plus extrémistes du mouvement palestinien.

Par AMNON KAPELIOUK

Symbolique mois de novembre. Il foisonne déjà de dates historiques qui jalonnent le plus long, le plus complexe et le plus périlleux des conflits régionaux, celui du Proche-Orient : 29 novembre 1917, déclaration Balfour ; 29 novembre 1947, décision des Nations unies de partager la Palestine ; 22 novembre 1967, vote de la fameuse résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU ; 19 novembre 1977, visite d'Anwar El Sadat à Jérusalem. Et encore une fois, à l'occasion des élections israéliennes et de la tenue du Conseil national palestinien (CNP), le mois de novembre 1988 aura apporté sa moisson de choix cruciaux.

En Israël, M. Itzhak Shamir, vainqueur des législatives du 1^{er} novembre, cherche à former une nouvelle coalition fondée sur un quadruple refus : « non » à la conférence internationale, « non » aux pourparlers avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), « non » à la restitution du moindre pouce des territoires conquis en 1967, « non », bien sûr, à un Etat palestinien. En revanche, réuni du 12 au 15 novembre dans la capitale algérienne, le dix-neuvième Conseil national palestinien, tout en proclamant la création d'un Etat palestinien, a adopté une plateforme imprégnée de réalisme, de flexibilité et de modération.

Les rôles sont ainsi inversés. Il y a vingt ans, Maxime Rodinson intitulait l'un de ses livres sur le conflit du Proche-Orient : *Israël et le refus arabe* (1) ; aujourd'hui, le refus a changé de camp, et le « non » est devenu le signe distinctif des discours israéliens.

Vingt et une années d'occupation de la Cisjordanie et de Gaza auront eu pour effet de laisser se développer de dangereuses tendances dans la société israélienne, où la violence a acquis, avec la répression, droit de cité. Des partis à caractère fasciste ont aujourd'hui pignon sur rue. Si celui du rabbin Kahane s'est vu purement et simplement refuser le droit de participer à la dernière consultation - ce qui ne supprime pas son influence, - d'autres groupes ultranationalistes ont obtenu des sièges au Parlement : Tami, dirigé par M. Raphael Eytan, ancien chef d'état-major de l'armée, et Moledet (la Patrie), du général Ze'evi, qui tous deux exigent l'expulsion de la population arabe, y enverront chacun deux députés. Ils siègeront aux côtés des trois élus du parti Tzohar, dont les thèses sont proches. Durant la campagne électorale, les partisans du « transfert » des Palestiniens avaient eu tout loisir de ressasser sur les écrans de télévision leur profession de foi sans que la commission électorale de la Knesset émette la moindre objection, tout occupée qu'elle était à interdire la diffusion d'images sur les rencontres entre des Israéliens et M. Yasser Arafat.

Devant cette dérive vers la droite, qui s'était amorcée voilà maintenant

plus de dix ans avec la première victoire électorale de M. Begin en avril 1977, aucun sursaut ne s'est produit au sein d'un Parti travailliste sclérosé. Son chef, M. Shimon Pérès, s'en est tenu jusqu'au bout à l'option jordanienne, alors même que le roi Hussein, dans son discours du 31 juillet 1988, avait rompu les liens politiques et administratifs avec la Cisjordanie. De sorte que ses concitoyens avaient pris l'habitude de désigner M. Pérès ironiquement comme le « dernier des hachémites ». Plus grave, aux yeux de l'opinion, il ne semble guère y avoir de différence entre le général Yitzhak Rabin, ministre travailliste de la défense et responsable en tant que tel de la répression dans les territoires



MAISON DÉTRUITE DANS LE CAMP DE RAFAH (GAZA)

Toujours l'infatigable, malgré les mauvais pressions

occupés depuis le début de l'intifada, et le général Sharon, ministre sans portefeuille du Likoud dans le dernier gouvernement de la législature. A une palme, les électeurs ont préféré l'original : ils n'ont accordé au Parti travailliste que quarante sièges sur un total de cent vingt.

Les résultats obtenus dans ces élections par les partis religieux traduisent aussi le glissement à droite. Non que leur score soit exceptionnel - le nombre de leurs parlementaires a toujours oscillé, depuis la création de l'Etat d'Israël, entre treize et dix-huit, et cette année ils ont obtenu dix-huit sièges. Mais, jusqu'à la victoire du

partage de la Palestine (2). Alors que la fameuse charte nationale de l'OLP, approuvée en 1968, stipulait dans son dix-neuvième article que « le partage de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël sont nuls et non avenue », le texte fondateur de l'Etat palestinien du 15 novembre 1988 fait explicitement référence à la décision de 1947 de créer deux Etats, l'un arabe, l'autre juif. Une mention qu'avaient omise, de manière significative, les rédacteurs de la déclaration d'indépendance de l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948. « La Palestine, dans ses frontières du mandat britannique, constitue une unité régionale indivisible », spécifiait la charte de l'OLP, en abandonnant ce dogme, le CNP a pris une décision historique qui lie, à coup sûr, un obstacle majeur à des négociations de paix.

Bien que les frontières de l'Etat palestinien n'aient pas été précisées - pas plus que ne le sont celles de l'Etat juif dans la déclaration d'indépendance de 1948, - il ressort de la plateforme adoptée que sa souveraineté s'étendra sur les territoires occupés en 1967 : Cisjordanie, Gaza et partie arabe de Jérusalem. Les Palestiniens renoncent ainsi aux limites tracées en 1947 par les Nations unies, qui leur octroyaient des régions beaucoup plus vastes

(incluant Jaffa, Nazareth, Beersheva). « Nous sommes minimalistes et réalistes », confiait un député pourtant originaire de Jaffa.

Certes, la charte nationale de 1968, cette pièce maîtresse brandie à tort et à travers par les responsables israéliens et que chaque élève israélien étudie à l'école, n'a pas été formellement abolie. Le CNP l'a tout simplement renvoyée au placard, et la plupart de ses dispositions sont contredites par de nouveaux textes. Ainsi, l'article 9 soutenait : « La lutte armée est la seule voie menant à la libération de la Palestine. Il s'agit donc d'une stratégie et non d'une tactique » ; le programme d'Alger, au contraire, met l'accent sur le combat politique, sur l'urgence nécessaire de convoquer une conférence internationale et sur la condamnation du terrorisme.

« Si on rejette notre main tendue... »

EN Israël per contre, le Likoud, appuyé par le Parti travailliste - une nouvelle fois à la remorque de la droite - a rejeté les initiatives palestiniennes. Après tout, les dirigeants israéliens s'accrochaient fort bien des obstacles que les Arabes dressaient contre des négociations de paix ; aujourd'hui, ils s'inquiètent de l'éventualité de la tenue d'une conférence internationale qui les contraindrait à

Dans le monde entier, les résolutions de la dix-neuvième session du CNP ont été accueillies favorablement. Plus d'une cinquantaine de gouvernements, dont celui de l'Egypte, ont déjà reconnu le jeune Etat. Les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, réunis le 21 novembre, ont estimé que les décisions d'Alger « comportaient des pas positifs vers le règlement pacifique du conflit israélo-arabe ». Peu suspecte de sympathie pour l'OLP, M^{me} Thatcher a plaidé, lors de son récent voyage à Washington, pour une prise en compte des changements survenus à Alger. Plus prudent, M. Bush, président désigné des Etats-Unis, a néanmoins fait remarquer que, « si les dirigeants de l'OLP ont définitivement décidé de soutenir la 242, c'est très, très bon ».

Le défi que lui laissent ses opposants n'est sûrement pas indéfini. Il sera intéressant à cet égard de voir comment évolue le jeu démocratique au sein du CNP, où jusqu'ici toutes les décisions se prenaient à l'unanimité. La naissance d'une opposition parlementaire reconnue, saluée par M. Arafat, confirme le choix de l'OLP pour une république démocratique et pluraliste. Dans le passé, chaque courant mis en minorité quittait l'organisation ou « gelait » sa participation aux instances dirigeantes. Ainsi, en 1974, lorsque le CNP accepta l'idée d'un Etat sur une partie seulement de la Palestine, le FPLP et plusieurs autres organisations suspendirent leur participation aux travaux de l'OLP : cette « grève » dura plusieurs années.

Cette pratique fournissait un argument de poids aux adversaires de l'OLP, qui insistent sur sa fragilité et sur ses divisions. Or, à Alger, 253 membres se sont prononcés en faveur de la déclaration politique, 46 contre, 10 se sont abstenus et 85 n'ont pas pris part au vote. Les divergences ont traversé les différentes tendances. M. Abou Ali Moustapha, représentant du FPLP au sein du comité exécutif de l'OLP, s'est abstenu alors que son chef, le docteur Georges Habache, votait contre. Au sein du Fath, principal courant de l'OLP, certains se sont abstenus, bien que M. Arafat n'ait pas ménagé ses efforts pour obtenir un maximum de votes positifs.

(1) Israël et le refus arabe, Souli, Paris, 1968.
(2) Voir Abba Eban, « Pour le partage », *Le Monde diplomatique*, juillet 1983.

Les éditions étrangères du « Monde diplomatique »

Le deuxième numéro du *Monde diplomatique* en arabe est paru. Comme le *Monde diplomatique* en espagnol, cette nouvelle publication reprend en traduction la plupart des articles de notre édition française. Elle comprend aussi une section spéciale consacrée aux problèmes du monde arabe (ce mois-ci, un entretien avec M. Ben Ali, président de la Tunisie, et un dossier sur le cinéma arabe).

Le *Monde diplomatique*, édition arabe, 5, rue de Fribourg, 1201 Genève, Suisse. Tél. : (4122) 32-25-31. Télex : 28-576. - Prix de l'abonnement : Maghreb, Egypte, Soudan, Syrie, Liban : 45 francs suisses ; autres pays arabes : 60 francs suisses. Europe : 60 francs suisses.

Le *Monde diplomatique* en espagnol, 25 de Mayo 586, 5^e piso, 1002 Madrid, Espagne. Abonnement annuel : 40 dollars pour les pays limitrophes de l'Argentine, 60 dollars pour les autres pays.

ABONNEMENT A PRIX RÉDUIT POUR LES ÉTUDIANTS. - Depuis le mois d'octobre, les étudiants désireux de s'abonner au *Monde diplomatique* bénéficient d'une réduction : le prix est de 120 F (au lieu de 180 F à l'ancien numéro) pour un abonnement annuel et de 70 F (au lieu de 90 F) pour un abonnement de six mois (joindre une photocopie de la carte d'étudiant).

Nouveautés des Presses de l'Unesco

Annuaire statistique de l'Unesco 1988

1064 p. 350 F
Trilingue : anglais/français/espagnol, avec notices explicatives en arabe et, pour la première fois, en russe.

Développement endogène : aspects qualitatifs et facteurs stratégiques

277 p. 85 F
Être historien aujourd'hui
Sous la direction de René Rémond
350 p. 172 F

En vente à la Librairie de l'Unesco,
7, place de Fontenay, 75000 Paris



Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André FONTAINE,
directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie
du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395

A la disposition des diffuseurs de presse
pour modifications de service, demandes de
réimpression ou autre, utiliser notre numéro de
téléphone vert : (16) 1-65-36-11-11.

Charlotte VON VERSCHUER

LE COMMERCE EXTERIEUR DU JAPON

des origines au XVI^e siècle

Un volume 16 x 24, 208 pages 140 FF

Maisonnette & Larose

SATIN

(1) Cf. Alain Barbanel, *l'Affaire Chauvet*, Baland, Paris, 1988, 274 pages, 109 F.

& Larose

**SCHUER
RCE**
des origines
au XVI^e siècle
140 FF
& Larose

CES INÉGALITÉS QUI SAPENT LA DÉMOCRATIE (VI)

La couverture sociale du risque maladie, la protection nationale de la santé, aujourd'hui étendues à l'ensemble de la population, en France et dans la plupart des pays européens, constitue une des plus grandes conquêtes de la démocratie et du progrès des dernières décennies. Subsistent de profondes inégalités devant la maladie et la mort que les évolutions démocratiques et technologiques risquent d'amplifier.

Par
JEAN-PAUL
MOATTI *

ENTRE 1971 et 1986, la valeur courante de la consommation de soins et de biens médicaux en France s'est trouvée multipliée par 8,2 alors que, durant la même période, ce coefficient n'était que de 5,6 pour le produit intérieur brut et de 6,1 pour l'ensemble de la consommation des ménages. Cette constatation, désormais banale et commune à la plupart des pays développés, suffit à expliquer que la maîtrise des dépenses constitue le thème central des débats sur l'avenir des systèmes de santé. La réaffirmation du nécessaire maintien de la « solidarité nationale » face à la maladie, martelée par le président Mitterrand lors de la campagne pour sa réélection et depuis, en constitue le pendant obligé. Ce souci d'assurer l'égalité d'accès aux soins est à l'origine de la mise en place des grands systèmes de protection sociale dont l'inspirateur britannique, lord Beveridge, déclarait, au lendemain de la seconde guerre mondiale : « La

liberté signifie plus que la seule protection vis-à-vis de l'arbitraire des gouvernements mais aussi la liberté à l'égard de la servitude économique du besoin, de la misère et des autres fléaux sociaux ».

L'extension de l'assurance-maladie à la quasi-totalité de la population (couverte à 75 % en 1960, à 95,6 % en 1970 et à 99,2 % en 1980), les dernières catégories à y accéder ayant été, durant les années 70, les professions indépendantes (agriculteurs, artisans, commerçants et professions libérales), le développement parallèle des mutuelles et assurances complémentaires dont bénéficient en 1980 près de 70 % des citoyens, garantissent effectivement la solidarité des bien-portants à l'égard des malades : une année donnée, 70 % des dépenses de soins sont concentrées sur 10 % de la population, pour l'essentiel les individus pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale, car atteints de pathologies chroniques graves ou exposés à des risques spécialement élevés (mineurs de fond, par exemple). La solidarité joue également entre catégories sociales. Les représentants des salariés du régime général de la Sécurité sociale se plaignent sans doute de contribuer massivement au financement des autres régimes (38 milliards de francs en 1985) par de complexes mécanismes de compensation et de transferts, mais ce sont avant tout les régimes des salariés et exploitants agricoles et les régimes particuliers (mines, marins, caisse militaire...) qui en bénéficient (1). L'analyse détaillée du bilan « prestations-cotisations » d'assurance-maladie fait apparaître que, en termes de catégories socioprofessionnelles (CSP), toutes cotisent plus qu'elles ne perçoivent, le transfert profitant aux inactifs âgés ; et que ce sont les ménages de cadres moyens administratifs, d'ouvriers, manœuvres, « gens de maison » et « autres personnels de service » qui bénéficient le plus des transferts nets de cotisations (2).

La persistance d'inégalités face à la santé reste néanmoins suffisamment préoccupante pour que le bureau régional Europe de l'Organisation mondiale de la santé fasse de « l'équité en matière de santé », entendue comme

réduction des différences entre pays et entre catégories de la population des principaux indicateurs de santé, son objectif prioritaire ; ou, que la publication du très officiel Black Report en 1980 ne suscite un âpre débat sur la capacité du National Health Service britannique, symbole pourtant de ce côté-ci de la Manche d'une médecine socialisée, de répondre à son objectif fondateur de réduction des inégalités de santé.

Première réalité, en France, les inégalités sociales face à la mort (c'est-à-dire face au premier indicateur de santé d'une population dont on puisse disposer) ne font que s'aggraver (3). Certes, toutes les catégories sociales

Une prévention sélective

Le cancer explique à lui seul pour les hommes de quarante-cinq à cinquante-quatre ans, près de 40 % de l'écart des taux de mortalité entre cadres et ouvriers spécialisés, les accidents et l'alcoolisme comptant pour un tiers (11 % et 20 %), contre moins de 10 % pour les maladies cardiovasculaires (5). Tout se passe comme si chaque facteur aggravant, en termes de santé publique, frappait systématiquement plus fort les groupes les plus fragiles, et que, à l'inverse, les progrès potentiels se manifestent toujours plus spectaculairement chez ceux qui occupent déjà une situation favorable : les taux de décès par cancer des voies aéro-digestives supérieures et du poumon ont augmenté pour toutes les catégories d'hommes adultes, mais nettement plus chez les manœuvres, les ouvriers ainsi que les employés. La prévention des maladies cardio-vasculaires a davantage bénéficié aux cadres, professions libérales, artisans et commerçants. On doit cependant noter que les seules exceptions importantes à cette aggravation des inégalités, les accidents et la tuberculose, qui ont diminué plus nettement au sein des groupes les plus exposés entre 1960 et 1980, concernent des domaines où l'influence des politiques de prévention (amélioration des conditions de travail, radiodé-

profit de l'élévation générale de l'espérance de vie (+1,8 année pour les hommes, +2,6 pour les femmes entre 1970 et 1980), mais, ce sont celles qui avaient le niveau de mortalité le plus bas qui en profitent le plus : la baisse de la mortalité a atteint 22 % entre 1960 et 1980 pour le groupe des employés, cadres et professions libérales, contre 15 % seulement pour celui des travailleurs manuels ; le résultat (pour la période 1975-1980) étant qu'un manœuvre sur quatre et un ouvrier sur cinq meurent entre trente-cinq et soixante ans, alors que ce taux reste inférieur à un sur dix parmi les cadres supérieurs et les professions libérales (4).

Le pistage et vaccination) a pu être plus directe sur l'état de santé.

A l'exception des accidents du travail et des maladies professionnelles, ou d'autres pathologies pour lesquelles un facteur de risque lié à la branche d'activité est clairement identifiable (maladies respiratoires chez les ouvriers du bâtiment), les écarts sociaux massifs rencontrés en matière de mortalité ne semblent pas se retrouver au niveau de la morbidité. Comme le souligne le sociologue P. Alsch, l'explication vient peut-être de ce que « moins une pathologie se manifeste par une atteinte organique sérieuse, plus des éléments d'ordre culturel et circonstanciel peuvent intervenir, tant au niveau de la perception des signes et des conduites de maladies, qu'au niveau de l'interprétation par le médecin de ce que le patient lui présente comme plaintes (6) ».

La dimension culturelle des écarts de consommation de soins selon le milieu social interdit également des interprétations trop unilatérales. Les promoteurs de la dernière enquête décennale (1980) sur la consommation médicale des Français notent que ces écarts semblent « s'ordonner davantage autour de différences des types de pratique que d'inégalités quantitatives dans le recours au système médical » (7). Un ouvrier qualifié voit un médecin généraliste ou spécialiste 4,17 fois par an en moyenne, un cadre supérieur 4,33 fois ; et l'indice de recours est même plus élevé pour l'ouvrier dès lors que l'on tient compte des différences de structures par âge.

L'inégalité financière reste, bien sûr, primordiale dans le cas des soins mal remboursés : si les cadres supérieurs consomment 1,4 fois plus de soins dentaires que la moyenne, c'est très certai-

nement parce que la part de ces soins remboursés en totalité (sans ticket modérateur) n'est que de 20 %. Mais rien ne permet d'apprécier l'impact réel sur la santé des consultations supplémentaires de spécialistes et de la plus forte automédication (achats pharmaceutiques sans ordonnance), caractéristiques du mode de consommation « distingué » des cadres et revenus élevés. De même, la consommation plus « banalisée » des ouvriers et des bas revenus, avec son fort recours aux généralistes et sa fréquence plus élevée d'hospitalisation, n'est pas forcément synonyme de moindre efficacité des soins. Le cas des différences de séjours hospitaliers est particulièrement ambigu : dans quel sens parler d'inégalité ? A l'encontre de ceux qui y voient « le moins », c'est-à-dire les classes moyennes et supérieures ou, de ceux qui y voient le plus (les familles d'ouvriers et d'employés) parce qu'ils sont plus souvent passibles d'urgences (accidents) ou qu'ils ne sont pas en mesure de leur substituer des soins à domicile (8) ?

La réalité de l'inégalité de soins ne peut s'apprécier que dans le contexte d'une pathologie donnée et d'un environnement socioculturel (inégalité face au langage médical, à la complexité du système de santé, présence ou absence de solidarité familiale). On se heurte à la difficulté générale d'appréciation des performances du système de santé en l'absence d'évaluation claire des effets des différentes prestations et procédures médicales sur la santé de la population (9).

Les travaux tant français qu'anglo-saxons convergent tous pour constater que le niveau de mortalité d'une zone géographique donnée dépend avant tout des caractéristiques socio-économiques de sa population et très peu du niveau de l'offre de soins (10). Cette absence de liaison significative avec l'état du système de soins demeure, même lorsqu'on se limite à ce que les experts de la CEE qualifient de « morts évitables », pour lesquelles le taux de décès spécifique serait susceptible d'être abaissé, grâce à des actions médicales ou préventives appropriées (11). Une première conclusion est certainement que l'amélioration de la santé publique n'est pas exclusivement l'affaire du système de soins et que la lutte contre la pauvreté ou les pollutions environnementales, l'amélioration de l'hygiène au travail, en sont aussi parties prenantes. On peut d'ailleurs regretter les trop grands cloisonnements interministériels dans notre pays qui font du ministère de la santé, celui des « professions de santé » plutôt que de la santé de la population.

Les désastres de l'exclusion

MAIS, faut-il aussi conclure, après Ivan Illich (12), à l'absence totale d'efficacité des systèmes de soins, c'est-à-dire logiquement renoncer à ce qu'une politique de santé puisse influencer sur la situation de la population et sur la réduction des inégalités face à la mort ? Faut-il même puiser là un argument de remise en cause des programmes sociaux sous prétexte qu'« un accès accru aux soins n'a pas de réel impact sur la santé » (13) ?

Ceux qui, à droite comme à gauche, obéissent aux sirènes néolibérales et à la suite d'Alain Minc (14) estiment qu'il faut mettre fin à une gratuite censée profiter « avant tout », aux plus favorisés, sont en réalité bien en peine d'apporter des preuves définitives

d'effets pervers massifs de l'amélioration de la couverture sociale (15). Il est par contre aisé de démontrer les effets bien vite désastreux d'une réduction (ou d'une absence) de couverture sociale sur la santé des plus démunis : les citoyens américains sont les cobayes de telles « expérimentations sociales », dont on peut douter qu'ils se fassent. Parce que l'assurance sociale généralisée n'intervient dans ce pays qu'après soixante-cinq ans, dans la population adulte de moins de soixante-cinq ans ayant des problèmes médicaux, ceux qui ne disposent d'aucune assurance-maladie ont 1,9 fois plus de chances que les autres d'avoir besoin de soins sans avoir eu la possibilité de les obtenir ; et, parmi ceux qui disposent

(1) Respectivement pour 11,6, 16,4 et 6,2 milliards de francs en 1985 ; voir : F. Durin, « Les transferts sociaux », *Solidarité Santé*, 1988, n° 2, p. 21-28.

(2) On observe que 43 % des ménages ont un transfert négatif, c'est-à-dire reçoivent moins qu'ils ne cotisent en ne prenant en compte que la cotisation salariale ; le chiffre passe à 87 % si on intègre la part patronale. Voir : S. Darbon, « Assurance maladie et redistribution du revenu : une question de méthode », *Revue d'économie politique*, 1983, n° 3, p. 397-420.

(3) G. Desplanches, « L'inégalité sociale devant la mort », *Economie et Statistique*, 1984, n° 162, p. 29-50.

(4) Parmi les femmes, du fait de l'importance proportionnelle d'inscriptions, les écarts de mortalité entre catégories sociales sont moins marqués : l'écart maximal est de 1 à 1,5 (au lieu de 1 à 3 chez les hommes). Pour des données exhaustives, voir : « La santé en France », rapport au ministre des affaires sociales et un secrétaire d'Etat chargé de la santé, La Documentation française, décembre 1984.

(5) L'étude rétrospective selon laquelle les maladies cardio-vasculaires seraient l'appanage des couches sociales privilégiées (le « stress » des cadres) ne résiste pas à l'analyse épidémiologique : la probabilité de décès cardio-vasculaire pour les cadres supérieurs et professions libérales n'est pas plus forte que celle des classes moins favorisées, mais la probabilité de mourir d'une autre cause est plus faible.

(6) P. Alsch, « A propos des inégalités sociales dans le domaine de la santé », *Cahiers de sociologie et d'épidémiologie médicales*, 1986, n° 2, p. 152-167.

(7) A. Charraud, P. Moriche, « Disparités de la consommation médicale. Enquête santé 1980-1981 », collections de l'INSEE, 1986, M118.

(8) De façon analogue, il faut sans doute prendre garde à ne pas interpréter comme inégalité toute différence dans les indicateurs de santé. Il est strictement « abusif » de qualifier d'inégalité la moindre espérance de vie des hommes (70,8 ans en 1982) par rapport aux femmes (78,9 ans).

(9) E. Papernik, L.-P. Moatti, « L'évaluation des techniques et des pratiques médicales : la difficile recherche du consensus », in R. Launois (éd.), *La Santé en mutation*, Masson (à paraître).

(10) A l'inverse, de multiples travaux illustrent le rôle déterminant de l'offre de soins sur le niveau et les modalités de la consommation médicale.

(11) W.W. Holland, « The available death guide to Europe », *Health Policy*, 1986, n° 6, p. 115-117.

(12) I. Illich, *Nécessité médicale, l'appropriation de la santé*, le Seuil, 1975.

(13) P. Diehr et al., « Increased access to medical care, the impact on health », *Medical Care*, 1979, n° 17, p. 989-999.

(14) A. Minc, *La Machine égalitaire*, Grasset, 1987.

(15) Si, par exemple, les mutuelles françaises consacrent toujours plus de soins que les non-mutualistes, à âge et milieu social égaux, le supplément de remboursements qu'apporte le « 100 % mutualiste » s'induit par rapport aux mutualistes simples. Voir A. Charraud, op. cit.

AUX SOINS MÉDICAUX sociale m

La santé, une conquête sociale



La santé, une conquête sociale

La santé, une conquête sociale

**TROISIÈME VOLUME
DE LA COLLECTION
« MANIÈRE DE VOIR »**

LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS

LE MONDE diplomatique

COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS

Les grandes manœuvres dans l'audiovisuel et la rapide évolution des nouvelles technologies bouleversent complètement le champ de la communication. Quelques groupes géants contrôlent un nombre de plus en plus important de médias. Que devient, dans ce nouveau contexte, le pluralisme de l'information, une des garanties de la démocratie ?

Le Monde diplomatique s'interroge sur le sens d'une communication qui sème tant de confusion et qui, fascinée par les techniques du marketing et de la publicité, réduit le discours de l'information et de la politique à ses dimensions les plus simplistes.

Pour ce nouvel affairisme, la culture est-elle autre chose qu'une simple marchandise ?

**EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX**

96 p. - 38 F

BON DE COMMANDE

LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS

Tarif France : 42 F - Tarif étranger : 45 F (frais d'expédition inclus)

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ CODE POSTAL _____

LOCALITÉ _____ PAYS _____

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

TOUJOURS DISPONIBLES LES DEUX PREMIERS VOLUMES :
« LES SOCIÉTÉS MALADES DE LEUR CULTURE » • « LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS »

J.P. Moatti

SCIENCE, AFFAIRES ET DÉMOCRATIE

Les fantastiques avancées de la science comportent des risques dont l'opinion est rarement avertie. Le serait-elle qu'un autre danger apparaît : celui — faustien — de réaliser tout ce qui est potentiellement faisable. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a certes publié, le 8 novembre, un *Rapport sur la recherche scientifique relative à l'embryon et au fœtus humain* qui pourrait aboutir à d'utiles réglementations. Mais le problème est autrement vaste : au nom du libéralisme et de l'économie marchande, au nom aussi du sacrosaint droit de propriété, ne se dirige-t-on pas vers un système généralisé de brevetabilité du vivant — végétal, animal, voire parahumain ? Une question qui ne relève plus du droit-fiction et échappe à tout débat démocratique.



FAUST SIGNANT SON PACTE AVEC MÉPHISTO
La dérive de la volonté de puissance

Par
JEAN-PIERRE
BERLAN *

EN 1940, le premier médicament faisant l'objet d'un brevet est inscrit à la pharmacopée des États-Unis. La désapprobation est générale : depuis cent-vingt-deux ans, les médecins, les fabricants de médicaments et la convention de pharmacopée estiment qu'un brevet sur un médicament essentiel est moralement indéfendable. 1950 : les brevets font partie du mode normal de fonctionnement de l'industrie pharmaceutique. En une décennie, les antibiotiques, dont le premier — la pénicilline — a été mis au point grâce à la recherche publique, ont révolutionné la pratique médicale, la production et la vente des médicaments. Les valeurs

* Directeur de recherche INRA-CEDERS, université Aix-Marseille II.

marchandes ont définitivement balayé les scrupules éthiques antérieurs. 1980 : la Cour suprême des États-Unis, par l'arrêt Chakrabarty, rompt avec le principe constamment affirmé jusqu'à : « Puisque c'est vivant, cela ne peut être breveté ».

1985 : le bureau américain des brevets accorde le premier brevet sur une plante.

1987 : le bureau des brevets accorde le premier brevet sur un animal, une souris génétiquement altérée pour la rendre sensible au cancer des mamelles (1). Si la décision rappelle verbalement que « le droit de brevet ne s'applique pas aux humains », mais qu'est-ce que « l'humain » ? — la décision récente du tribunal californien dans l'affaire Moore vient tempérer cette affirmation : oui, juge-t-il, les cellules prélevées sur un organe humain appartiennent encore à la personne qui les a fournies (lire ci-dessous l'article de Marie-Angèle Hermitte).

La rapidité de ces développements juridiques va de pair avec une explosion scientifique et technique née de la découverte de la structure de l'ADN (le support de l'hérédité) en 1953 et du déchiffrement du code génétique dont la structure s'est révélée universelle. En 1973, Cohen et Boyer réussissent à

introduire dans un micro-organisme une fonction appartenant en propre à une autre classe d'organismes. C'est peu dire que le retentissement de cette expérience a été immédiat et mondial. En 1980, ils reçoivent un brevet pour leur procédé de « construction de chimères moléculaires biologiquement fonctionnelles ».

Ces travaux rendent obsolète la conception théologique d'un vivant sacré inappropriable parce qu'appartenant à tous. Une vision instrumentale et marchande le remplace. Certains se réjouissent que le tabou de la Vie obéisse enfin aux assauts de la rationalité scientifique et de la libre recherche de la vérité pour la vérité. Mais, lorsque des médecins persuadent ou forcent une mère schizophrénique à avorter pour disposer du fœtus à des fins scientifiques (2) — les aspects commerciaux sont-ils si loins ? — lorsque se multiplient les locations d'utérus et les annonces de succès de greffes d'organes, de tissus ou de cellules, lorsque le progrès scientifique est d'abord orienté vers la création d'une demande — solvable, ô combien ! dans nos sociétés hantées par le fantasme du bonheur, de l'immortalité et de la fin de la souffrance — en bref, lorsque la vie devient marchandise, s'agit-il seulement de rationalité et de vérité ?

De la levure à la bactérie

NOS sociétés sont mesmerisées par l'entreprise scientifique et technique et son « discours capable par sa forme même d'interdire le refus de son contenu » (3). Peu nombreux sont ceux qui s'interrogent sur l'usage à la chaîne des connaissances scientifiques, sur les formes le plus souvent subtiles, du contrôle idéologique des chercheurs et de l'orientation politique de leur activité — qui fait quoi, comment, dans quel but et pour qui ? — sur les processus qui réduisent la science à une arme de l'arsenal de la guerre écono-

mique mondiale — guerre perdue d'avance à un moment où la coopération de tous serait nécessaire pour sauver cette planète (4). Cet investissement total et unidimensionnel dans la guerre économique est-il compatible avec le maintien souhaité des particularismes d'une identité culturelle et humaniste (5) ?

Faute d'affronter politiquement ces questions, nos sociétés se tournent vers l'éthique (6). Mais, comme le note Erwin Chargaff à propos des directives éthiques en matière de techniques de

(1) Le brevet est accordé à l'université Harvard. La souris sert uniquement à des fins de recherche, et les chercheurs de Harvard — dont les travaux sont financés par Dupont de Nemours — en laissent la libre disposition à tous ceux qui veulent l'utiliser. La demande de brevet est donc inutile et innocente. C'est de bonne tactique de procéder ainsi, plutôt que de demander un premier brevet, par exemple sur une vache laitière, ce qui aurait suscité une opposition déterminée des agriculteurs, et probablement des consommateurs.

(2) *Nature*, 5 juin 1984, p. 553.

(3) Pour généraliser l'expression d'André Lichnerowicz, à propos de l'origine humaine des mathématiques (*La vérité, le genre humain* 7-8, 1983, p. 55).

(4) René Dumont, « Une planète mise à sac », *Le Monde diplomatique*, octobre 1988. Les travaux de la conférence de La Haye visent de s'achever et confirment le caractère catastrophique de l'augmentation prévisible

de la teneur en gaz carbonique de l'atmosphère.

(5) « Nous voulons assigner à notre dispositif de recherche une place préminente dans la guerre économique qui se livre dans le monde et qui détermine de notre statut de grand pays scientifique et industriel » (le président Mitterrand inaugurant les bâtiments du laboratoire de biotechnologie de Jussieu-Joazeau du Centre national de recherche scientifique de l'INRA, *Le Monde*, 8 octobre 1988).

(6) Notre pays serait au fil de la dans ce domaine... Cf. Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, *Recherche biomédicale et respect de la personne humaine*. La Documentation française, décembre 1987 ; Conseil d'État, « De l'éthique au droit », Notes et études documentaires, La Documentation française, 1988 ; ministère des affaires sociales et de l'emploi, *Éthique des sciences de la vie et de la santé*, La Documentation française, 1986.

L'affaire Moore, ou la diabolique notion de

Par
MARIE-ANGÈLE
HERMITTE *

IL était une fois John Moore. Ce n'était pas l'homme à la cervelle d'or, mais peu s'en fâche. Son corps, bouleversé par une leucémie, était devenu un champ de matières premières, ensemble de cellules uniques au monde, dont les médecins traitants pensent pouvoir tirer un marché évalué à 3 milliards de dollars en 1990. John Moore est mort aujourd'hui, mais de son corps, taillable et corvéable, il reste une lignée cellulaire, qui se multiplie joyeusement dans un laboratoire sous l'appellation faustienne « Moore », et dont produits pharmaceutiques. Fonctionnant pendant sept ans sans avoir été averti de l'usage que les médecins faisaient des produits de son corps, il apprit brutalement la vérité et entama un procès... en revendication de ses cellules ! Cette action originale vient d'être soumise à la cour d'appel de Californie qui, le 31 juillet 1988, a décidé, « pour le meilleur et pour le pire », que l'homme avait un véritable droit de propriété sur les produits de son corps.

« Ils se partagent entre eux mes vêtements
Et sur mon habit jettent les dés. »

La Bible n'imaginait pas traitement plus dérisoire de la dignité humaine. L'arrêt californien raconte, férocement, la même histoire — aseptisée. En 1976, John Moore se présente à l'hôpital. Très vite, on diagnostique une leucémie à tricholeucocytes et, dès les premières analyses, les médecins réalisent que son sang contient des produits uniques au monde. Ils ne disent rien au malade, mais plantent une recherche collective et, pour ce faire, décident de se partager le sang, la moelle osseuse, le peau, les tissus, le sperme, qu'ils vont ponctionner pendant sept ans, ainsi que la rate malade qu'il faut enlever. Ils s'entendent alors avec le département de chirurgie pour se faire « livrer » la rate à la sortie de la salle d'opération, procéder au partage, organiser sa conservation et la mise en culture : le partage de la rate comme préfiguration du partage du marché.

Ensuite, tout va son cours : les médecins passent une série de contrats, avec Genetics Institutes, célèbre société de génie génétique, qui les paie... en parts de capital, et avec Sandoz, qui assurera déve-

loppement et commercialisation. Quand John Moore aura connaissance de l'affaire, le processus sera pratiquement achevé. Il aura été ponctionné régulièrement de 1976 à 1983, les médecins s'assurant ainsi, selon les termes de la demande, une « source régulière, naturelle et abondante des substances hautement désirables que recèlent ce corps humain ». Garder le silence sur leurs objectifs de recherche leur permettrait de se conserver un « accès direct et exclusif » à ces ressources, et d'en tirer des avantages concurrentiels, commerciaux et scientifiques ».

Le corps, matière première renouvelable...

PENDANT longtemps, les déchets hospitaliers n'eurent aucune valeur ; ils étaient incinérés. Celui qui aurait voulu les qualifier juridiquement aurait sans doute parlé de « chose abandonnée », appropriable à la première entreprise. La situation de fait a changé : organes, veines, placentas, tissus, peuvent être diversément recyclés par l'industrie, et surtout hormones, anticorps, fragments génétiques, lymphokines peuvent être isolés, éventuellement multipliés, faisant du corps et de ses déchets une véritable matière première (« raw materials », dit le juge américain). Si l'on garde l'ancienne qualification, les médecins ont donc un libre accès gratuit à cette fabuleuse ressource : c'est la thèse qu'ont soutenue les médecins dans l'affaire Moore. Selon eux, dès qu'une partie du corps est détachée, elle est abandonnée puisque le lien avec la personne est rompu. En décider autrement reviendrait à donner aux patients le pouvoir de bloquer le progrès thérapeutique en refusant de livrer leurs anticorps naturels ou tout autre produit intéressant. Permettre aux patients de monnayer leur apport reviendrait à donner une valeur à des produits qui, en tant que tels, ne valent rien : ils n'acquiescent de valeur que par l'expertise du médecin qui repère leur intérêt, puis par le travail de laboratoire qui en fait un produit brevetable et commercialisable.

Raisonnement bien connu ! C'est mot pour mot ce qui avait été dit pour nier toute valeur au pétrole, c'est mot pour mot ce qui est dit pour nier toute valeur au patrimoine génétique des plantes sauvages ! Le pétrole caché dans les roches a une valeur nulle ; il acquiert une valeur potentielle grâce à l'expertise des géologues, et une valeur effective

par l'opération d'exploration-production. La plante sauvage, perdue dans la nature, a une valeur nulle ; elle acquiert une valeur potentielle par l'intuition du botaniste qui prospecte, et une valeur effective par le travail du sélectionneur qui transfère les gènes intéressants dans les plantes cultivées. Brutalement, ce ne sont plus les pays sous-développés qui revendiquent « la souveraineté permanente sur les ressources naturelles », mais les malades qui revendiquent la maîtrise des produits de leur corps.

A la déposition complète du malade que revendiquaient les médecins, le juge californien a répondu avec une grande sévérité : il est d'une « ironie grossière » que les médecins prétendent, eux, avoir un droit de propriété sur les tissus d'un malade qui, lui, n'aurait aucun droit ! Les juges font remarquer que l'Université et les chercheurs ne peuvent plus dire qu'ils travaillent « de manière désintéressée » « au bien-être de l'humanité ». Le matériel biologique, aujourd'hui, « n'est plus en libre accès pour les scientifiques ». Les liens entre l'Université et l'industrie ont transformé la mentalité des chercheurs, donnant naissance, avec « le rush sur les brevets », à une science « tournée vers les profits financiers ». Dans ces conditions, disent les juges, seul le législateur pourrait priver le malade, source du profit, de la possibilité d'y participer.

N'y a-t-il pas là matière à réflexion pour une recherche européenne qui croit être à la pointe du progrès en prêchant le mariage entre la recherche et l'industrie ?

S'il y a du profit, il doit y avoir du profit partout : de cette politique du père, le juge a voulu déduire que le malade avait le contrôle de ses cellules et pouvait, s'il le souhaitait, en interdire ou en monnayer l'utilisation. La solution paraissait d'autant plus nécessaire au juge américain qu'il a analysé les cellules et les gènes comme une représentation de la personne : le génome, dit-il, contient toutes les instructions spécifiques à une personne, y compris « l'intelligence et la personnalité ». Si, sur le fondement de la dignité de la personne, l'homme a un droit au nom et à l'image, « a fortiori » n'a-t-il pas un droit sur ses gènes ? En décidant autrement, dit le juge, conduirait, au nom du progrès médical, à une atteinte massive à la sphère des droits fondamentaux attachés à la personne (right of privacy). Le juge pose ici courageusement le principe selon lequel le progrès de la médecine ne justifie pas tout : même lorsque cela n'entraîne aucun préjudice pour le malade, l'activité des chercheurs doit respecter ses droits sur les par-

ties détachées de son corps, y compris si ces droits relèvent du pur fantasme.

On peut douter pourtant du bien-fondé du rattachement des produits du corps à la sphère de l'individu, qui renforce l'illusion narcissique, origine de tous les égoïsmes. D'où vient la « dignité des cellules humaines » dont parle le juge californien ? Du respect que nous devons apprendre à porter à notre espèce ou de l'hypothèse de l'individu ? Si la limitation des pouvoirs de l'État doit être pensée à partir de l'individu, la limitation des pouvoirs scientifiques passe probablement par une articulation entre la personne et l'espèce. C'est ce qui n'a pas été perçu dans l'arrêt sur l'affaire Moore, cette lacune ayant conduit à la reconnaissance d'un droit de propriété, avec tous les effets pervers que cela pouvait induire.

A qui appartiennent mes cellules ?

Si, jusque-là, le travail du juge américain pouvait paraître admirable, il achève finalement sur la qualification du droit dont on peut disposer sur son corps. Philosophiquement, le juge ne connaît rien de plus noble que la propriété privée ; mais c'est un cadeau diabolique, car c'est alors au nom de ce droit de l'homme qu'il sera possible de gérer son corps comme une nappe pétrolière, avec permis d'exploration, concession du droit d'exploitation et, hélas, nous ne pouvons pas pousser le défilé jusqu'à son terme, franchise internationale des droits de distribution ! Déclarer l'homme propriétaire de ses cellules était une solution de facilité, car cela permettait d'offrir une voie de droit pour récupérer la maîtrise : comme propriétaire, on dispose alors de « l'action en revendication d'un bien soumis à une emprise illégitime » (action de conversion). Pour que cette action soit possible, il fallait que les cellules soient rangées dans la même catégorie juridique que les meubles, avec l'argent, les titres au porteur ou les reconnaissances de dettes ! Quoique l'opinion dissidente (1) fasse valoir le ridicule qu'il y a à ranger dans cette catégorie les gènes et les cellules, essentielles sous le coup de la course à des gènes de poulet, la cour semble n'avoir pas vraiment hésité :

(1) Aux États-Unis, l'arrêt publié représente l'opinion de la majorité des juges, mais on publie toujours à la suite l'éventuel point de vue de la minorité, qualifiée de « dissenting » (« dissent opinions »).

qui devient

l'impact de

droit de propriété

البيان

Cette vie

qui devient marchandise

introduire dans sa fonction... une autre classe d'organismes... expérience a été immédiate... En 1980, ils reprennent leur chimères moléculaires biologiques fonctionnelles.

Ces travaux rendent... sacré inapproprié pour... réjouiront que le tabou de la... scientifique et de la libre... la vérité pour la vérité... des médecins persuadant... une mère schizophrénique... pour disposer du fœtus à... techniques (2) - les aspects... cieux sont-ils si loin? - lorsque... tuipent les locations d'organes... annonces de succès de... d'organes, de tissus ou de... que le progrès scientifique... orienté vers la création d'un... - solvable, ô combien! -... sociétés humaines par le... bonheur, de l'immortalité... de la souffrance - en bref... vie devient marchandise, d'après... ment de rationalité et de vérité!

reproduction adoptée par la Société américaine de fertilité, « la plus vorace des chèvres n'aurait pas déris un manuel de jardinage plus permis s'il » (7). Le barrage de la morale face aux valeurs marchandes paraît bien dérisoire. Une question relevant de la démocratie politique est confiée à des biologistes, économistes, biologistes, spécialistes de la propriété industrielle et bio-éthiciens qui, « en travaillant au coup par coup risquent d'établir des précédents dangereux », comme l'écrit justement *The Economist* en conclusion de son dossier consacré aux biotechnologies (8). Cet article examine l'engrenage qui conduit à créer par des voies détournées un état de fait qui ouvre la boîte de Pandore de la propriété du vivant.

En 1978, Ananda Chakrabarty, ingénieur à la société General Electric, dépose une demande de brevet sur une bactérie du genre *Pseudomonas* dans laquelle ont été introduits au moins deux plasmides. Selon l'inventeur, cette bactérie serait capable de dégrader une grande partie des composants du pétrole brut et pourrait être utilisée à dépolluer les effluents pétroliers ou pour lutter contre les marées noires. Après une série de jugements contradictoires qui tiennent en haleine les

milieux concernés, l'affaire vient devant la Cour suprême des États-Unis, qui accorde le brevet par une majorité serrée de 5 voix contre 4.

Cet arrêt est l'aboutissement d'une longue marche commencée il y a plus de cent ans avec le brevet accordé à Louis Pasteur pour une culture biologique du micro-organisme, mais il resta longtemps un cas isolé, les juristes s'accordant pour considérer qu'un micro-organisme étant un produit naturel il ne pouvait être breveté. Seuls les procédés de culture pouvaient l'être. Dans la mesure où la protection des seconds permettait d'assurer celle des premiers, un tel compromis satisfaisait les parties prenantes.

Mais qu'en est-il lorsque le procédé est le même, et la souche de micro-organisme différente? En 1974 et de nouveau en 1975, la cour d'appel des brevets statue que l'utilisation d'un micro-organisme inconnu dans un procédé ancien peut faire l'objet d'un brevet. Cette décision avait été elle-même précédée par une série de pas imperceptibles, le premier, en 1949, étant le dépôt « historique » (9) d'un échantillon du micro-organisme fabriquant la chlorotetracycline auprès d'un laboratoire public de recherche. Pourquoi « historique »?

que les recherches génétiques et les développements technologiques qui en découlent peuvent étendre la pollution et les maladies, qu'il peut en résulter une perte de la diversité génétique et que la pratique peut tendre à déprécier la valeur de la vie humaine. Ces arguments sont très forts, même s'ils sont présentés avec passion. Ils nous rappellent qu'aujourd'hui l'ingéniosité humaine n'est pas capable de contrôler les forces qu'elle a créées - et que parfois, il vaut mieux, avec Hamlet, « supporter les maux qui nous accablent que voler vers d'autres que nous ignorons ». En l'occurrence, la Cour n'a pas suivi la recommandation du juge d'« éléminer ».

Le retentissement de cette décision a été immense - par son effet psychologique sur le monde des affaires, c'est-à-dire sur ceux qui investissent le capital dans la recherche - et par la construction des usines « à la chaîne » qu'elle démontre un changement d'attitude de la Cour en matière de brevets.

En prenant une décision sur une question mineure, [la cour] a eu un large impact international dans le domaine entier de la biotechnologie » (12). Les offices canadiens et japonais des brevets emboîtent immédiatement le pas, suivis par la plupart des pays, selon les mêmes méthodes, c'est-à-dire au coup par coup, par des voies purement techniques.

elle devrait avancer avec précaution dans des domaines que le Congrès n'avait pas prévus » (13). Si le pouvoir judiciaire peut aux États-Unis intervenir dans des domaines que des traditions juridiques différentes doivent suivre aveuglément la Cour suprême? Qui doit prendre la décision politique majeure d'étendre au vivant le droit de brevet : le citoyen ou ses représentants, ou bien des bureaux ou des tribunaux? Et si l'internationalisation de la production et des échanges demande de mettre en œuvre des règles communes, le projet de directive de la CEE (encadré ci-dessous) est-il une simple affaire technique?

L'élargissement du droit de brevet au vivant devient partout l'affaire de bataillons de juristes commandés par les grandes firmes pharmaceutiques et chimiques pour définir un droit ad hoc adapté au partage des marchés qu'elles veulent s'assurer en fonction des développements scientifiques, techniques et économiques. On peut trouver une maigre consolation dans le fait que la Cour suprême a pris sa décision par une majorité fragile, que le renouvellement des juges peut l'amener à rétrécir, voire à fermer, la brèche qu'elle a ouverte, particulièrement si les développements actuels touchent à la personne humaine, c'est-à-dire à des droits constitutionnels. Mais la Cour est libre d'intervenir ou pas - il faut simplement que trois membres acceptent de se saisir d'un cas - et elle ne le fera que si elle juge l'occasion favorable, et presque certainement sur un point

mineur et bien défini (14). En attendant, une situation de fait se crée - partout.

Comme pour les plantes, dans deux ou trois décennies, le législateur entérinera une pratique sur laquelle ni lui ni le citoyen n'auront exercé de contrôle. En France, la loi sur la protection des obtentions végétales, cette première brèche dans le principe de non-brevetabilité du vivant, fut adoptée en juin 1970 par un Parlement unanime. Quant au Plant Protection Act, il fut voté par le Congrès des États-Unis le 24 décembre 1970.

En bref, où se trouve dans tout cela la démocratie?

JEAN-PIERRE BERLIN

De la levure à la bactérie

que mondiale - guerre... d'avance à un moment où la... de tous serait nécessaire pour... cette planète (4). Ce... guerre économique et... avec le maintien d'un... formes d'une identité... humanisme (5)!

Faute d'affronter politiquement... questions, nos sociétés se... éthique (6). Mais, comme à... Erwin Chargaff à propos des... éthiques en matière de biologie...

L'incapacité du législateur

Le droit de brevet repose sur le principe fondamental que la protection de l'invention implique la description complète de l'invention de façon que toute personne qualifiée puisse la reproduire et l'utiliser. Mais lorsque l'invention implique l'utilisation d'un organisme vivant, la description détaillée de l'invention peut ne pas suffire... quelles que soient l'habileté ou les qualifications de l'expérimentateur. L'organisme vivant doit donc être lui-même disponible, d'où le règlement du bureau des brevets exigeant son dépôt... la demande de brevet.

Ainsi, un règlement administratif résout un problème dont l'origine se trouve dans le caractère fondamental du vivant - il est impérissable parce que, justement, il vit. Il est fondamental, car il est rebelle au droit de brevet tel qu'il a été élaboré. Un organisme vivant parfaitement brevetable devrait être parfaitement mort!

Ce qu'une loi ne peut faire est fait par un règlement, qui devient à son tour le point de départ de développements juridiques. En 1970, la légalité du règlement du bureau des brevets sur le dépôt du micro-organisme au moment de la demande de brevet est remise en question. La cour d'appel des brevets statue qu'il suffit que le micro-organisme soit disponible au moment

où le brevet est accordé. En s'opposant

aux bureaux des brevets sur le point secondaire du règlement (le moment du dépôt), elle confirme paradoxalement la légitimité de l'entreprise que poursuit le règlement. Dès lors, la voie est ouverte qui conduit la cour d'appel des brevets à reconnaître comme brevetable, d'abord un procédé ancien pourvu que le micro-organisme soit nouveau, puis dans l'affaire Chakrabarty, le micro-organisme lui-même.

L'élaboration d'une protection de l'inventeur en matière de variétés de plantes cultivées a posé exactement le même problème résolu selon les mêmes méthodes (10). Au cours des années 10, on refuse aux sélectionneurs de plantes le droit de breveter leurs obtentions. La raison juridique invoquée - l'impossibilité de reproduire l'invention quelle que soit la précision de sa description - est logiquement absurde puisque l'il suffit de semer l'obtention pour la reproduire et l'utiliser! Les sélectionneurs se tournent alors vers l'Etat qui, par une série de décrets et d'arrêts pris en application de la loi de la répression des fraudes (1), crée de facto cette protection dès 1928.

En confirmant la décision de la cour d'appel des brevets, la Cour suprême est consciente qu'elle transgresse un tabou. Elle s'en justifie : « On nous dit

Pourtant, l'un des considérants de la

Cour mérite qu'on s'y arrête : il affirme que le droit de brevet est rédigé de façon large et que l'incapacité du législateur de prévoir une évolution technologique donnée ne peut pas, en soi, être un obstacle au brevet. La Cour rejette l'argument avancé par le bureau des brevets et le gouvernement selon lequel

la Cour a-t-elle le pouvoir de

la Cour a-t-elle le pouvoir de... la Cour a-t-elle le pouvoir de... la Cour a-t-elle le pouvoir de...

la Cour a-t-elle le pouvoir de

la Cour a-t-elle le pouvoir de... la Cour a-t-elle le pouvoir de... la Cour a-t-elle le pouvoir de...

Symbolique notion de

des détachements de son corps, y compris le... relevant de son fantasme.

On peut se demander pourquoi le... charment des produits du corps à la... charment des produits du corps à la... charment des produits du corps à la...

droit de propriété

tout peut faire l'objet d'un droit de propriété, dès lors que l'on peut exercer sur l'objet un droit non limité d'usage, de contrôle et de disposition. A vrai dire, on peut s'étonner que cette affirmation n'ait pas été plus discutée, car il est difficile d'admettre que l'on a un droit d'usage sur les produits de son corps - on en use tout simplement, - et encore moins un droit de contrôle : qui a jamais contrôlé ses organes et ses substances?

Il y a là une folie de l'appropriation de soi-même, typiquement contemporaine; on est aujourd'hui propriétaire de son image, et même de sa silhouette; le juge américain a admis que l'on était propriétaire de ses excréments, interdisant ainsi à la police d'effectuer des contrôles sur des excréments trouvés à l'hôpital et reculant des réceptacles renfermant de la drogue. Cette vision qui se veut protectrice d'un homme, vaillant jalousement ses gènes, ses fibres et ses photos, n'est-elle pas l'image d'une folie régressive de l'individu qui s'enroule sur lui-même pour se défendre d'un environnement technique auquel il est incapable de résister?

Gratuité et droit moral

Plus le droit de propriété n'est pas protecteur; sauf exceptions législatives dont la multiplication tendrait à vider le concept de propriété de son contenu, le droit de propriété permet au propriétaire de garder son bien pour lui, mais aussi de le vendre. La décision des juges de Californie revient donc, comme le montre l'opinion furieuse du juge dissident, à confirmer un processus qu'il sera difficile d'arrêter : le droit de propriété aboutit inéluctablement à la constitution d'un marché des produits du corps, qui légitimera un marché des organes, un marché des fœtus et des enfants, comme les affaires des mères porteuses en ont déjà montré la voie aux États-Unis (Baby M : *New Jersey*, 1988, 537 17-2d 12227). Entre les désirs légitimes d'organes ou d'enfants et une offre parfois « idéalisée » mais qui émane malgré tout des plus pauvres, l'opinion dissidente fait remarquer qu'il y a toujours place pour « l'intermédiaire qui, par l'argent, équilibre l'offre et la demande ».

La paradoxe du droit de propriété, protecteur/destructeur, est bien connu des juristes européens : quand, en 1793, le législateur révolutionnaire a voulu donner à l'auteur d'œuvres artistiques

la supprime récompense, il lui a donné la propriété

de ses œuvres, sans réaliser que cela le conduisait naturellement à se dépouiller de tous ses droits au profit de l'auteur et, plus tard, du producteur de cinéma. Il fallut un siècle de jurisprudence pour que les juges rattrapent les effets de cet aveuglement, en créant en faveur de l'auteur un droit moral, inaliénable et imprescriptible, qui lui permet de rester le gardien de l'intégrité de son œuvre, même après l'avoir vendue. Pour n'avoir pas accédé au droit moral, les États-Unis commencent les films coupés, refaits, colorisés, contre l'avis des auteurs et des acteurs. Un peu de culture historique aurait donc permis de reconnaître aux patients un droit de suite, sorte de droit moral sur les produits de leur corps, sans les précipiter dans les affres du propriétaire exploitant son corps comme un gisement.

C'est de l'idée d'un tel droit moral que s'inspire la Conseil d'État français en la matière; l'étude qu'il a publiée en 1988 prévoit que les patients doivent donner leur consentement à toute utilisation des produits de leur corps. S'ils consentent, ils en disposent gratuitement en faveur de la communauté des vivants. En revanche, les industries tirant profit de ces ressources naturelles gratuites devraient reverser une part de leurs bénéfices à la recherche. On préférerait évidemment que la recherche ait lieu en faveur des handicapés, aide au quart-monde...

Puisse ce texte, qui tranche avec la plupart des solutions contemporaines, ne pas perdre sa valeur humaine dans le projet de loi qui, semble-t-il, devrait être très prochainement déposé devant le Parlement (12).

Marie-Angèle Hermitte

(2) Sur ces questions, lire :
- L'Homme, la Nature et le Droit, présenté par Bernard Edelmann et Marie-Angèle Hermitte, Christian Bourgois, Paris, 1988.
- Séquences de la vie. De l'éthique au droit. Etude de Conseil d'Etat, La Documentation française, 1988, n° 4855.
- Un article topique portant partiellement sur le corps, marchés d'organes, de M.S. Walick, dans *Les Cahiers STS*, n° 12.
- Marie-Angèle Hermitte : « Le corps hors du commerce, hors du marché », in *Archives de philosophie du droit*, Sirey, Paris, 1988.

Bruxelles, horizon 1991

O UEN est-il aujourd'hui de la brevetabilité du vivant en Europe? On admet en général la brevetabilité des composés de la matière vivante - fragments génétiques, composés cellulaires etc., - mais on refuse expressément celle des êtres complexes - variétés végétales et races animales. Il n'y a aucun droit exclusif sur les races animales. Par contre, les variétés végétales peuvent être protégées, non par un brevet, mais par un certificat d'obtention végétale. Le détenteur du certificat dispose d'un droit exclusif de production de la variété, de la même manière que s'il avait un brevet; mais toute personne a un libre accès gratuit à cette variété protégée, pour la réutiliser. S'il arrive à en sortir une nouvelle variété, distincte de la première, il pourra la faire protéger à son tour, sans rien devoir payer au détenteur de la variété de base. L'accès à l'information génétique est donc juridiquement libre.

Qu'en sera-t-il demain? Tout devrait changer rapidement, car la direction industrielle de la Commission de Bruxelles veut faire adopter une directive obligeant les législateurs nationaux à intégrer, avant le 31 décembre 1990, un principe de brevetabilité généralisée de la matière vivante. Si tout se passe selon le calendrier prévu, la directive sera adoptée courant 1989, et laisserait aux Douze un peu plus d'un an pour mettre leurs législations sur les brevets en conformité avec les principes qu'elle énonce. Sans aucun débat démocratique puisque la mise en conformité des législations est obligatoire, les Douze verront donc basculer leurs législations vers une brevetabilité généralisée de ce qu'il s'appelle désormais la « matière vivante ». On aura alors l'un des premiers modèles purs de législation de lobby.

Les principes généraux de la directive peuvent être ainsi résumés : tout est brevetable, depuis le fragment le plus étroit - micro-organismes, parties de variétés végétales et animales, - jusqu'aux concepts les plus larges du monde vivant - espèces, groupes, familles, genres. Tous les procédés faisant intervenir l'activité de l'homme dans le cadre d'une technique microbologique sont brevetables, même s'ils utilisent en même temps un matériel vivant existant dans la nature. Tous les produits directement obtenus avec ces procédés sont brevetables. Cette règle du droit des brevets a pour conséquence le fait que les variétés végétales et les races animales apparemment exclues de la brevetabilité ne le seront pas, en fait, en tant que produits de procédés brevetables.

A l'origine, le lobby du brevet voulait qu'il n'y ait aucun accès aux produits protégés. C'était nier l'essence de la matière vivante qui, pour donner un individu nouveau, a besoin de gènes. Il y eut donc transaction. Il n'y aura plus de libre accès gratuit au pool génétique mondial comme autrefois, mais un accès contrôlé et payant, puisqu'il faudra demander, pour exploiter une nouvelle invention dérivée du matériel protégé, une licence au détenteur du brevet. Celui-ci ne sera tenu de l'accorder qu'au bout de trois ou quatre ans d'exploitation selon les cas.

Tout un système s'écroule ainsi, par une intrusion massive des habitudes juridiques de l'industrie dans la sphère de l'agriculture. Aucun débat n'a été engagé, aucun contre-pouvoir ne s'est levé, tout est en train de se faire dans un mélange d'indifférence, d'inconscience et de fatalisme.

M.-A.H.

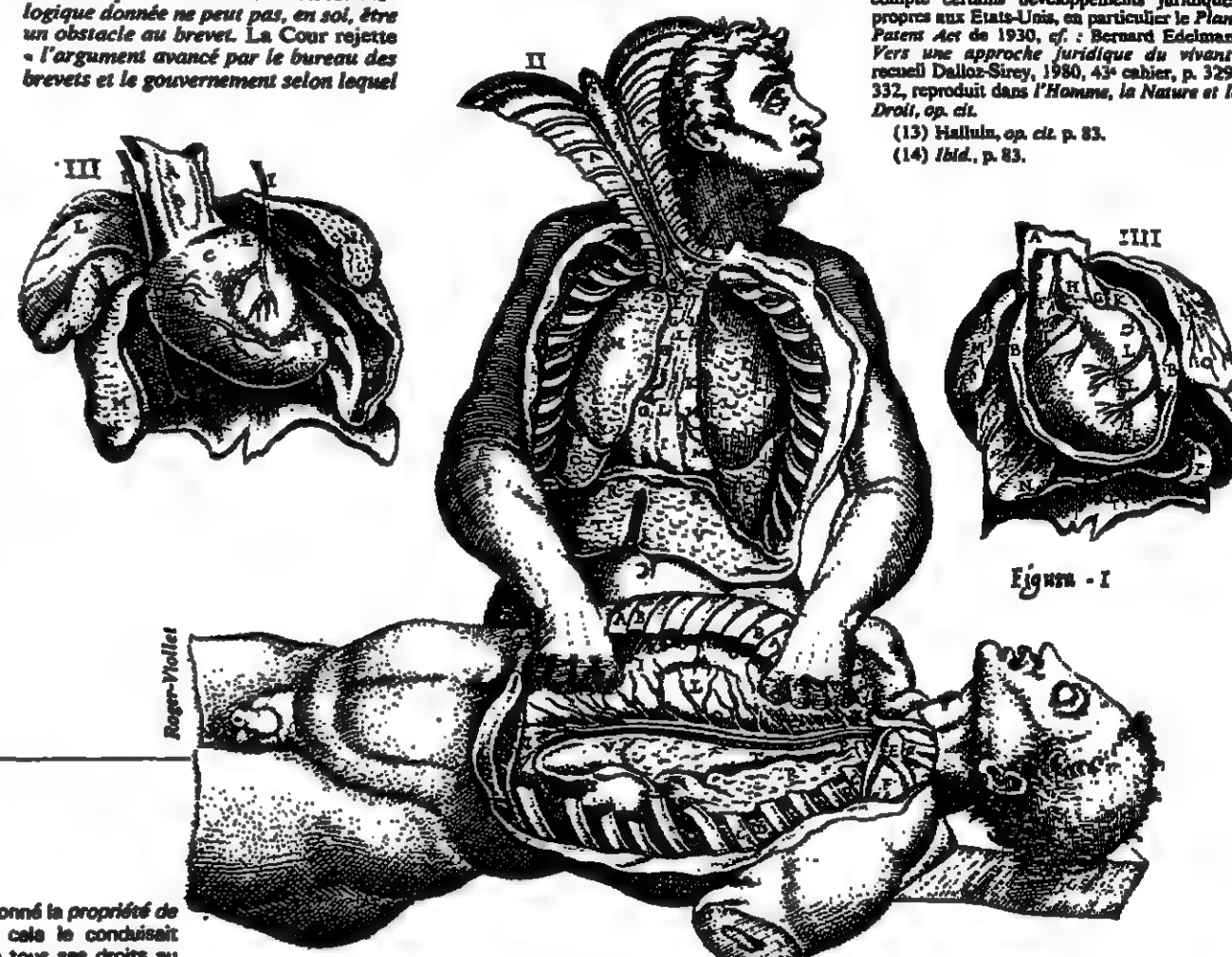


PLANCHE DU LIVRE « ANATOMIA DEL CORPO HUMANO » DE JEAN VALVERDE (1566)

Pour en vendre ses reins, ses pommons, son cœur?

CONTESTER OU S'INTÉGRER ?

Les contradictions des « Verts » ouest-allemands

MÉDIATEURS institutionnels entre les citoyens et les instances dirigeantes, les partis politiques traditionnels sont en crise. Faible représentativité et fuite des adhérents, clientélisme et népotisme, langue de bois et pratiques politiciennes, leur légitimité est mise en cause dans les pays occidentaux et ailleurs. Or, s'ils sont indispensables au fonctionnement de la démocratie, l'avenir de celle-ci dépend largement de leur capacité à rénover leurs structures et leurs comportements. L'expérience originale des Verts ouest-allemands témoigne des difficultés de l'entreprise.

Par MARGARET MANALE

Au cours des années 70, s'est développée en Allemagne fédérale une nouvelle culture, pacifiste et écologiste, en réaction contre les effets pervers de la société industrielle et les dysfonctionnements du régime politique. Dès l'origine, le caractère spontané des mouvements « écolopacifistes », leur opposition à la fois morale et radicale au comportement des responsables économiques et politiques se sont heurtés à un rejet des dirigeants ouest-allemands. C'est dans un climat de méfiance à l'égard de la politique traditionnelle que fut prise, en janvier 1980, la décision de créer un parti des Verts. En cas de succès électoral, le travail parlementaire de ce groupe anti-parti devait constituer le prolongement institutionnel des mouvements sociaux, avec lesquels il entretenait des liens privilégiés et dont il serait le porte-parole. Le « modèle vert » n'envisageait pas de substituer le parlementarisme à l'activisme des initiatives civiques et des groupes écologistes de base, mais de leur fournir une tribune supplémentaire, de leur garantir une audience dans les médias, d'assurer une prise de conscience et une mobilisation accrues de la population tout entière.

Aujourd'hui, on compte 5 000 élus Verts dans les conseils communaux, environ 80 députés dans huit des onze *Länder* (parlements des *Länder*), 44 au *Bundestag*, alors qu'il n'en existait que 3 000 « initiatives civiques » de l'extrême gauche, aux problèmes de l'environnement et de la paix, et un nombre indéterminé d'autres groupes alternatifs, féministes, tiers-mondistes. Si l'efficacité de ces entreprises peut être mesurée au degré de réussite des actions engagées, il n'en est pas de même en ce qui concerne les interventions parlementaires. Les Verts ont obtenu un piètre résultat au cours de la dixième législature du *Bundestag* (1983-1987) : une seule de leurs propositions de loi a été votée, contre l'importation des tortues de mer. Certains députés du groupe évaluent les effets de leur « intrusion » au *Bundestag* à la modification du climat politique dans le pays et à la diffusion médiatique des idées de changement écologique radical. A l'opposé, les activistes de base estiment que le parti s'est laissé prendre au piège du parlementarisme, considéré comme un instrument de changement social. Ils le rendent responsable de l'immobilisme croissant de la base, de l'« encadrement » de la neutralisation de la gauche oppositionnelle (1) en Allemagne fédérale. Après leurs succès électoraux, les Verts sont-ils restés fidèles à leur option primitive : être un parti différent, médiateur entre les « nouveaux mouvements sociaux » et le système institutionnel représenté par les par-

lements ? Remplissent-ils cette fonction de manière satisfaisante en modifiant le jeu politique ?

En réalité, le projet Vert est fondé sur une contradiction, fatale pour l'avenir du parti : les mouvements sociaux de base, à partir desquels il était censé se constituer, se sont montrés dès le départ hostiles à l'idée d'une représentation parlementaire, méfiants à l'égard des nouveaux responsables écolopacifistes, souvent d'anciens membres d'autres familles politiques, soupçonnés de vouloir saisir l'occasion de coiffer les mouvements écolopacifistes (2) en prenant appui sur un parti par ailleurs dépourvu de base militante : les Verts n'ont qu'environ trente mille adhérents. Mais, forts d'un électoral qui a dépassé les trois millions en janvier 1987, ils sont devenus un parti de mandataires et de fonctionnaires politiques (3). Pouvait-il intégrer dans le débat parlementaire les problèmes soulevés par les mouvements de base ? Les écologistes de la voie représentative étant connus, les Verts insistent sur la particularité de leur démarche : une « jambe libre » (*Spielein*) dans les parlements, une « jambe de soutien » (*Standbein*) dans les mouvements. Ainsi tentent-ils d'établir, moyennant un programme élaboré, une certaine convergence entre les deux.

Les statuts du nouveau parti favorisent le plus possible l'intervention de la base. La désignation de pouvoirs, faite inhérente à la démocratie moderne, est soumise à certaines restrictions : obligation pour les représentants de rendre leur mandat législatif après un

maximum de deux ans (période désormais prolongée à quatre ans) ; interdiction de cumuler un mandat législatif et des fonctions de direction dans le parti ; égalité de statut et de salaires entre tous les collaborateurs.

Cependant, au fil des années, s'est constituée chez les Verts une catégorie de vedettes et de notables nationaux, qui font une carrière politique, passant d'un mandat parlementaire à des fonctions administratives dans le parti, circulant entre Bonn et les régions ; les promotions rapides, sans avoir à franchir les échelons, comme c'est le cas dans les partis établis, favorisent un individualisme outrancier.

N'ayant que peu de militants, les Verts parviennent difficilement à trouver le personnel nécessaire pour exercer les fonctions pour lesquelles le parti a reçu tant de mandats. Un manifeste de la tendance « réaliste » (*Realo*) (3), rendu public en décembre 1987, plaide pour une réforme des statuts qui « aboutirait à une plus importante division du travail » (4). Le rétablissement de la hiérarchie des salaires étant accompli, on demande de parfaire cette adaptation au modèle pragmatique des partis établis, car « nous ne devons plus nous permettre le luxe d'une organisation conçue d'après le modèle structurel de la démocratie de base » (5). La notion de « mandat impératif » ne joue quasiment plus aucun rôle dans le fonctionnement des groupes Verts aux parlements où les partisans de la réforme s'accrochent à considérer qu'« un député ne doit rendre de comptes qu'à sa propre conscience et à ses convictions, et non pas à un parti » (6). Effectivement, les liens avec les groupes extraparlimentaires furent considérés dès 1985 comme « pragmatiques » : les uns recrutent une partie de leur électoral à partir des résultats du travail accompli par les autres (7). Ainsi, le rattachement des mandataires Verts à leurs mandats est réduit à la sanction électorale périodique.

En dépit de ces différences, une collaboration entre les élus et les groupes de base dotés de leur propre coordination peut se révéler fructueuse, si le travail dans les parlements ou dans les conseils municipaux tend à accroître les moyens permettant aux initiatives de base de mener leur action et d'exercer leur contrôle à partir des informations (dossiers et expertises) qui leur sont fournies.

« L'Etat, c'est nous »

le plus souvent lancé dans la presse avant que la question ne soit soumise à la discussion de la base.

L'approbation du parlementarisme médiatique va de pair avec le rejet des moyens violents. Excepté quelques esprits récalcitrants, auxquels on reproche de ne pas avoir une « compréhension développée et positive » de l'Etat (8), tous reconnaissent le monopole étatique de la force : « L'Etat, c'est nous », dit le député Antje Vollmer (9). Résumant explicitement « alliances et collaboration avec des groupes pratiquant des formes d'action militante » (10), les élus Verts réaffirment dans leur grande majorité leur foi dans la voie non violente, parlementaire, de résolution des conflits.

Or les activistes écologistes ne partagent pas tous cette orientation. En effet, depuis les années 70, l'extension des manifestations et des pratiques de désobéissance civile s'est accompagnée d'une répression policière accrue,

le droit de manifester n'étant pas garanti explicitement par la Constitution. En conséquence, une ordonnance sur les devoirs de la police permet l'arrestation préventive de personnes désirant se rendre à une manifestation autorisée, et ce afin d'empêcher d'éventuels actes de violence et d'autres incidents menaçant l'ordre et la sécurité. Des contrôles d'identité à grande échelle aboutissent à répertier à l'aide de l'informatique des contestataires de tout genre. L'arsenal juridique pénal de l'Etat permet même de sanctionner ceux qui appellent par pétition à un sit-in jugé illégal (11). Des actes de violence qui se produisent au cours de telles actions sont souvent l'expression d'une volonté d'autonomie face aux contraintes imposées d'en haut et exécutées par une police largement couverte du point de vue juridique.

Dans ces circonstances, il est évident que le parti des Verts privilégie le

forum du *Bundestag*. Or la stratégie du groupe parlementaire obéit à l'esprit de la tendance majoritaire *Realo*. Ne se sentant pas tenu par un mandat impératif de défendre les positions adoptées dans le programme, il y apporte des révisions dans le but de démontrer sa capacité de compromis en vue d'une éventuelle coalition gouvernementale avec le Parti social-démocrate (SPD).

C'est surtout l'exigence spécifique des mouvements pacifistes qui pose un problème aux « réalistes » : la sortie de la RFA de l'OTAN. Il s'agit, selon l'ancien député Jo Mueller, d'une « réaction anti-américaine qui n'a pas de fondement dans une politique de paix » (12) et qu'il juge « inopérante à faire l'objet d'un consensus majoritaire dans le pays » (13). En effet, le maintien de la RFA dans l'OTAN, et de la RDA parmi les Etats du pacte de Varsovie, serait une garantie que l'Allemagne ne deviendrait plus un champ de bataille (14).

Une troublante discrétion

La deuxième revendication de l'écolopacifisme est l'arrêt rapide de la production d'énergie nucléaire. Jusqu'à présent, cette position a été maintenue par toutes les tendances du parti, même si une minorité était prête à s'aligner sur la position du SPD, qui propose d'échelonner la fermeture des centrales sur une période de dix ans. Cependant, le parti au niveau fédéral tout comme les députés restent absents sur le terrain des activités anti-nucléaires. Non seulement leur participation dans les comités d'organisation des actions et des manifestations est presque inexistante, mais ils laissent passer des événements faits sur mesure. Ainsi le dernier scandale concernant les entreprises de combustibles nucléaires Nukem et Alkem en Hesse a fourni l'occasion rêvée d'une mobilisation à la base que ni le parti ni ses députés n'ont su saisir (15).

En revanche, ils savent profiter des bruits médiatiques provoqués par les prises de position des partis établis et réagissent de plus en plus souvent à des thèmes lancés par ces derniers. Quand, par exemple, le social-démocrate Oskar Lafontaine a présenté sa position sur la semaine de trente-cinq heures, les députés *Realo* d'une conception qui s'accorde parfaitement avec celle de Lafontaine (pas de compensation salariale pour les catégories supérieures) ont réussi à s'assurer une très large couverture médiatique.

Sur certains thèmes d'actualité, cependant, les députés Verts, quelle que soit leur tendance, observent une troublante discrétion. Dans le domaine des droits de l'homme, l'absence de déclarations sur le meurtre des Canaques en Nouvelle-Calédonie, ou sur les conditions de détention et d'audition des membres d'Action directe en France, contraste avec leur dénonciation zélée des arrestations abusives en RDA. Même s'ils ont inscrit à leur programme la reconnaissance inconditionnelle de l'« autre Allemagne », il n'en est pas moins vrai qu'un parti qui veut être le « défenseur radical des droits de l'homme et des droits démocratiques étendus chez nous et ailleurs » (16) ne doit éviter le piège du conformisme intéressé.

Le parti des Verts fait-il vraiment preuve d'une capacité rénovatrice de la politique traditionnelle ? A-t-il aujourd'hui les moyens de servir de médiateur entre certains groupes de contestation et l'Etat ouest-allemand ? En fait, ce n'est plus à une base de révoltes, de marginaux, d'exclus de la société ouest-allemande que veut

s'adresser le projet Vert, mais plutôt à ces « jeunes créateurs d'une société prospère qui, sans expérience aucune de révolte, considèrent la normalité ouest-allemande comme tout à fait satisfaisante et qui gardent néanmoins une certaine distance - critique - par rapport à l'Etat... et à l'ensemble des problèmes écologiques » (17).

Il semble cependant que, face aux problèmes sociaux qui sont loin d'être résolus, le mouvement a déjà perdu sa force de contestation. Et si les notables et les leaders d'opinion qui le dirigent, engagés dans un processus parlementaire de plus en plus marqué, ne se livrent pas à une réflexion sérieuse sur leur rôle de porte-parole, ne faudrait-il pas conclure à l'échec du « modèle Vert » ? A-t-il encore de ressources morales pour redresser une situation sans horizon ?

- (1) *Tagesspiegel*, 4 décembre 1987, p. 8.
- (2) Luz Meck, « Von den Bürgerinitiativen zu den Grünen », in Roland Roth, Dieter Rucht, éd. *Neue soziale Bewegungen in der BRD*, Campus Verlag, Frankfurt-sur-Main, New York, 1987, p. 269-71.
- (3) On peut désigner, de gauche à droite, les tendances des *Funkis*, appelés également « écolocritiques », des *Neutradis* ou « bloc du milieu », des *Realos* et enfin des « écolibéralistes ».
- (4) *Frankfurter Rundschau*, 12 décembre 1987, p. 12.
- (5) Hubert Kleinert, « Die Zukunft der Grünen: Linksökologische Reformpartei », in *Blätter für deutsche und internationale Politik*, Cologne, n° 7/1987, p. 925.
- (6) David Cohn-Bendit, *Tagesspiegel*, 21 février 1987.
- (7) *Bayern im Herbst*, Dokumentation, éd. Trügerkreis « Herbraktion gegen den atomaren Wehrdienst-WAA », Nürnberg, 1987, p. 39.
- (8) Cf. *Der Spiegel*, n° 44, 1987, p. 20.
- (9) Devant le *Bundestag*, 14 novembre 1987.
- (10) Communiqué du groupe des Verts au *Bundestag*, n° 1134/1987.
- (11) *Süddeutsche Zeitung*, 14-15 mars 1988.
- (12) Entretien non publié, juin 1987.
- (13) Jürgen Schwanitz, « Nato Austritt oder Auflösung der Militärbindungen - Ein politischer Gegensatz », in *Kommune* (Frankfurt-sur-Main), 1/1988, p. 39-62.
- (14) J. Fischer, « Zwischen Wiedervereinigung und NATO », in *Die NATO-Broschüre der Grünen*, Bonn, Hamburg, juillet 1988, p. 38.
- (15) En janvier 1988, des journalistes découvrent un transfert illégal vers la Belgique de deux mille containers de déchets radioactifs, *Spiegel*, n° 2, 11 janvier 1988.
- (16) *Wer wir sind und was wir wollen*, Bonn, 1987, p. 16.
- (17) *Die Grünen sind am Ende », in Pfaffenstraß (Frankfurt-sur-Main)*, n° 268/1987, p. 19.

25 ANNÉES

- 22 janvier 1963 : signature du traité de coopération franco-allemand.
- 5 juillet 1963 : création de l'OFAJ.
- de 1963 à 1973 : deux sections nationales Paris/Versailles et Bad-Honnef.
- de 1973 à 1985 : regroupement de l'OFAJ Bad-Honnef avec un bureau permanent Paris.
- 1986 : siège à Bad-Honnef et un renouveau des structures à Paris.

SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX

- de 1963 à 1968 : M. François Altmyer.
- de 1969 à 1973 : M. Albrecht Kraus.
- de 1974 à 1979 : M. Pierre Grill.
- de 1980 à 1983 : M. Reinhard Wilke.
- de 1984 à 1988 : M. Daniel Groscolas.

SE PROCURER LA BROCHURE
« COMMENT PARTICIPER
AUX ÉCHANGES FRANCO-ALLEMANDS
(1988) ».
S'ADRESSER A L'OFFICE FRANCO-
ALLEMAND POUR LA JEUNESSE
RUE DE L'AMIRAL-MOUCHEZ
75013 PARIS. - TÉL. : (1) 45-81-11-66

...COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE diplomatique

- Vous bénéficiez d'un tarif spécial
- Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro
- Vous pouvez recevoir directement chez vous LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier

Pour vous abonner, renvoyez le coupon ci-dessous ou par MBTEL 36.15 LE MONDE puis ABO

TARIF ABONNEMENTS	1 AN	6 MOIS
France, Andorre, Monaco	162 F	90 F
Étranger (hors photo de la carte)	120 F	70 F
ÉTRANGER VOIE NORMALE (toutes destinations)	225 F	125 F
VOIE AÉRIENNE		
• Europe, Pays du Maghreb	250 F	138 F
• Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient	271 F	148 F
• Amérique du Nord/Sud, Caraïbes, Madagascar, Tom	313 F	169 F
• Asie, Australie, Océanie	343 F	184 F

Je m'abonne pour 1 AN ☐ 6 MOIS ☐

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ LOCALITÉ _____ PAYS _____

CODE POSTAL _____

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en francs (ou en devises négociables en France)

LE MONDE diplomatique

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et économiques

Baccalauréat (séries A, B, C, D)
statut officiel de Collège et de Lycée français à l'étranger

Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans.
Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1908

école lémania lausanne

3, ch. de Prévilly - CH-1001 Lausanne Suisse
Tél. 18-41/21 20 1501 - Fax 19-41/21 22 67 00 - Téléc 460 000 el ch

LA FRANCOPHONIE EN MAL D'IMAGINAIRE

En prélude au prochain sommet des pays ayant en commun l'usage du français, prévu à Dakar en mai 1989, la quatrième rencontre mondiale de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUFELF), qui se tiendra à New-Delhi du 14 au 20 décembre, sera la dernière grande manifestation publique permettant de faire le point sur la situation et les perspectives du mouvement francophone. Un mouvement qui, pour ne pas échouer au cimetière des bonnes idées mort-nées, ne saurait très longtemps en rester au stade des velléités ou des mini-projets auxquels se résume pratiquement le bilan des précédents sommets de Paris et de Québec.

L'enjeu ? Rien moins que de donner du corps à un concept susceptible de se tailler un territoire dans l'esprit des hommes, au sein d'un système mondial où la conquête de l'imaginaire constitue le préalable à l'exercice de l'influence. La francophonie, où les motivations généreuses coexistent avec la défense de situations acquises, est, en effet, bien plus qu'un phénomène linguistique. Elle participe du politique, et c'est du politique que devraient venir la volonté et les moyens matériels de lui donner véritablement vie.

SUNIST

64, rue du Creuzat
Parc d'affaires Saint-Hubert
BP 112 38081 L'Isle-d'Abeau
Cedex. Tél. : 16-74-27-28-10.



Créé en 1984 par le ministère de la recherche et des universités, le SUNIST, centre serveur national spécialisé, est installé à l'Isle-d'Abeau, entre Lyon et Grenoble, au cœur d'une des régions françaises les plus dynamiques, carrefour de l'Europe.

Disposant d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens de haut niveau, doté d'un matériel informatique puissant, le SUNIST a pour mission essentielle de favoriser la diffusion de l'information scientifique et technique au sein de la communauté scientifique, mais aussi en direction des grands secteurs de la vie culturelle, économique et sociale.

Au service de la communauté nationale, le SUNIST a manifesté une volonté d'ouverture par de nombreuses actions de coopération au sein de l'espace francophone.

- Favoriser la transmission de la connaissance au moyen de technologies nouvelles de communication.

- Partager notre savoir-faire dans les domaines de la conception et de la diffusion des bases de données.

- Participer à la mise en place de systèmes de communication nationaux et internationaux.

Tels sont les trois axes autour desquels s'articule notre action en faveur de la francophonie.

Sortir enfin des huis clos

Par BERNARD CASSEN

DANS son magistral essai de prospective technologique, les *Métamorphoses du futur* (1), Thierry Gaudin montre bien comment, à l'orée du vingt et unième siècle, l'identité et le pouvoir d'une nation comme la France ne se définissent plus par son emprise territoriale. Ils sont de moins en moins fonction d'intérêts économiques et stratégiques propres, en raison de l'intégration dans l'Europe et dans l'économie mondiale, et de plus en plus tributaires de ce qui est irréductible au soi, à l'industrie et à la finance : la présence culturelle, seule capable de « faire la différence » dans l'imaginaire des autres.

Et, dans cette optique, la francophonie, comme message culturel, ne sera viable que si elle parvient à se constituer en signes et en signaux originaux, dans lesquels tous ceux qui parlent français se reconnaissent et qui, surtout, soient aussi perçus comme tels par les tiers. L'entreprise n'en est qu'à ses prémices et rien n'est encore joué. Comme l'explique Mwatha Musangi Ngalasso (voir son article page ci-contre), c'est en premier lieu aux Français eux-mêmes qu'il appartient, par leur réceptivité aux productions des autres franco-

phones, notamment du Sud, de démontrer dans les faits qu'ils sont disposés à ne plus faire cavalier seul. Car il ne saurait y avoir plusieurs francophonies concurrentes dans un univers mondial déjà encombré de signes.

Ce nécessaire dépassement conceptuel doit d'abord être admis et intériorisé par les 300 000 professeurs de français du monde entier, que leur formation et leurs outils pédagogiques conduisent surtout à regarder vers la seule France. Sans cette reconversion qui, outre une forte volonté politique partagée par presque une quarantaine de gouvernements, nécessite des moyens matériels considérables, seuls disponibles dans les Etats les plus riches, il serait vain de préconiser un espace francophone.

Les fantassins-enseignants

Par leur dimension symbolique, les sommets des « pays ayant en commun l'usage du français » ont déjà fourni l'armature visible d'une médiatisation oblige — une idée

à besoin pour s'inscrire dans les esprits (2). Mais cette bulle francophone sera très vite percée si elle se situe en lévitation par rapport à une francophonie réelle existante ou réduite à la portion congrue. Tel est bien l'angle majeur du troisième sommet prévu à Dakar en 1989 : s'il ne prend pas les mesures concrètes et de grande envergure en faveur de ses troupes de première ligne — les fantassins-enseignants — pour leur faire partager et diffuser le grand dessein qui, à n'en pas douter, constituera le trame des discours officiels, il sera inutile, voire dérisoire. La réalité finit toujours par l'emporter sur la politique-spectacle.

Les enseignants de français, s'ils en sont les propagateurs privilégiés, ne sauraient pour autant être les seuls dépositaires de la démarche francophone. L'enseignement n'est qu'un moyen pour une appropriation d'outils destinés à être utilisés individuellement et collectivement : une langue est avant tout faite pour exprimer quelque chose, et la finalité de la pédagogie ne se réduit pas à former des enseignants. Ingénieurs, chercheurs, techniciens, fonctionnaires, commerçants ont autant, sinon plus, à dire sur la langue qu'ils utilisent que les professeurs chargés de l'enseigner. La francophonie, pas plus que l'anglais ou le japonais, ne constitue une discipline scientifique comme la physique ou les mathématiques ; il les sous-tend toutes et appartient à toutes.

Cette évidence a déjà fait son chemin dans les instances rassemblant les professeurs de français : la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF), qui lors de son dernier congrès en juillet dernier à Thessalonique (3), a

largement mis l'accent sur la dimension scientifique et technique : les SEDIFRALE, sous-ensemble latino-américain de la FIPF, qui se réuniront en juillet 1989 à Belo-Horizonte au Brésil, et auront notamment pour thème l'utilisation du français dans la production de l'histoire, de la politique, de la science et de la technique ; enfin l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUFELF), dont la quatrième rencontre, à New-Delhi, du 14 au 20 décembre, rassemblera elle aussi, autour des mêmes problématiques, chercheurs et universitaires du monde entier parlant le français sans pour autant nécessairement l'enseigner.

Une nouvelle dimension

Que, chez les usagers et opérateurs de terrain, le français sorte enfin du huis clos pédagogique, voilà bien une condition de sa légitimité et de son expansion. Que, dans les administrations centrales, il sorte également du huis clos des organismes et services spécialisés dans la francophonie est tout aussi indispensable, sauf à n'avoir rien compris au statut que cette nouvelle dimension peut donner à la France et à ses partenaires dans le monde. L'industrie, le commerce extérieur, la recherche et la technologie, sont aussi concernés que les affaires étrangères ou la culture. Sera-t-il plus difficile de mobiliser les fonctionnaires et les politiciens que les universitaires ?

(1) Thierry Gaudin, *Les Métamorphoses du futur*, Economica, Paris, 1988.

(2) Voir le dossier « Vies et chemins, clichés moeurs : la francophonie », *Le Monde diplomatique*, août 1987.

(3) Voir le supplément « L'enseignement du français à l'étranger », *Le Monde diplomatique*, juillet 1988.

L'Université des réseaux d'expression française

PRÉSENTÉ par l'AUFELF, le projet UREF (Université des réseaux d'expression française) a été adopté par le sommet de Québec en septembre 1987.

L'ambition de l'UREF est de tisser, dans la communauté universitaire francophone, la trame de réseaux qui permettent de préparer une « Université de la francophonie », organisant les échanges d'hommes, d'idées et de connaissances et facilitant, par le partage d'une langue, l'accès à l'information scientifique et technique du plus haut niveau. La méthode d'action repose sur la constitution de réseaux :

- réseaux institutionnels regroupant, sur la base des grandes disciplines (lettres, sciences, droit, médecine, etc.), les responsables d'établissements universitaires ;
- réseaux thématiques de recherche partagée rassemblant des chercheurs, des équipes, des laboratoires, des instituts de recherche, des composantes d'universités ou d'écoles, sur un thème.

L'UREF développe aussi une politique de soutien aux échanges d'enseignants et la mobilité des chercheurs (par l'attribution, notamment, de « bourses d'excellence »), l'édition et la diffusion de livres et de revues scientifiques, la circulation de l'information en élaborant des bases de données, en les diffusant par les nouveaux supports transportables, en facilitant l'accès aux différentes banques de données ainsi créées.

Dans sa collection « Universités francophones », l'UREF publie des manuels de haut niveau scientifique et vendus à des prix réduits : sont déjà parus un volume néphrologie et un manuel de comptabilité privée, ainsi que la réédition de l'*Inventaire des particularités lexicales du français en Afrique noire*. Par le programme « Bibliothèque minimale », l'UREF dote les bibliothèques universitaires des pays du Sud d'un fonds documentaire. Le programme « Viatique » a offert à plus de deux mille étudiants africains, en fin d'études, particulièrement dans les disciplines médicales, les ouvrages de base indispensables à leurs débuts dans la vie professionnelle.

Les réseaux de recherche partagée déjà mis en place travaillent sur des thèmes tels que : paludisme, SIDA, biotechnologies, télédétection, circuits de financement et entrepreneuriat. S'y ajoutent d'ores et déjà des programmes comme génie parasécheresse, amélioration des systèmes post-récolte, maintenance.

Deux réseaux concernent plus spécialement les études françaises : « Lexicologie, terminologie, traduction » vise à mettre sur pied un « observatoire de la langue française » et à fournir des outils lexicologiques pour les industries de la langue ; « Littératures francophones » se propose de rassembler et de constituer des bases de données sur les littératures francophones.

JEAN-LOUIS JOUBERT.



LISEZ PLUS LARGE

Afrique, Caraïbes,
océan Indien

Une revue

Notre librairie

Etudes critiques, entretiens, notes de lecture sur les littératures francophones du Sud
● Ecrivains de langue française, guide de lecture
● Ile Maurice, Sénégal, Haïti, Guinée, Congo...

Des bibliographies

● 2 500 titres de littérature africaine
● 100 titres à lire absolument : Afrique, Caraïbes, Océan Indien.

Des expositions itinérantes

● de 30 à 50 panneaux illustrés
- Littératures africaines
- Théâtres d'Afrique noire
- Littératures de l'Océan Indien
- Littératures du Maghreb
- Littératures des Caraïbes

CLEF : 57, bd des Invalides, 75007 Paris - Tél. : 47-83-14-37



25 vols par semaine
d'EUROPE vers l'INDE
dont 4 au départ de PARIS :



Agence : 1, rue Auber Tél. : 42.66.90.60
Réservation : 42.66.13.72
Tél. : 210814
Fax : 42.66.22.02
AÉROPORT : Charles de Gaulle - Terminal 1 48.62.70.00
NICE : Park Hôtel : 4/6, Av. de Suède 93.67.83.25
LYON : Galerie Sofitel : 78.37.90.65
20, quai Galliton.

AIR-INDIA

L'indispensable

Le monde diplomatique est une revue de référence pour les francophones. Elle propose une analyse approfondie des événements internationaux, une réflexion critique sur les politiques étrangères, et une présentation des cultures et des littératures francophones. Elle est essentielle pour tous ceux qui s'intéressent à l'actualité mondiale et à la francophonie.

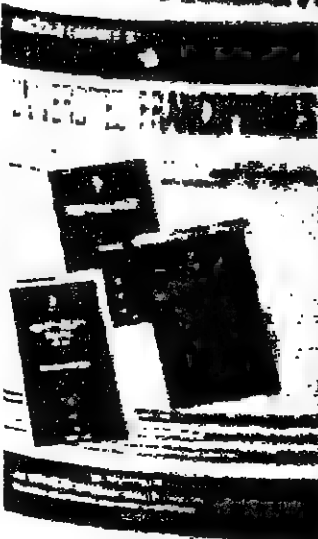
Le monde diplomatique

Le monde diplomatique est une revue de référence pour les francophones. Elle propose une analyse approfondie des événements internationaux, une réflexion critique sur les politiques étrangères, et une présentation des cultures et des littératures francophones. Elle est essentielle pour tous ceux qui s'intéressent à l'actualité mondiale et à la francophonie.



UREF

et présentés dans



Rencontres du monde

4 Favoriser la

Secrétariat général
Ministère de l'Éducation nationale
Bureau Carabes Port-au-Prince

Quelque part en Italie

Desio, dans une Italie du nord où ne fleurit pas le « pittoresque », très loin des images habituelles de la péninsule, et où les gens venus du sud vivent comme tout le monde entre prêtres et banquiers... Desio, petite ville italienne, et aussi partie de la conurbation milanaise, de la Lombardie - elle-même région du grand marché unique.



Par
CLAUDE
AMBROISE *

« Le volutin nous conta qu'il y a quinze jours un curé, près de Desio, a été tué d'un coup de pierre à la tête. » (Stendhal, *Journal du voyage dans la Brianza*, août 1818.)

E crois que tous ceux que j'ai interrogés, ou presque, du moins ceux qui représentaient une institution - ville, parti, Eglise, banque, - ont répété l'information avec un sérieux d'historien, avec détachement, sans du devoir, ou parce qu'il fallait meubler un blanc dans la conversation : à Desio, en 1857, est né le futur pape Pie XI.

« La démocratie chrétienne a été au pouvoir pendant trente-sept ans de suite, je suis le premier maire communiste avec 21 % de l'électorat. » Parmi d'autres images accrochées au mur, derrière le bureau du maire - un homme jeune, sa famille est de Milan, - il y a un portrait de Pie XI : « Il fait partie de notre histoire. 1989 sera l'année du soixantième anniversaire des accords entre l'Eglise et l'Etat italien. »

Desio en Lombardie, trente-trois mille - trente-quatre mille habitants, à la limite de cette réalité économique et humaine originale qu'est la Brianza. Au nord de Milan, le lac de Côme ; au-delà, la Suisse ; entre Milan et le lac s'étend la Brianza, un triangle avec Monza, la capitale, au sud, Côme au nord-ouest, Lecco au nord-est. Entre Desio et Monza (plus de cent vingt mille habitants, parmi lesquels des écologistes qui voudraient en finir avec l'autodrome au milieu du parc), une autre petite ville, Lissone ; on y fait des meubles. Mais les trains qui brûlent la gare de Desio remontent vers l'Europe du Nord. En voiture, en partant de Milan, par la même route, on peut se rendre à Desio ou aller skier à Saint-Moritz.

La naissance d'un pape sur son territoire aurait valu à Desio d'être érigé en ville, un pontife ne pouvant, paraît-il, être originaire d'un simple bourg rural. D'où des avantages de chef-lieu de canton : service des impôts, tribunal de première instance, siège de l'unité sanitaire territoriale. L'hôpital, moderne et conséquent, dessert une vingtaine de communes. Les établissements scolaires publics et privés attirent les jeunes des environs, assurent les responsables. « Les gens de Desio sont moins égoïstes qu'à Seregno », dit le secrétaire de la démocratie chrétienne. Seregno, c'est la gare d'après, quand on vient de Milan par l'omnibus ; le commerce y donne le ton. Ces petites agglomérations, que la réurbanisation continue à remodeler, ont tendance à se jalouser, même si certains professeurs d'urbanisme au Politecnico de Milan voient justement dans la Lombardie une unique ville polycentrique ; même si à Desio, à Lissone, à Seregno, à Sovico... les Brianzoli se sentent comme une ethnie aux vertus particulières : la plus active de l'active Lombardie.

La partie sud de Desio abrite une zone assez récente de petites industries : des carrossiers, des fabricants de meubles, une verrerie... Le jeune homme qui vient de finir de décharger un camion s'assied derrière une table encombrée dans le hangar, divisé entre l'atelier où l'on fabrique des contacteurs électriques et les bureaux. Le visage est tranquille, le regard clair : « Nous sommes une ville de la Brianza comme les autres où on travaille, sauf qu'ici il y a l'Autobianchi. Nous formons une entreprise familiale : dix personnes, la moitié sont des gens de la famille. Mon père est de Desio, il a commencé en 1963. Il travaillait alors dans une entreprise qui fabriquait les machines servant à faire les pièces des contacteurs. Il a commencé à la maison. Jusqu'à il y a cinq ans, nous avons travaillé à Varedo ; c'est à quelques kilomètres. Nous avons eu des subventions pour nous installer ici. Nous travaillons pour des gros groupes de matériel électrique. Ce n'est pas un travail typique de la Brianza, comme le meuble par exemple. Nous faisons aussi des clous pour les jeans... En revanche, la petite entreprise, c'est typique de la Brianza : pas de longues procédures qui entraînent, pas de hiérarchie. »

* Maître de conférences à l'université Stendhal (Grenoble).

Sur le nouvel axe de développement de la ville, le siège du Banco di Desio e della Brianza, énorme, de construction récente, tout en verre fumé et en béton, d'un goût assez différent des villas raffinées, parfois fort anciennes, que les Gavazzi, la famille qui contrôle la banque, possèdent en Brianza. Courtois, le riche Lombard, dont la richesse n'est pas trop récente, offre dans ses rapports avec l'interlocuteur une image de soi où se juxtaposent sérieux et auto-ironie bien tempérée. Ainsi apparaît Marco Gavazzi, vice-président du Banco di Desio e della Brianza. Dans la Brianza de jadis, Gavazzi, c'était le riche : propriétaire de terres et surtout industriel du textile. Ecoles, maisons de repos et autres institutions continuent de porter à Desio le nom de tel ou tel membre de la famille : « Au début du siècle, le curé avait mis sur pied une petite banque. Pour boucher les trous, il faisait appel à la solidarité de la famille la plus riche. Dans les années 20, la famille a fini par prendre directement les affaires en main. C'est après la seconde guerre mondiale que notre banque s'est vraiment développée : nous avons aujourd'hui trente filiales, 1 200 milliards de lires de dépôts (plus de 5 milliards de francs), 90 000 comptes d'épargne, 12 000 ouvertures de crédit, 700 employés (les mieux payés du secteur), si l'on compte ceux de nos sociétés de leasing, factoring, services informatiques. »

Il y a toujours eu des banques en Lombardie. Nombre de villes françaises ont une rue des Lombards qui remonte au Moyen Age ; on y changeait les monnaies, alors que l'Eglise condamnait le prêt à intérêt. A Desio, la Caisse d'épargne des provinces lombardes (un pilier de l'économie italienne) fait construire là où naguère se situait un joli petit théâtre du dix-neuvième siècle, la Banque populaire de Bergame restructure une belle demeure, la Banque populaire de Lecco a construit en face de la mairie... Six banques sont présentes ici.

Pas d'activité bancaire sans rapport au milieu. Le vice-président du Banco Desio semble, lui aussi, s'interroger, à la manière des experts en sciences sociales, sur la spécificité de la Brianza : « Ces paysans au bord de la famille, ces ouvriers, sont devenus des entrepreneurs. Un modèle de libre entreprise : individualisme, compétition ; chacun se veut un centre de profit ; il faut se transformer ou périr. Quelques-uns arrivent à devenir de gros

Le banquier exalte le « spontanéisme », la loi du marché. « Il y a ici des gens dont vous n'imaginez pas la richesse », dit-il.

entrepreneurs, mais souvent l'entreprise ne dépasse pas la dizaine d'employés. En revanche, elle se trouve prise dans un réseau de fournisseurs et de clients qui constituent un véritable conglomérat. »

Au vrai, le spontanéisme qu'exalte le banquier - « Il y a ici des gens dont vous n'imaginez pas la richesse » - a aussi ses limites, du moins dans la perspective des artisans et des petits entrepreneurs. C'est pourquoi leur organisation patronale, la Confindustria, cherche à les organiser pour que se créent, en amont et en aval d'une activité productive assurément performante, des réseaux de financement et de commercialisation.

Mais, si la politique du Banco di Desio e della Brianza consiste à être très fort au plan local, à se tenir prioritairement aux côtés des industriels et des artisans, il peut aussi faire connaître ses activités de leasing, acheter une page entière de publicité dans le plus grand quotidien national, la Repubblica : « Nous voulons vendre nos produits à l'extérieur ; nous sommes par exemple l'entreprise leader dans le leasing des avions d'affaires ; nous faisons partie de groupements interbancaires ; après tout, en 1992, ce sont les grandes banques italiennes qui risquent de rencontrer le plus de difficultés ! »

Non, rien de pittoresque à Desio, ni les lieux ni les personnes ; rien de ce qui plaît tant à l'étranger en Italie et que l'Italien, lui, exhibe, cynique et complaisant. Mais via Roma, il y a « La

Desio, ville moyenne,

Miniera » (la mine). Dans un ensemble du treizième siècle (église et couvent) amplement restructuré, une superbe collection de minéraux. Pio Mariani, le collectionneur, est mort il y a deux ans. Il travaillait au gaz, mais il avait la passion des minéraux. De la passion... à la profession : il achetait des pierres (dans le monde entier) et les revendait (en Italie). Aujourd'hui, sa veuve et son fils continuent à acheter et à vendre des échantillons aux collectionneurs et aux minéralogistes. Mais les pierres, les les transformant aussi : boîtes, cendriers, bijoux. Quelques machines, quelques ouvriers suffisent.

« Desio, petite ville de la Brianza comme les autres... sauf qu'il y a l'Autobianchi... » Avec ses 295 000 mètres carrés dont 137 600 couverts, au bord de la voie ferrée, avec un effectif de 2 600 personnes environ, l'Autobianchi est un morceau de Fiat en Lombardie. De l'autre côté des grilles s'alignent les Panda. Lancia en Piémont, l'Autobianchi et Alfa Romeo en Lombardie : trois constructeurs magiques indépendants et que l'empire a intégrés. Jadis une Bianchi, c'était une bicyclette, un beau cadeau pour un jeune, un nom dans l'histoire du cyclisme puisque Fausto Coppi a couru pour Bianchi. Avec le boom, Bianchi devient une usine d'automobiles, l'Autobianchi, qui va s'autofinancer jusqu'en 1967. En 1968, elle passe au groupe Fiat. Sur la tourelle en forme de château d'eau, figure toujours le logo, un grand A barré, mais aucune production autonome ne sort plus d'ici.



AGUÈRE encore, l'industrie, à Desio, se résumait à deux entreprises de textile. Le paysage rural d'avant les années 50 a disparu. Aujourd'hui, les vieux bâtiments de ferme lombards (casine), ou du moins des constructions

dont ils sont l'archétype, se trouvent englobés dans le tissu urbain, remaniés ou retapés. A Desio, dans les années 50 et 60, a eu lieu la véritable industrialisation de cette zone « blanche » (soumise à l'Eglise) : « L'embauche a un caractère clientélaire : pas une grève », rappelle-t-on au syndicat CGIL. Au début des années 60, les habitants commencent à se dire que pour gagner quelques sous, il faut faire beaucoup d'heures. Arrive aussi l'écho des luttes syndicales dans la banlieue ouvrière immédiate de Milan. De 1963 à 1970, la progression syndicale est forte, au moment justement où l'Autobianchi devient Fiat. Obtenir les mêmes conditions que l'ensemble des travailleurs de chez Fiat, telle est la grande revendication sur laquelle se fait la mobilisation syndicale. « Le fameux « automne chaud » du syndicat (1969) est déjà là à Desio, en avance », assure un responsable régional actuel de la CGIL, entré en 1965 à l'Autobianchi.

La population de Desio, au cours des années 70-80, va vivre intensément sa dépendance à l'égard du plus grand groupe industriel italien : guerre syndicale ou antisyndicale, licenciements (« Il y avait plus de 5 000 personnes qui travaillaient ici, et maintenant la moitié »), crainte de la fermeture de l'établissement. Aujourd'hui, toutefois, les effectifs sont en légère augmentation - d'où un optimisme modéré.

Mais les propos recueillis reflètent certaines contradictions : « L'important, c'est les grosses entreprises, ça donne du travail, c'est plus sûr » (un chauffeur de taxi) ; « Après tout, Fiat on pourrait s'en passer, les camions qui transportent les voitures encombrant les rues » (un promoteur immobilier) ; « L'important, c'est de maintenir l'emploi » (personne ne dit le contraire) ; « Ici, ce qu'il faut, c'est développer la tertiaire » (opinion aussi vague que répandue). Tout un courant pense que les voitures peuvent se monter n'importe où, dans le Sud par exemple, mais que Desio devrait entrer dans le « post-industriel », « voir en termes de services publics et privés » ; « Et pourquoi pas des hôtels à Milan sûre ? » ; « Il faut attirer l'électronique et l'informatique ». On entend des mots comme « tertiaire avancé », « quaternaire ». Des

Les partis et les gros sous. Remodeler la ville, c'est l'affaire des promoteurs. Un « compromis » est concevable entre l'espace immobilier et l'espace politique.

formules qui reflètent le désir de devenir une petite ville de Brianza tout court (sans Autobianchi). Le rêve de construire un pont technologique enjambant le monde industriel classique (la grosse industrie n'est pas présente qu'à travers Fiat), rejoint les pratiques artisanales à des activités qui requerront un savoir et un savoir-faire de pointe. « Un défi pour toute la société : conserver une culture positive du travail », tel est l'idéal proposé par l'étude la plus complète qu'on possède actuellement sur la Brianza, et qui rend compte de la situation au début des années 80. Les propos que tient le politicien local pour se présenter ne véhiculent pas des valeurs très différentes. Le secrétaire de la démocratie chrétienne déclare : « La commune devrait être gérée comme une entreprise : l'homme compétent à sa juste place ». L'entretien avec le président du groupe socialiste au conseil municipal se conclut sur cette phrase : « Je vis de mon travail ». Et le maire se définit ainsi : « Ma profession, c'est d'être fonctionnaire de parti. »

Très schématiquement, l'histoire récente du conseil municipal est la suivante : après les élections de 1985, démocrates-chrétiens et socialistes se mettent d'accord. Mais, en 1986-1987, une crise très violente secoue tout ce petit monde politique. Actuellement, les démocrates-chrétiens sont rejetés dans l'opposition, socialistes et communistes gouvernent. A l'arrière-plan de ces événements, la révision du plan d'occupation des sols (POS). La ville n'a pas évolué comme prévu : par exemple elle est loin d'avoir dépassé les 40 000 habitants. La science et l'idéologie du développement urbain ont changé. Par ailleurs, la maison est un investissement

des villes...
historique...
des propriétés...
moyenne...



Desio, une ville moyenne...
Les gens de Desio...
Le visage est tranquille...
Le regard clair...

Desio, une ville moyenne...
Les gens de Desio...
Le visage est tranquille...
Le regard clair...

Desio, une ville moyenne...
Les gens de Desio...
Le visage est tranquille...
Le regard clair...

LA STAMP



LA CULTURE FRANÇAISE...
PARTOUT DANS LE MONDE

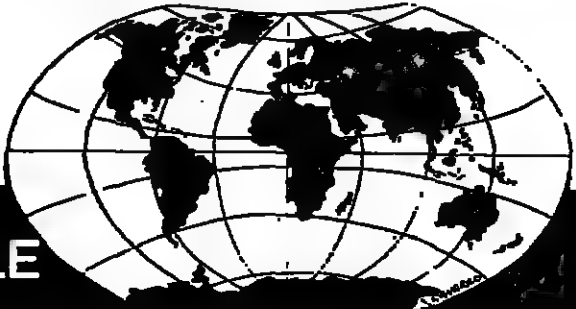
Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les éditeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles.

- DÉTAXE de 7 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les livres
- REMISE de 10 % sur les disques et cassettes
- Frais réels de port en recommandé (préciser AVION ou SURFACE).

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

14, Place de Rungis - 75013 PARIS

inter-livres



Téléphone: 45-88-44-45

moyenne, lombarde et européenne

LA STAMPA **GIORNALE DI SICILIA** **CORRIERE DELLA SERA** **la Repubblica**

... qui reflètent le désir de devenir une partie
... (sans Antebianchi). Le rêve de
... le monde industriel change
... qui requerront un
... la société ;
... Le défi pour toute la société ;
... tel est l'ideal proposé par la
... actuellement sur la Brana
... des années 80. Les
... au début des années
... la démocratie
... Le secrétaire de la
... L'entente avec
... 1985, démocratiser
... En 1986-1987, un
... Mais, en 1986-1987, un
... politique. Antebianchi
... l'opposition.
... de ces
... (POS). La ville
... d'occupation des sols
... d'occupation des sols
... par exemple elle est
... l'écologie
... la maison est un
... For ailleurs, la maison est un

ROMANS NOIRS ET SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Au début des années 70, la fameuse « Série noire » de Gallimard coulait des jours tranquilles. La plupart de ses ouvrages étaient écrits par des auteurs anglo-saxons. L'argot et, si l'on ose dire, une violence de bon aloi les caractérisaient.

En 1971 et 1972, ce cours tranquille va être bouleversé : la collection de Marcel Duhamel publie plusieurs romans de deux jeunes auteurs français : Jean-Patrick Manchette et ADG (pseudonyme d'Alain Fournier), dont le ton et le propos tranchent fortement avec la production « noire » classique. Les mouvements sociaux et politiques, la violence banale de la délinquance au quotidien constituent la toile de fond ou parfois le moteur de leurs récits. Leurs convictions politiques personnelles contrastent et font de leurs œuvres des repoussoirs réciproques. À gauche, Manchette est une sorte de marxiste libertaire, lecteur d'Herbert Marcuse et des auteurs situationnistes ; à droite, ADG est un futur collaborateur de Minut.

Apparaît également, en 1971, Janine Otero, première Française de la « Série noire », avec *Baptiste*, suivie un peu plus tard par Raf Vallet puis Jean Vautrin. Après la création des collections Sanguine et Engrenage, une deuxième génération de nouveaux auteurs français se révèle en 1979. Tous ces écrivains ont contribué à créer le « néo-polar » français.

Le roman policier a toujours eu partie liée avec les bouleversements sociaux. C'est l'évolution de la civilisation industrielle dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle qui crée les conditions d'une nouvelle criminalité urbaine. Pour la réprimer, la police prend peu à peu sa forme moderne. La fiction policière se développe, publiée sous forme de feuilletons par la presse en plein essor. Le *Double assassinat dans la rue Morgue* (1841) d'Edgar Poe fait office de point de repère commode, plutôt que d'acte de naissance du récit criminel. On y trouve les éléments nécessaires au genre quant au contenu (un crime, une victime, un assassin) et quant à la structure (le récit est élaboré de façon rigoureuse à l'envers, c'est-à-dire à partir de la découverte du corps de la victime).

L'influence des Américains

Un premier renouvellement provient du roman « noir » américain dans les années 20. C'est le style *hard-boiled* (dur à cuire) de Dashiell Hammett, Raymond Chandler ou James M. Cain. La « série » y supplante le détective amateur, tel l'aristocrate chevalier Dupin de Poe ou le distingué Sherlock Holmes de Conan Doyle. Il descend dans les bas-fonds, côtoie les gangsters et emploie des méthodes. Il démêle non plus des énigmes mais des « embrouilles » dans lesquelles notables et politiciens sont mouillés. Le regard porté sur l'Amérique de la prohibition, du *spoils-system* et de la crise économique se charge de pessimisme. Hammett, ancien détective de l'agence Pinkerton, veut dénoncer un ordre social et politique corrompu. Chandler, en revanche, s'il dénonce la pourriture de l'époque, semble moins soucieux du sort des opprimés.

Dans le même temps en France, le récit de fiction policière ne fait pas preuve d'une critique sociale exacerbée. Une exception cependant : Léo Malet qui, dès 1943, dans *120, rue de la Gare*, fait évoluer son détective privé Nestor Burma dans une France occupée. Par ses références littéraires, ses jeux de mots, l'utilisation d'un langage populaire, Léo Malet a influencé nombre d'auteurs français de l'après-guerre et du nouveau roman noir (1).

D'autres romanciers peuvent être considérés comme des précurseurs du néo-polar. Jean Meckert, à ses débuts en 1942, choisit un registre populiste et dépeint des personnages en révolte individuelle contre la société. Publiant dans la « Série noire », dès 1950, sous le pseudonyme Jean Amila, il insère dans ses romans des éléments à proprement parler politiques : des attentats de l'OAS (*Pitié pour les rats*, 1964) ; un ancien des barriques de mai 68 (*Le Grillon enragé*, 1970) ; un inspecteur hippie sur-nommé Geronimo qui lutte contre les réseaux de la police parallèle (*Le Nef des dingues*, *Contest-File*, 1972).

Francis Ryck, par sa manière nuancée de traiter des intrigues d'espionnage (*Opération Millibet*, 1966), anticipe également sur le mouvement des années 70, tout comme Pierre Sinac qui publie en 1968 *les Mortuaires* ; l'histoire se déroule pendant le second conflit mondial, mais le mépris des valeurs patriotiques affichées par les protagonistes en fait plus qu'un simple récit guerrier.

Jean-Patrick Manchette et ADG ne sont donc pas tout à fait les premiers à faire œuvre de critique

Un marché déclinant

En 1986, 852 titres classés comme « romans policiers » (1) ont été publiés en France, dont 582 inédits. Le total des ventes atteint 17,5 millions d'exemplaires (contre 56 millions pour la littérature contemporaine et 15,3 millions pour la littérature sentimentale). Le roman policier est édité à 96,5 % des titres et à 99 % des exemplaires en format de poche. La part des auteurs français s'établit à environ 60 %.

Un roman de la « Série noire » (quatre titres par mois) est tiré à 12 000 exemplaires. Certains auteurs aux réussites régulières, tel Didier Daeninckx, bénéficient d'un tirage initial de 20 000. Le plus gros succès récent a été enregistré par *la Fée carabine* (1987), de Daniel Pennac, lauréat de plusieurs prix : au moins 50 000 exemplaires vendus, estimé chez Gallimard.

Le marché du polar a connu des hauts et des bas, mais globalement sa santé décline. Le Fleuve noir, l'autre géant, a dû suspendre sa production policière au vu de la spectaculaire baisse de ses ventes. Sa nouvelle « Collection noire », qui a démarré en juin dernier, fonctionne à un rythme prudent et à des tirages modestes.

(1) Source : Syndicat national de l'édition ; cf. *Livres-hebdo*, 9 novembre 1987.

La violence a changé, le polar aussi

Souvent figé dans une structure narrative conventionnelle, le roman policier est aussi, parfois, une véritable chronique sociale révélatrice des mœurs cachées, des non-dits et de la violence d'une société. A ce titre, il reflète un univers que « la loi et l'ordre » ne parviennent pas à délimiter et s'inscrit donc, de plain-pied, dans un registre politique.

Depuis plusieurs années, une nouvelle génération d'auteurs français, dans un style direct et cru, a entrepris de dépoussiérer radicalement ce genre romanesque. Le néo-polar raconte la violence quotidienne — celle, sans aura, des petits délinquants, des lou-bards et des « dealers », — le racisme ordinaire, les bavures policières, les tentations terroristes... Il décrit, sans complaisance, quelques-uns des plus graves maux de la civilisation actuelle.

Par FRANÇOIS COTE *



— Le Proletariat... disparu ? ok...
Il avait l'air déprimé ?.. préoccupé ?..
Vous lui connaissiez des ennemis ?..

sociale. L'importance accordée à leurs romans de 1971-1972 tient sans doute à la violence de leur ton. Les « jeunes loups » de la « Série noire » (ainsi baptisés par Gallimard dans un but promotionnel) reprennent la tradition du *hard-boiled* en adoptant un style encore plus grinçant.

En 1971, Manchette a déjà publié, en collaboration avec Jean-Pierre Bastid, *Laissez bronzer les cadavres*, histoire d'un siège meurtrier opposant des policiers à des bandits sans scrupules, sous le regard d'une bourgeoisie dépravée que la situation amuse follement.

Mais l'entrée radicale en matière politique s'effectuera avec *Affaire N'Gustro* (1971). C'est le récit romancé de l'affaire Ben Barka ; tous les personnages sont présentés sous un jour défavorable : le leader tiers-mondiste est d'une fatuité ridicule, ses adversaires « zimbabwés » (dont le maréchal George Clemencau Oufiri II) sont des brutes sanguinaires. On y voit le journaliste de gauche américain Debourmann dicter « un texte imbécile où il est question de forces obscures et impérialistes ». L'estuque romanesque consiste à raconter l'histoire du point de vue d'un néo-fasciste. Elle permet à Manchette de jeter un regard cynique sur la vie militante dans les années 60, et de régler ses comptes avec certains mouvements gauchistes : une partie de l'UNEF est commandée par « Kornak et Guillelou, un métrique et un nain. Ils sont de la race léniniste. Qu'on fasse du désordre mais dans la discipline ».

Dans *Nada* (1972), Manchette raconte la brève aventure d'un commando d'anarchistes qui enlève l'ambassadeur américain en France et se réfugie dans une ferme de la région parisienne. Cash, « le passionné du groupe », y élève des lapins, comme quinze ans plus tard Nathalie Ménilon dans la planche solennelle d'Action directe. Le commissaire Goémon, manipulé par le pouvoir politique, dirige l'assaut, provoquant délibérément la mort des terroristes et, pour ne pas en faire des martyrs, celle de leur otage.

Manchette revient à plusieurs reprises (*Affaire N'Gustro* ; *Nada* ; la *Position du tireur couché*, 1981) sur le terrorisme d'Etat, qu'il considère comme un « grand sujet noir ». Dans *Nada* encore, l'un des anarchistes livre une contribution théorique sur la question : « Le terrorisme gauchiste et le terrorisme étatique, quoique leurs mobiles soient incomparables, sont les deux mâchoires du même piège à cons. Le régime se défend évidemment contre le terrorisme. Mais le système ne s'en défend pas, il l'encourage, il en fait la publicité. Le despotisme est une marchandise, une valeur d'échange, un

modèle de comportement comme le flic ou la sainte ». En 1979, Gianfranco Sanguinetti, ex-situationniste, soutiendra la même thèse à propos des terroristes noirs et rouges en Italie (2).

Le nouveau roman noir met également en scène d'autres types sociaux contemporains : les marginaux et les déclassés, bien éloignés des truands d'Albert Simonin, Auguste Le Breton ou José Giovanni. Les grands ensembles des banlieues fournissent leur contingent de névrosés et de paumés aux romans de Jean Vautrin (pseudonyme du cinéaste Jean Herman), *Billy-zé-kick* (1974), *Bloody Mary* (1979). Les lou-bards, ces nouveaux délinquants, sont les acteurs idéaux d'une violence incontrôlable. Un parti politique les emploie comme hommes de main dans *A bulletins rouges* (Vautrin, 1973).

Un sujet prisé : le scandale politique

Le scandale politique ou politico-policier, souvent utilisé par les auteurs *hard-boiled* américains, est aussi un sujet très prisé. C'est sur ce thème que Raf Vallet, après avoir publié des romans policiers sous le nom de Jean Delion dans les années 60, fait son retour en 1972 avec *Mort d'un poutri*. Il y décrit les mœurs politiciennes de l'époque pompidolienne.

Plus généralement, le néo-polar se nourrit de faits divers caractéristiques de notre temps. Ainsi, Didier Daeninckx a fréquemment recours à des événements tirés de l'histoire ou de l'actualité : le massacre des manifestants algériens en 1961 à Paris, l'expulsion des immigrés dans l'affaire du « charter pour le Mali », sur lesquels il greffe une fiction. Il prépare ses romans selon une méthode journalistique (recherches, enquêtes sur le terrain). Ses descriptions du fonctionnement de la police ou du méro ou de l'aéroport de Roissy sonnent vrai ou en tout cas fort juste.

Et régulièrement : l'autodéfense, les bavures policières, la guerre des polices inspirent le nouveau roman noir français.

Les auteurs peuvent aussi choisir des sujets et des contextes proches de leurs expériences professionnelles ou personnelles pour en donner des présentations poussées. Thierry Jonquet situe deux de ses romans dans le milieu hospitalier où il a travaillé ; ADG, installé en Nouvelle-Calédonie depuis quelque temps, fournit dans *Joujou sur le Caillou* (1987) sa version de l'assassinat d'un dirigeant de l'Union calédonienne perpétré en 1981.

Ces procédés confèrent au genre son côté « vécu », que renforcent certaines techniques d'écriture, comme l'accumulation de détails pechés dans la réalité. Mais les règles de construction de l'intrigue sont parfois battues en brèche. Le lecteur ne

peut plus forcément deviner la solution de l'énigme — quand il en subiste une — avant la fin du livre.

Par rapport au roman policier traditionnel, le style évolue dans plusieurs directions. Il se « littérarise » chez Pierre Sinac, Hervé Prudon, Jean Vautrin. A l'inverse, il se relâche ou plutôt éclate chez beaucoup d'autres auteurs : débris dégringolés, néologismes (San Antonio est passé par là), écriture hachée, décousue, télégraphique ou « cinématographique ».

D'un point de vue politique, la question du style n'est pas indifférente. Jean-Patrick Manchette explique que le roman noir moderniste d'après 1968 veut accompagner le mouvement critique, « tantôt en radicalisant ses contenus politiques et sociaux, tantôt en recomposant dans son écriture tous les bouleversements formels qui ont marqué la fin de la littérature aristocratique (Joyce et les avant-gardes du début du siècle) » (3).

L'auteur de *Nada* fait en outre une analyse socio-économique de son œuvre et du genre policier qui renvoie l'attention. D'après lui, le roman noir, comme les innovations culturelles depuis plus d'un siècle — cinéma, bandes dessinées, — « est, dès sa constitution en genre, immédiatement de la culture-marchandise » (4). Certes, comme ses frères, ses propos théoriques oscillent toujours entre le sérieux didactique et la dérision. Pourtant l'histoire du nouveau roman noir français peut bien être rapportée dans une large mesure à celle des collections qui l'ont publié.

Dans les années 60 en France, le champ du roman noir était couvert principalement par Gallimard et par les éditions du Fleuve noir (la collection « Spécial Police » ne publie que des romans français). L'intérêt suscité par les livres iconoclastes de Manchette et ADG — qui paradoxalement coïncide avec une baisse générale des ventes de romans policiers — conduit Gallimard à créer en 1974 la collection « Super Noire », tournée vers un public plus diversifié que son aînée. Mais la place ménagée aux auteurs français reste limitée. Il faut attendre 1979 pour que paraissent les premiers ouvrages des collections « Sanguine » (éditions Phéac) et « Engrenage » (éditions Jean Goujon). Pour Ronald Moreau (véritable nom du romancier Frédéric Pajardie) et Patrick Mosconi, dirigeants de Sanguine, comme pour Alex Varoux à « Engrenage », il s'agit de pallier la timidité des éditeurs à l'égard des polars engagés et des nouveaux auteurs. Le Manifeste de « Sanguine » annonce la couleur : « Les nouvelles idées qui agitent le monde contemporain n'ont pas, à l'échelle de l'édition, été portées d'une nouvelle littérature ou de nouvelles méthodes [...] ». La collection Sanguine se veut le reflet de la société contemporaine, sa violence réelle, mais aussi la violence feutrée, en sera un des axes (5). La profession de foi d'« Engrenage » tient en une formule forte : « La violence a changé, le polar aussi. »

Une révolte pessimiste

En 1979, grâce à ces collections où voisinent des auteurs confirmés et inconnus, le deuxième mouvement du nouveau roman noir peut s'amorcer. La presse s'en fait l'écho ; des revues spécialisées et des festivals (à Poitiers par exemple) voient le jour.

Un peu plus tard, d'autres éditeurs lancent des collections ad hoc (le Fayard noir) ou transforment des séries existantes pour accueillir de jeunes auteurs (« Sœurs froides », chez Denoël). Le choc en retour du néo-polar se fait sentir dans les grandes collections : en 1979, sur les 37 titres policiers inédits édités par Gallimard, 5 seulement étaient français ; en 1985, on en recensait 15 sur 45. Le Fleuve noir, quant à lui, a absorbé en 1981 la collection « Engrenage » (6).

Des facteurs éditoriaux expliquent peut-être la rareté de nouvelles écoles de littérature policière à l'étranger : les collections spécialisées y sont moins répandues qu'en France. Mais des auteurs qui l'on peut comparer à ceux du néo-polar français sont récemment apparus en Allemagne fédérale, en Italie, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni (7).

En Espagne, Manuel Vazquez Montalban, « premier romancier criminel de l'après-franquisme » (8), situe ses intrigues dans les milieux politiques (Meurtre au comité central, 1981).

Aux Etats-Unis, outre les œuvres de Jérôme Charyn, on relève les romans psychologiques et très violents de James Ellroy ; dans la *Lune sanglante* (1984), le héros-policier Hopkins abat un collègue raciste pendant les émeutes du quartier noir de Watts à Los Angeles en 1962. Egalement, Tony Hillman dépeint la condition de la minorité américaine au gré des enquêtes de son inspecteur de police navajo (*Là où dansent les morts*, 1973).

Ernest Mandel, dirigeant de la IV^e Internationale, a vu au Mexique et en Argentine « une vague de « néo-polars » ou de romans noirs progressistes dériver sur la scène littéraire, après la radicalisation pré-révolutionnaire que connaissent ces pays à la fin des années 60 et au début des années 70 » (9). Mais les appréciations de l'économiste trotskiste doivent être prises avec précautions. Les pages de son *Histoire sociale du roman policier* consacrées au nouveau roman noir ne sont pas exemptes d'erreurs dues principalement à son parti pris idéologique. Mais ces pages éclairent, involontairement, un point crucial : le néo-polar exprime aujourd'hui une critique déabusée et une révolte pessimiste devant le monde moderne.

(1) Cf. Jean-Paul Schweighauser, *Le Roman noir français*, « Que sais-je ? », PUF, Paris, 1984.

(2) Gianfranco Sanguinetti, *Du terrorisme et de l'Etat*, distribution « La fin du monde », Paris, 1980.

(3) Jean-Patrick Manchette, « Réponses », *La Littérature*, n° 49, février 1985.

(4) *Ibid.*

(5) Cité in Michel Lebrun, *Almanach du crime 1981*, Veyrier, Paris, 1980.

(6) Sur l'histoire éditoriale du néo-polar, cf. Michel Lebrun, Jean-Paul Schweighauser, *Le Guide du polar*, op. cit. *Histoire du roman policier français*, Syros, Paris, 1987.

(7) Cf. le panorama effectué par S. Benvenuti, G. Rizzini et M. Lebrun, *Le Roman criminel*, L'Asinara, Naples, 1982.

(8) *Ibid.*

(9) Ernest Mandel, *Meurtres exquels*, La Brèche, Paris, 1986.

conquête des

Par
PIERRE
A. S. 1988

Le monde est en train de changer. Les frontières sont floues, les loyautés sont ébranlées, les idéologies sont en crise. Les hommes cherchent à comprendre ce qui se passe. Ils cherchent à saisir le sens de ce qui se passe. Ils cherchent à trouver une réponse. Ils cherchent à trouver une solution. Ils cherchent à trouver une voie. Ils cherchent à trouver une lumière. Ils cherchent à trouver une vérité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cherchent à trouver une liberté. Ils cherchent à trouver une égalité. Ils cherchent à trouver une justice. Ils cherchent à trouver une paix. Ils cherchent à trouver une harmonie. Ils cherchent à trouver une unité. Ils cherchent à trouver une fraternité. Ils cherchent à trouver une solidarité. Ils cherchent à trouver une responsabilité. Ils cherchent à trouver une dignité. Ils cher

« LES MÉTAMORPHOSES DU FUTUR » de Thierry Gaudin

La conquête des esprits

O Par BERNARD CASSEN

U se situe, aujourd'hui, le pouvoir à l'échelle planétaire ? Nombre d'opéras nucléaires, monnaie forte, potentiel industriel, capitalisation boursière, excédents commerciaux, capacité de mobilisation idéologique ? Sans aucun doute dans chacun de ces domaines, mais surtout, dans le territoire du mental, dans la place que chaque époque occupe dans l'esprit de l'autre, élit les peuples. C'est cette thèse qu'expose Thierry Gaudin (1) dans un ouvrage dont chaque page fourmille d'idées et d'intuitions, et qui représente la plus pénétrante des grilles d'analyse de la mutation que, sans véritablement nous en apercevoir, nous vivons actuellement.

Car, comme l'explique le directeur du Centre de prospective et d'évaluation (CPE), le système technique connaît des périodes d'équilibre et de rupture qui « évoluent en phase avec celles des systèmes sociaux, politiques, économiques, philosophiques ». La métamorphose médiévale, caractérisée par l'introduction de l'horloge, les applications « civiles » du fer, la production d'énergie par les moulins et la sélection des semences, a, comme emprise de territoire social, la terre. La rupture suivante, celle de la révolution industrielle, structurait désormais le temps avec le chronomètre et la division Taylorienne du travail, voit surgir le ciment et l'acier comme nouveaux matériaux et multiplie sa capacité énergétique grâce à l'invention de la machine à vapeur et du moteur à explosion. Une nouvelle relation avec le vivant s'établit avec la microbiologie qui permet la vaccination et l'éradication des épidémies. Le nouveau territoire social n'est plus la terre mais le capital, avec ses empires industriels et financiers.

Le système technique qui s'élabore sous nos yeux est fondé sur une structu-

ration du temps par le microprocesseur permettant la gestion de la nanoseconde et la vue, l'ouïe, l'image et le son artificiels : il y a hyperchoix des matériaux conçus et élaborés en fonction de l'usage auxquels ils sont destinés ; l'énergie électrique se transmet instantanément sur l'ensemble de la planète, et la biotechnologie permet de créer du vivant sur mesure. A cette configuration correspond un nouveau territoire social : le mental, où l'enjeu des compétitions est la place occupée dans l'esprit des hommes.

A cette fantastique métamorphose, Thierry Gaudin consacre des pages lumineuses : la politique devient spectacle, les entreprises vivent sur une « image », une « couche d'abstraction s'ajoute à la nature et nous », l'univers se dématérialise, à travers sa reconstruction abstraite, informatique, codée, paramétrée. Ce qui compte désormais, c'est ce qui « fait signe », et l'identité de la France, pour ne prendre que cet exemple, est liée non pas à sa puissance industrielle ou militaire mais, comme le disait Malraux, au fait de savoir si « elle a quelque chose à dire au monde ». D'où l'enjeu majeur de la francophonie.

Le « maître de la monnaie » (les Etats-Unis) affronte le « maître de l'idéologie » (l'URSS) et, pendant ce temps, le « maître des signes » (le Japon) « trompant la vigilance des autres, conquiert discrètement les nouvelles formes de pilotage économique ».

Une idée-force traverse l'analyse de cette mutation : c'est aujourd'hui la liberté sous toutes ses formes (y compris la liberté d'instituer et d'entreprendre) qui constitue le meilleur garant de l'efficacité face aux puissances, aux bureaucraties et aux pouvoirs en place et avant tout désireux de se maintenir.

(1) Thierry Gaudin, *Les Métamorphoses du futur*, Economica, Paris, 1988, 169 pages, 125 F.

« L'HISTOIRE AMBIGUË » de Pierre Dockès et Bernard Rosier

Les mains bien visibles de l'économie

D Par JEAN-PIERRE BERLAN

ANS l'introduction à sa monumentale *Histoire de l'analyse économique*, Joseph Schumpeter écrit que l'histoire doit être l'un des trois piliers de l'enseignement économique, les deux autres étant la théorie et les statistiques. *L'Histoire ambiguë* de Pierre Dockès et Bernard Rosier (1) est un livre magistral d'économie parce qu'il est fondé sur une dialectique continue entre les représentations théoriques et les faits qu'elles permettent de construire, et que cette histoire des faits est aussi l'histoire des théories. En

représentant le beau titre de professeur d'économie politique, délaissé au profit de la mystification de « sciences » économiques, ces universitaires marquent d'entrée leur différence : une démarche globale et critique, s'attachant aux évolutions plus qu'aux résultats, aux relations sociales plus qu'aux choses, aux pouvoirs plus qu'aux automatismes anonymes des marchés, aux multiples possibles plus qu'à une vérité qui ne concrétise que l'un d'entre eux. Car, en dépit de ce que l'époque actuelle voudrait faire accroire, les mains qui maîtrisent la vie économique sont bien visibles. A l'antefait de la « science » économique, l'économie politique oppose un ordre des choses produit par l'ordre des hommes.

du changement, du hasard et de la nécessité, de la liberté et de la contrainte, le ressort même de la dynamique du réel.

Ce détour historique débouche sur deux chapitres clés : « Les leçons énigmatiques de l'histoire occidentale » et « La question du tiers-monde aujourd'hui ». Leçons énigmatiques parce que l'histoire n'est que « la série des événements réalisés (et, ajouterais-je, réinterprétés) obliquant les possibles avortés ». Ce sont ces possibles avortés qui nous questionnent. Quant à ce tiers-monde, maintenant éclaté et pris dans une crise démographique (qu'il faudrait traiter plus à fond) et sociologique terrifiante, le livre ne donne évidemment pas de recettes, mais une stratégie pour un avenir possible, pour lui comme pour nous : élargir la démocratie partout, fracturer les totalitarismes, qu'ils soient ceux de l'Etat ou ceux du marché, mettre la science et la technique, démocratiquement, au service des libertés.

Deux regrets cependant : contrairement à leur livre précédent (2), les auteurs passent sous silence le militarisme et les dépenses militaires, outils majeurs de la gestion du capitalisme au cours du dernier demi-siècle. Ainsi, la théorie régulationniste-fordiste qui sous-tend le chapitre sur le capitalisme moderne serait-elle remise à sa place, intéressante mais relative. Il n'y a ni index ni bibliographie générale. Cette mine intellectuelle — je pense en particulier aux chapitres d'introduction — restera sous-exploitée. L'éditeur fera-t-il cet effort lors de la prochaine édition ?

(1) Pierre Dockès et Bernard Rosier, *L'Histoire ambiguë, croissance et développement en question*, PUF, Paris, 1988, 335 p., 149 francs.

(2) Bernard Rosier et Pierre Dockès, *Rythmes économiques, crise et changement social, une perspective historique*, La Découverte, Paris, 1983.

Stratégie pour un avenir possible

L'histoire ambiguë est une réflexion sur le problème politique et économique central de notre époque, celui de la croissance et du développement, à partir d'un détour historique par quelques-uns des temps forts qui ont construit le monde capitaliste actuel. Temps fort de l'Europe occidentale médiévale, où le jeu du hasard, de la nécessité et de la liberté forge le creuset du capitalisme ; du quinzième et du seizième siècle, quand les nouveaux marchands s'allient aux princes et où le capital s'impose comme rapport politique et, dans une moindre mesure, économique dominant ; de la révolution industrielle, quand l'Angleterre concentre dans ses fabriques les prolétaires qu'elle vient de fabriquer dans le feu et le sang ; temps fort enfin de l'émergence aux Etats-Unis du capitalisme monopolistique moderne, qui connaît, après deux guerres mondiales, une longue période de croissance hégémonique grâce à de nouvelles formes

de régulation sociale, économique et politique, désignée sous le terme malheureux (reprise de Gramsci) de « fordisme ». — Henry Ford, loin d'être le capitaliste éclairé que les théoriciens de la régulation semblent imaginer, était un réactionnaire raciste de la meilleure trempe.

L'originalité de l'analyse tient au renversement qu'elle opère : l'ordre social est à chaque instant travaillé par des conflits entre groupes sociaux, conflits dont naît l'innovation — technique, institutionnelle, politique, sociale. Cette dialectique ouverte de l'innovation-conflit permet de dépasser les deux déterminismes, politiquement opposés mais fondamentalement semblables, du néolibéralisme ambiant (et de son expression néoclassique qui voit l'économie comme lutte contre la rareté naturelle) et du marxisme orthodoxe des forces productives et des stades de l'évolution. Ce concept théorique puise dans les dichotomies usuelles mutuellement exclusives de la similarité et de la différence, du général et du particulier, de l'équilibre et

Dans les revues...

Une révolte pesante

EN 1978, grâce à ces collections de revues, les idées et les débats de la pensée internationale ont pu se retrouver dans une revue de référence. C'est pourquoi, à l'occasion de la sortie de la revue *« Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales »*, nous nous permettons de vous en faire connaître les contenus et les auteurs.

La revue est dirigée par Jean-Pierre Berlan, directeur du Centre de prospective et d'évaluation (CPE) de l'Institut de la statistique de l'Université de Paris. Elle est publiée par l'Institut de la statistique de l'Université de Paris.

THE FUTURE ROLE OF THE UNITED NATIONS IN AN INTERDEPENDENT WORLD. Un compte rendu des journeaux tenus à Moscou en septembre 1988 sur ce thème. (United Nations, 801 United Nations Plaza, New York, New York 10017, Etats-Unis.)

THE EUROPEAN JOURNAL OF INTERNATIONAL AFFAIRS. Le premier numéro (été 1988) de cette nouvelle revue paraît de la défense de l'Europe et des relations avec l'URSS. Le second met l'accent sur l'Allemagne et sur la crise yougoslave. (Vol. 1, n° 2, automne 1988, trimestriel, 20 F. - Via del Giubbotto 34, Rome 00186, Italie. Abonnement : 36, rue des Tranchées, 1211 Genève, Suisse.)

QUESTIONS POUR L'EUROPE. Revue publiée par l'hebdomadaire l'Université syndicaliste, publie une étude sur le devenir de la fonction publique dans le marché unique européen. (Tome 1, 40 F. - ADAPT-SNES, 127, boulevard Saint-Germain, 75004 Paris Cedex 07.)

ECONOMIE ET POLITIQUE. Un compte rendu d'un colloque international sur « Nouvelle phase de la crise et enjeux des années 90 » par la revue économique du PCF.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

EVOLUTION DU SYSTEME DE COMMERCE INTERNATIONAL. (octobre 1987 - mars 1988) : les faits nouveaux importants de la politique commerciale, secteurs économiques, groupements régionaux, etc. (Secretariat du GATT, n° de vente GATT/1988-5, Genève, 1988, 25 francs suisses.)

Organisation de coopération et de développement économiques.

LES NOUVEAUX PAYS INDUSTRIELS. Défis et opportunités pour les industries des pays de l'OCDE. (OCDE, Paris, 1988, 166 pages, 90 F.)

SYSTEME D'OBSERVATION PERMANENTE DES MIGRATIONS (SOPEMI), 1987 : l'évolution des flux de l'immigration dans les pays membres et des politiques en matière d'accueil, avec de nombreuses statistiques. Une annexe sur l'évolution de la scolarisation des étrangers. (OCDE, Paris, 1988, 156 pages.)

Organisation des Nations unies.

Rapport du commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, 11 juillet 1987-30 juin 1988 (Nations unies, New York, 1988, 61 pages.)

Radiation, rayonnement, irradiation. Les doses, les effets des risques. (Nations unies, n° de vente ONU/7.88.II.D.2, New York, 1988, 64 pages, 72 F.)

LA LETTRE DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME. Un rapport de mission effectuée au Guatemala qui démontre l'existence d'un éventuel trafic d'organes mais établit la réalité d'un gigantesque trafic d'enfants à travers l'adoption et en démontre les mécanismes. (N° 988, bureau de la FIDH, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)

CULTURES ET FOI. Une prise de position contre le « chloroforme du consensus » et un important texte de chrétiens latino-américains sur leur combat spirituel et politique. (N° 126, septembre-octobre, trimestriel, 30 F. - 5, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon.)

FINANCES ET DEVELOPPEMENT AU MAGHREB. A lire : l'étude d'Ahmed Benani sur les politiques d'ajustement au Maroc, et celle d'Ismaïl Khellil sur la réforme du système financier tunisien. (N° 11, septembre, 250 pages, 30 F. - 3, rue de la République, 92000 Nanterre.)

AGRICULTURE. Le bilan et les perspectives européennes et mondiales de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire françaises. (N° 11, septembre, 79 F. - Groupe ESA, 24, rue Auguste-Forestier, 49007 Angers.)

ETUDES. La Subde peut-elle constituer un modèle de l'aménagement des relations sociales ? L'Avenir du monde rural vu par Henri Nallet : deux des principaux sujets traités dans ce numéro. (Tome 369, N° 5, novembre, 14, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris.)

POUVOIRS. Un grand thème : l'immigration. Eléments d'un vieux débat, saisis dans leur nouveauté et présentés avec sérénité. (N° 47, septembre, 85 F. - PUF, Paris.)

LA LETTRE DE SOLAGRA. L'accumulation des excédents agricoles dans les pays du Nord remet en cause les politiques agricoles. Les solutions doivent être recherchées dans un meilleur partage Nord-Sud. (N° 75, novembre, 16 F. - 13, boulevard Saint-Marc, 75003 Paris.)

CADAMOS. Sur « la Suisse vue par les Européens, de 1291 à 1992 ». Des textes de Jacques Freymond, de Lothar Rühl et de Cécile Guazzaroni. (N° 42, 46, trimestriel, 18 F. - 123, rue de Lausanne, 1211 Genève 21.)

CAHIERS MARXISTES. Un long débat sur la place du PC dans la société belge, sur son avenir et aussi sur son passé. (N° 163, novembre, 100 F. - 28, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles.)

CIMADE INFORMATION. Un numéro spécial sur « la question bancaire ». (N° 7, juillet, mensuel, 25 F. - 176, rue de Grenelle, 75007 Paris.)

PROBLEMES POLITIQUES ET SOCIAUX. Un numéro spécial, dirigé par Maurice Cornaton, sur l'Espagne et l'Andalousie latine. (Théâtre, l'économie, la diplomatie, les défis démocratiques). (N° 595, novembre, 24 F. - La Documentation française, Paris.)

NICARAGUA AUJOURD'HUI. Un dossier sur l'économie du Nicaragua soumis à l'« autorité forcée ». (N° 30, novembre, mensuel, 20 F. - 14, rue de Valenciennes, 75015 Paris.)

CHILI FLASH. Journal Espinoza relate son récent séjour à Santiago et analyse la situation politique du pays après le référendum d'octobre dernier. (N° 50, mensuel, novembre, 15 F. - 17 bis, rue Louis-Adam, 69100 Villeurbanne.)

REVUE CANADIENNE D'ETUDES DU DEVELOPPEMENT. L'industrialisation brésilienne et la gestion de la contrainte extérieure. (Vol. IX, n° 1, 1988, semestriel, abonnez-vous à 30 dollars canadiens. - 58, rue Collège, Ontario K1N 6N5, Canada.)

LA LETTRE DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME. Un rapport de mission effectuée au Guatemala qui démontre l'existence d'un éventuel trafic d'organes mais établit la réalité d'un gigantesque trafic d'enfants à travers l'adoption et en démontre les mécanismes. (N° 988, bureau de la FIDH, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)

CULTURES ET FOI. Une prise de position contre le « chloroforme du consensus » et un important texte de chrétiens latino-américains sur leur combat spirituel et politique. (N° 126, septembre-octobre, trimestriel, 30 F. - 5, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon.)

FINANCES ET DEVELOPPEMENT AU MAGHREB. A lire : l'étude d'Ahmed Benani sur les politiques d'ajustement au Maroc, et celle d'Ismaïl Khellil sur la réforme du système financier tunisien. (N° 11, septembre, 250 pages, 30 F. - 3, rue de la République, 92000 Nanterre.)

AGRICULTURE. Le bilan et les perspectives européennes et mondiales de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire françaises. (N° 11, septembre, 79 F. - Groupe ESA, 24, rue Auguste-Forestier, 49007 Angers.)

ETUDES. La Subde peut-elle constituer un modèle de l'aménagement des relations sociales ? L'Avenir du monde rural vu par Henri Nallet : deux des principaux sujets traités dans ce numéro. (Tome 369, N° 5, novembre, 14, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris.)

POUVOIRS. Un grand thème : l'immigration. Eléments d'un vieux débat, saisis dans leur nouveauté et présentés avec sérénité. (N° 47, septembre, 85 F. - PUF, Paris.)

LA LETTRE DE SOLAGRA. L'accumulation des excédents agricoles dans les pays du Nord remet en cause les politiques agricoles. Les solutions doivent être recherchées dans un meilleur partage Nord-Sud. (N° 75, novembre, 16 F. - 13, boulevard Saint-Marc, 75003 Paris.)

CADAMOS. Sur « la Suisse vue par les Européens, de 1291 à 1992 ». Des textes de Jacques Freymond, de Lothar Rühl et de Cécile Guazzaroni. (N° 42, 46, trimestriel, 18 F. - 123, rue de Lausanne, 1211 Genève 21.)

CAHIERS MARXISTES. Un long débat sur la place du PC dans la société belge, sur son avenir et aussi sur son passé. (N° 163, novembre, 100 F. - 28, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles.)

CIMADE INFORMATION. Un numéro spécial sur « la question bancaire ». (N° 7, juillet, mensuel, 25 F. - 176, rue de Grenelle, 75007 Paris.)

PROBLEMES POLITIQUES ET SOCIAUX. Un numéro spécial, dirigé par Maurice Cornaton, sur l'Espagne et l'Andalousie latine. (Théâtre, l'économie, la diplomatie, les défis démocratiques). (N° 595, novembre, 24 F. - La Documentation française, Paris.)

NICARAGUA AUJOURD'HUI. Un dossier sur l'économie du Nicaragua soumis à l'« autorité forcée ». (N° 30, novembre, mensuel, 20 F. - 14, rue de Valenciennes, 75015 Paris.)

CHILI FLASH. Journal Espinoza relate son récent séjour à Santiago et analyse la situation politique du pays après le référendum d'octobre dernier. (N° 50, mensuel, novembre, 15 F. - 17 bis, rue Louis-Adam, 69100 Villeurbanne.)

REVUE CANADIENNE D'ETUDES DU DEVELOPPEMENT. L'industrialisation brésilienne et la gestion de la contrainte extérieure. (Vol. IX, n° 1, 1988, semestriel, abonnez-vous à 30 dollars canadiens. - 58, rue Collège, Ontario K1N 6N5, Canada.)

APARTHEID NON ! Les mouvements de résistance dans la population blanche ; le projet constitutionnel de l'ANC pour une Afrique du Sud démocratique. (N° 70, novembre, mensuel, 20 F. - BP 109, 75463 Paris 10.)

FAIM DEVELOPPEMENT MAGAZINE. Le Mouvement à bascule de solidarité : l'église et le développement au Bénin et au Togo. (N° 51, août-septembre, mensuel, 3 F. - CCFD, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.)

JESUS. LES CAHIERS DU LIBRE AVENIR. Un dossier (Denis Clerc, Gabriel Marc, etc.) sur le thème « La Bible et ses cordons » : l'économie marchande en question, au Nord comme au Sud. (N° 58, septembre, trimestriel, 30 F. - 27240 Daurville.)

BULLETIN CRIDEV. Un dossier sur la dette du tiers-monde. (N° 79, novembre, mensuel, 12 F. - 41, avenue Jaurès, 35000 Rennes.)

ECONOMIES ET SOCIÉTÉS. « La capacité d'endettement international » : plusieurs études cherchant à renouveler la réflexion. (Hans Arie et 30, novembre, abonnez-vous à 1144 F. - Presses universitaires de Grenoble, BP 47 X, 38040 Grenoble Cedex.)

DAMOCLES. Dossier sur « le cri des peuples du Pacifique » : les réactions de toute la région aux essais nucléaires français. (N° 34, bimestriel, septembre-octobre, 20 F. - BP 1027, 69201 Lyon Cedex 01.)

INTERPEUPLES. Un dossier sur la Nouvelle-Calédonie, à l'attention des jeunes de milieux populaires, par une des revues de la jeunesse ouvrière chrétienne. (N° 42, bimestriel, novembre-décembre, abonnez-vous à 60 F. - BP 36, 92400 Courbevoie.)

LES ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. Sous le titre « Transports en commun », plusieurs auteurs s'intéressent aux mutations de la ville et de la vie dans les villes, ainsi qu'aux conséquences sur les moyens de transport en commun. La RATP occupe une bonne place. (N° 39, septembre-octobre, 95 F. - Desautel-MEL, Paris.)

REVUE DE L'INSTITUT DE SOCIOLOGIE. Une réflexion sur l'urbanisme et la vie dans les villes (en particulier à Bruxelles). D'autre part, des articles sur l'art et la société. (N° 1986-1987 3-4, dernier paru, abonnez-vous à 1 500 FR. - 44, avenue Jeanne, CP 124, 1050 Bruxelles.)

JUSTICE. Pourquoi et comment la justice a-t-elle impuissante à assurer une protection efficace de l'environnement, sanctionnant de façon dérisoire les violations d'un droit de copropriété. Un rôle à jouer pour l'avenir. (N° 122, novembre, mensuel, 44, avenue Jeanne, CP 124, 1050 Bruxelles.)

LA SOURIS VERTE. Les ravages de la chasse interdite et une déclaration des droits de l'animal. L'inquiétante progression de la pollution en Haute-Provence sont les principaux sujets traités par ce revue des paysans de la planète. (N° 9, octobre-décembre, trimestriel, 15 F. - 268, avenue Jean-Monnet, 64200 St-Jean-Pied-de-Port.)

COMMUNICATIONS. Raymond Belour et Anne-Marie Duguet ont dirigé un très important numéro spécial sur « La vidéo ». A lire : les textes de Paul Virilio, Nam Jun Paik et Thierry Kuntzel. (N° 48, novembre, semestriel, 120 F. - Le Seuil, Paris.)

POINTS CRITIQUES. Une étude de Jean-Paul Chemin et Elie Gross sur « L'image du juif dans les bandes dessinées en langue française ». (N° 34, octobre, trimestriel, 200 FR. - Rue de la Victoire 61, 1060 Bruxelles.)

L'AUTRE EUROPE. Un numéro d'une grande tenue littéraire, sur « L'écriture et le pouvoir », présenté par Patrick Ouedraoui. Des textes inédits de quelques écrivains auteurs (Milosz, Kowalewski, Holan, Hrabal...). Absent : Kundera. Mais il ne s'agit pas d'une anthologie. (N° 17-18-19, novembre, trimestriel, 150 F. - L'Age d'Homme, Paris.)

LIGERIA. Du théâtre à la peinture, lequel a précédé l'autre dans l'histoire de la création ? Des éléments de réponse dans le dossier, « Du tableau à la scène » de cette jeune revue. (N° 2, troisième trimestre, trimestriel, 85 F. - 17, avenue Georges-Pompidou, 75017 Paris.)

Colloques et rencontres

CONSUMMATION ET GRAND MARCHÉ EUROPÉEN. Journée d'étude du Centre français du commerce extérieur à Paris le 8 décembre. (CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16.)

POLITIQUE ÉTRANGÈRE SOVIÉTIQUE. Le Forum international de politique et la revue Cosmopolitique organisent une journée d'études, le 9 décembre, sur ce thème, à Paris. (TEL : 1) 43-38-36-92.)

JUSTICE, PAIX ET SAUVEGARDE DE LA CRÉATION. Tel est le thème du congrès de la branche française de Mouvement international de la réconciliation qui se tiendra à Paris les 10 et 11 décembre. (MIR, 18, rue Bayard, 38000 Grenoble. - Tél : 76-51-16-01.)

ENJEU THÉOLOGIQUE DES RELATIONS NORD-SUD. Conférence de Vincent Cosmao à Mulhouse le 15 décembre. [Pour le programme d'activité du Centre de Stockholm qui orga-

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

EVOLUTION DU SYSTEME DE COMMERCE INTERNATIONAL. (octobre 1987 - mars 1988) : les faits nouveaux importants de la politique commerciale, secteurs économiques, groupements régionaux, etc. (Secretariat du GATT, n° de vente GATT/1988-5, Genève, 1988, 25 francs suisses.)

Organisation de coopération et de développement économiques.

LES NOUVEAUX PAYS INDUSTRIELS. Défis et opportunités pour les industries des pays de l'OCDE. (OCDE, Paris, 1988, 166 pages, 90 F.)

SYSTEME D'OBSERVATION PERMANENTE DES MIGRATIONS (SOPEMI), 1987 : l'évolution des flux de l'immigration dans les pays membres et des politiques en matière d'accueil, avec de nombreuses statistiques. Une annexe sur l'évolution de la scolarisation des étrangers. (OCDE, Paris, 1988, 156 pages.)

Organisation des Nations unies.

Rapport du commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, 11 juillet 1987-30 juin 1988 (Nations unies, New York, 1988, 61 pages.)

Radiation, rayonnement, irradiation. Les doses, les effets des risques. (Nations unies, n° de vente ONU/7.88.II.D.2, New York, 1988, 64 pages, 72 F.)

UNE CARRIÈRE ALLEMANDE

Persécuter, toujours persécuter

TALLHOVER, de Hans Joachim Schädlich (traduit de l'allemand par Bernard Lortholary), Gallimard, Paris, 1988, 306 pages, 120 F.

TRISTE vie que celle d'un mouchard, même lorsqu'il parvient à s'identifier avec l'appareil qui l'utilise, la police politique. On imagine mal l'attention soutenue, la vigilance sans faille, l'abnégation dont il faut faire preuve pour déjouer les menées subversives qui, à chaque époque, menacent l'État. Tallhover est pourtant un homme doué. En dépit de son origine modeste, il a participé à toutes les répressions de son temps. Une carrière exemplaire pour un fonctionnaire, jusqu'à ce qu'il devienne un traître.

Simple petit commissaire stagiaire en 1842, son zèle, la précision de ses rapports, le firent remarquer de ses supérieurs qui le chargèrent d'espionner les collaborateurs de la Gazette rhénane, un journal à la phraséologie égotique, opposée aux vues du roi. Il eut l'occasion de s'intéresser à ses principaux collaborateurs, dont un certain Karl Marx, aux fréquentations douteuses. Il traqua sans merci son ami, l'agitateur Georg Herwegh, qui se disait poète. Bientôt il dut se rendre en Angleterre pour observer de près Friedrich Engels. Mais les vrais ennemis commencent avec les émigrés russes, lorsqu'un certain Vladimir Oulianov dit Lénine, délaisse ses cueillettes de champignons en Suisse, pour se rendre en Allemagne. Tallhover ne le lâcha pas d'une semelle.

L'idéal lui est de l'arrêter, mais les gouvernements ne comprennent rien à l'efficacité policière. Ils le laissent en liberté, sans réaliser que le communisme est comme la peste, qu'il faut en empêcher la propagation immédiate. Au lieu de quoi, ils lui permettent, quelques années plus tard, de traverser impunément l'Allemagne avec sa racaille bolchevique, dans un wagon plombé. La chasse aux spartakistes fut menée de main de maître. Luxemburg et Liebknecht correctement assassinés. Mais les Ebert et Scheidemann, avec leur peur des bolcheviks, libèrent Radek. L'état-major allemand lui rendit visite, comme s'il aspirait à unir les poings levés des prolétaires et les batonnets prussiens. Et l'on ne fit rien contre les intellectuels. On laissa Lukacs et Wittfogel distiller leur poison. Enfin Hitler vint.

Lui au moins comprenait la nécessité d'écarter de l'œuf toute menace de subversion. Avec ses SA et ses SS, il perfectionna le système. Et Tallhover, qui avait loyalement servi le roi, l'empereur, la République, fut un fonctionnaire zélé du Führer. Il s'employa à démasquer dans la phraséologie humaniste des Églises la haine du national-socialisme.

Seulement, l'histoire ne cesse de se compliquer. Et Tallhover en perd son latin. Ces révolutionnaires qu'il rêvait de voir croupir dans les prisons allemandes, c'est Staline qui les exécute comme des traîtres, et qui massacre les officiers polonais à Katyn. Alors, il ne reste que la satisfaction de la continuité du devoir. Et Tallhover reprend du service dans la jeune République démocratique allemande. Il espionne les Églises et montre comment elles sont au service de l'impérialisme international, en détournant les prolétaires de la construction du socialisme. Il participe à la répression des ouvriers de Berlin-Est en 1953. Classant les dossiers, numérotant les pages, il peut faire bénéficier le socialisme de sa longue expérience. Mais il se heurte à la même incompréhension. Les gouvernements hypocrites lui demandent même des comptes. Il aurait participé à l'exécution de prisonniers soviétiques. Et, sous prétexte qu'à Berlin-Ouest un procès est ouvert, on le somme de s'expliquer alors que les vrais responsables du massacre sont en poste ici même, à Berlin-Est, dans l'Armée populaire.

TRONIE grinçante de Hans Joachim Schädlich, qui quitte la RDA en 1977, a quelque chose de désespéré. Elle semble puiser son inspiration chez Kafka, Orwell et Jaroslav Hasek. Plus qu'un règlement de comptes avec une certaine bureaucratie, c'est le constat brutal que l'histoire ne connaît que des bourreaux, même si les victimes ne sont jamais les mêmes. Truffé de sous-entendus historiques, ce roman exige une lecture attentive, surtout dans la dernière partie où les époques se confondent, comme dans un rêve. Tallhover propose à ses supérieurs, en 1953, un programme de lutte contre les Églises qu'il avait déjà suggéré à Hitler.

Les ouvriers communistes jugés sous la République de Weimar pour insulte à la mémoire de l'empereur Guillaume II, qui venait de mourir en exil, sont interrogés à Berlin-Est en juin 1953, après la mort de Staline. Dans un monde bouleversé, la logique de Tallhover est la seule qui subsiste : celle de la répression systématique des libertés. Lui seul se sent le dépositaire de l'histoire. La seule juste cause qui existe, c'est celle de l'ordre et de l'État. Les idéologies ne sont que des vêtements historiques éphémères. Les gouvernements se succèdent, l'appareil demeure en place. Et lui, l'instrument docile, devient un justicier.

Dans sa cave, il bricole une guillotine et exécute les traîtres que la logique politique a éparpillés. Il continue à persécuter ceux qui hébergèrent Lénine, même lorsqu'ils sont devenus des héros. Il ne peut se consoler de ses échecs, de ses trahisons à l'égard de l'histoire. Il se sent toujours coupable de ne pas avoir empêché Lénine de traverser l'Allemagne en 1917, d'avoir laissé filer Herwegh ou Radek. Son honneur est en cause, terni par la logique imbécile des gouvernements, qui n'ont pas compris que l'État éternel exige qu'on assassine les rebelles, quels qu'ils soient. Pour tout cela, il mérite la mort et hurle face à l'histoire : « Camarades, tuez-moi ! »

JEAN-MICHEL PALMIER.

MAGHREB

L'ISLAMISME AU MAGHREB. — François Burgat

★ Karthala, Paris, 1988, 304 pages, 110 F.

La répression à l'égard des islamistes divers empêche une analyse cohérente des processus et des conditions d'émergence du phénomène. Au lieu d'en faire un nouveau pathos du tiers-monde, n'en-t-il pas plus efficace d'en comprendre les racines historiques et la vision politique ? Telle est la démarche de François Burgat. L'auteur, chercheur à l'IREMAM (CNRS, Aix-en-Provence), analyse les spécificités des mouvements islamistes en Libye, en Tunisie, en Algérie et au Maroc en s'appuyant notamment sur de très nombreux entretiens inédits avec les principaux acteurs. Résultat : un document aujourd'hui totalement neuf qui veut « capter cette nouvelle voix du Sud » dans laquelle l'auteur voit une prolongation de la « dynamique nationale » et une démarche de « réappropriation culturelle sélective des valeurs de la modernité occidentale ».

Il n'est pas certain, cependant, que les mouvements islamistes, ces « enfants naturels de l'aventure coloniale », permissent de « réconcilier les codes culturels des sociétés hier colonisées avec les valeurs introduites par l'occupation occidentale ». Du Pakistan au Soudan, partout où des forces se réclament de l'islamisme ont pesé sur les pouvoirs, aucune n'a prouvé qu'elle était capable d'apporter aux problèmes réels des réponses plus efficaces que celles proposées, en leur temps, par les divers nationalismes. Les pays du Maghreb feraient-ils exception ?

RUDOLF EL-KAREH.

LES PROTECTORATS D'AFRIQUE DU NORD ENTRE LA FRANCE ET WASHINGTON (Maroc et Tunisie, 1942-1956). — Annie Lacroix-Riz

★ L'Harmattan, Paris, 1988, 282 pages, 180 F.

Ouvrant, pour la première fois, les fonds d'archives du Quai d'Orsay sur les protectorats d'Afrique du Nord, Annie Lacroix-Riz découvre à quel point l'histoire de l'indépendance des pays du Maghreb ne se réduit pas, contrairement aux idées reçues, au seul duel entre le colonialisme français et les nationalistes arabes.

Ainsi, la période de la guerre froide ne constitue-t-elle, pour l'impérialisme français, qu'un « suris » pendant lequel il se voit « confier » — comme (...) d'autres aînés coloniaux européens des États-Unis, la garde provisoire d'un espace stratégique essentiel pour l'Occident, guidé par Washington ». Encore faut-il, pour participer à cette « ligne de défense », « face au monde russe », lever (au printemps 1947) « l'hyppocrisie » d'un « danger communiste latéral ».

L'auteur dévoile les bluffs gigantesques auxquels se livraient les diplomates français, américains, et les nationalistes tunisien et marocain. Les États-Unis visent, à long terme, le contrôle d'un « Maghreb débarrassé de la tutelle française », avant d'appuyer sur le Néo-Destour tunisien et l'istigial marocain.

Une étude dense que complète une chronologie détaillée.

ISABELLE AVRAIN.

EUROPE

L'ALLEMAGNE, UNE ÉCONOMIE GAGNANTE ? — Sabine Urban et Ernst-Moritz Lipp

★ Hachette, Paris, 1988, 230 pages, 80 F.

Un petit livre alerte et clairement construit. Sabine Urban fournit les éléments d'un double diagnostic : sur la solidité de l'économie de la RFA et sur l'insécurité de l'engagement européen des décideurs ouest-allemands.

Si les graphiques sont nombreux et parlants, il est bien dommage d'avoir sacrifié toutes les références.

Réserve minérale, sur un ouvrage qui a le mérite de ne pas s'enfermer dans l'économie pure : les auteurs livrent des informations économiques, historiques, démographiques, institutionnelles, qui permettent de comprendre que, pas plus que le miracle économique d'après-guerre n'a été miraculeux, le fameux « modèle allemand » n'est monolithique et immuable.

JEAN-JACQUES GUINCHARD.

HEIDEGGER. — Jürgen Habermas

★ Éditions du Cerf, Paris, 1988, 73 p., 62 F.

Cet opuscule constitue la préface à la version allemande du livre de Victor Farias *Heidegger et le nazisme* (Verdier, 1987), qui est à l'origine de la grande polémique sur son engagement politique de 1933. Il paraît curieusement avant le livre lui-même dont Habermas a exigé la révision de plusieurs chapitres. On s'y attendrait à un livre de réconciliation sur les faits, mais ce court essai a le mérite d'élever le débat en posant la question essentielle : existe-t-il un lien entre la commission de Heidegger avec le régime nazi et ses prises de position philosophiques ? Habermas ne propose ni réconciliation ni plaidoyer mais invite à relire les cours des années 40 et souligne l'importance de la pensée de Heidegger dans l'horizon du vingtième siècle que la gravité de son engagement, en s'efforçant de montrer comment, à partir de sa conception du sujet et de l'histoire, il fut rendu possible.

JEAN-MICHEL PALMIER.

AFRIQUE

CLASSES OUVRIÈRES D'AFRIQUE NOIRE. — Études réunies et présentées par M. Agier, J. Copans et A. Morice

★ Éditions Karthala-Orizon, Paris, 1987, 296 pages, 180 F.

L'extrême diversité des catégories de travailleurs africains, leur résistance permanente aux tentatives d'intégration forcée à la rationalité capitaliste et au salariat intégral, la force des relations extra-professionnelles familiales, villageoises et tribales, constituent en cause la commodité, référence idéologique au modèle unique de la classe ouvrière portuaise d'une mission historique. Un peu partout, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, à Madagascar, en Afrique du Sud, se révèle, formé sous l'époque coloniale, un processus de prolétariat sans prolétariat.

Premier ouvrage en français sur la question ouvrière en Afrique noire, ce livre, qui fait une large place aux travaux en langue anglaise, est une remarquable contribution à une anthropologie du travail en Afrique.

CHRISTIAN DE BRIE.

OPERATION TIMBER. Pages from the Savimbi Dossier. — William Miller

★ Africa World Press, Trenton (New Jersey), 1988, 117 pages.

A l'heure où les négociations sur l'Afrique australe paraissent devoir déboucher sur un accord entre Pretoria, Luanda, Cuba et Washington, une des incertitudes demeure : le sort du chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi. Ce petit dossier permet d'éclaircir une des facettes de ce personnage d'autant plus ignoré que la plupart des livres qui lui ont été consacrés relèvent de l'hagiographie. Les documents publiés (en particulier une correspondance du chef de l'UNITA avec les militaires portugais) couvrent la période de septembre 1971 à juin 1974 et confirment la collaboration qui s'est instaurée, dans les années qui ont précédé l'indépendance de l'Angola, entre les autorités coloniales et Jonas Savimbi.

ALAIN GRESH.

DÉCORATION

RÉNOVER VOTRE APPARTEMENT A PARIS ?

Conseils, réalisation des travaux, tous corps d'état, qualité, délais.

ARCHI-DÉCOR

(1) 47-63-47-12

PROCHE-ORIENT

LETTRE D'UN AM ISRA�ËLIER À L'AM PALESTINIEN. — Eli Barnavi

★ Flammarion, Paris, 1988, 316 pages, 85 F.

Bernabé Somo, le représentant de l'OLP à Paris, avait envoyé en avril dernier une *lettre à son ami Joffé* (Le Soleil). Eli Barnavi vient de lui répondre avec sa *lettre d'un ami israélien à l'ami palestinien*. Professeur à l'Université de Tel-Aviv, auteur notamment d'une scrupuleuse *Histoire moderne de l'État d'Israël*, résumée, révisée, il connaît sa matière, ses sources de la raison, sa problématique, il est vrai tragiquement compliquée dans les conflits du Proche-Orient.

Les Palestiniens, explique en substance Eli Barnavi, ont manqué toutes les occasions d'un juste partage de la Palestine, faute d'avoir compris le sentiment national du peuple juif et reconnu sa légitimité. « Le droit de cette région, ajoute-t-il, n'est pas que l'OLP existe ; mais qu'elle s'extingue ». Arafat, poursuit l'auteur, n'a pas su — comme Ben Gourion avec le mouvement sioniste lors de la conférence de Biltmore en 1942 — donner un mouvement palestinien une ligne réaliste — maintenant Israël au pied du mur.

Partisan avoué de la négociation avec l'OLP et de la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël, Eli Barnavi sentait à vrai dire plus convaincant s'il se trouvait, parfois, à un point inattendu pour le palestinien — jusqu'à promettre à Mahmoud Darwish un « coup de poing » ! L'auteur, d'ailleurs, réclame-il dans le retour ou bien dans l'effort pour le catastrophe ? Les décisions récentes du Conseil national palestinien d'Alger rapprochent sans doute Ibrahim Somo et Eli Barnavi, dont il est clair qu'ils continuent — et tous deux le savent — d'indispensables partenaires dans le combat commun pour la paix.

DOMINIQUE VIDAL.

THE NEGLECTED GARDEN. The Politics and Ecology of Agriculture in Iran. — Keith McLachlan

★ I. B. Tauris and Co. Ltd, Londres, 1988, 303 pages, 28,50 livres.

L'agriculture iranienne évolue dans des conditions écologiques d'une extrême sévérité, qui ont exigé la mise au point, au cours des siècles, d'un système agricole des plus perfectionnés. Révisé à l'égard des premières modernisations de l'économie sous Reza Chah, elle fait l'objet, à partir de 1962, d'une réforme avant tout politique et ne touchant qu'à un faible pourcentage du territoire du pays. La révolution de 1979, essentiellement urbaine, ne résout elle aussi, des revendications paysannes, que le problème de la propriété. Le pouvoir est d'ailleurs trop divisé pour prendre les mesures qui s'imposent et les appliquer avec efficacité.

Keith McLachlan expose les perturbations profondes qu'a subies l'agriculture iranienne sous ces politiques successives et d'interventions sur le caractère rentabilisable des débris, de la part de l'insuffisance alimentaire en particulier. La fragilité du cadre écologique et la disponibilité de devises pétrolières ne vont-elles pas inciter à l'avenir les dirigeants du pays à négliger encore le jardin persan ?

PIERRE METGE.

BARCELONE, 1888-1929

La légende d'une cité

LA VILLE DES PRODIGES, d'Eduardo Mendoza (traduit de l'espagnol par Olivier Roffin), Le Seuil, Paris, 1988, 406 pages, 120 F.

A peine descendu des montagnes, le picaro Onofre Bouvila hante les chantiers de la première Exposition universelle de Barcelone (1888) et découvre, sur le tas, ses talents de bonimenteur qui décideront de son destin. Distribuant à la sauvette des brochures anarchistes, dont il résume d'embellie le message (« l'idée », disait-on alors), il partage néanmoins avec son employeur d'un jour une conception de la nature humaine qui ne s'embarrasse guère de scrupules, « tout leur paraissant éternellement justifié par la stupidité de la victime. Ils professaient la philosophie du loup ». Pas besoin de connaître Hobbes plus avant, Bouvila passera à la pratique, mû par un fantasme irrésistible : l'image d'un père malchanceux en affaires, humilié par des *señoritos* catalans. Au programme : coups fourrés, association de malfaiteurs, escroqueries immobilières, trafic d'armes, élimination indirecte des concurrents, mais, à terme, une fortune colossale qui aura contribué, plus que beaucoup d'autres, à faire de Barcelone le premier pôle industriel et commercial du pays, la ville du progrès et de ses prodiges.

Pourtant, à la veille de la seconde Exposition universelle (1929) qui doit marquer l'entrée de la cité catalane — toujours en lutte aux brimades d'une capitale désempée et à l'indifférence de ses voisins nordiques — dans le concert des métropoles européennes, le capitaine d'entreprise constate, amer : « Le monde est pire que moi ». En effet, ses pairs crispés sur la défense de privilèges hérités ne lui pardonnent ni une vision évolutive de la société (la consommation populaire comme régulateur politique), ni sa basse extraction.

Aussi, c'est seul, ou presque, qu'il organise sa propre apothéose en dispersant aux commandes d'une étrange machine volante devant un parterre ébahi, le jour de l'inauguration de l'Exposition. C'était l'année où « la ville avait commencé à entrer en décadence ». A l'heure où le pujaisme (1) triomphe, où le port repeint sa façade dans l'attente des Jeux olympiques de 1992, on ne manquera pas de sourire.

Pour broser sa fresque de Barcelone, Eduardo Mendoza réutilise la matière narrative de son premier roman (2) et l'élargit aux dimensions de la ville tout entière : chroniques sociales réelles ou imaginaires, archives exhumées, coupures de presse, brassage des classes. Mais loin d'un réalisme social érigé, dans une parodie d'épopée et un pastiche de roman-feuilleton (traduction très fine d'Olivier Roffin), il donne à sa ville la légende qu'elle attendait, sa « fondation mythique » (3).

ANDRÉ GABASTOU.

(1) M. Jordi Pujol est actuellement le président de la Generalitat, le gouvernement de la région autonome catalane.

(2) *La Vérité sur l'affaire Savolta*, Flammarion, Paris, 1986.

(3) *Fondation mythique de Buenos-Aires*, par Jorge-Luis Borges (mise en vers français par Ibarra).

du mo

HISTOIRE

LE MOIS DE DÉCEMBRE 1988

1. *La Légende d'une cité* d'Eduardo Mendoza, traduit de l'espagnol par Olivier Roffin, Le Seuil, 1988, 406 pages, 120 F.

2. *La Vérité sur l'affaire Savolta* de Jordi Pujol, Flammarion, 1986, 120 F.

3. *Fondation mythique de Buenos-Aires* de Jorge-Luis Borges, mise en vers français par Ibarra, 1986, 120 F.

4. *La Légende d'une cité* d'Eduardo Mendoza, traduit de l'espagnol par Olivier Roffin, Le Seuil, 1988, 406 pages, 120 F.

5. *La Vérité sur l'affaire Savolta* de Jordi Pujol, Flammarion, 1986, 120 F.

6. *Fondation mythique de Buenos-Aires* de Jorge-Luis Borges, mise en vers français par Ibarra, 1986, 120 F.

7. *La Légende d'une cité* d'Eduardo Mendoza, traduit de l'espagnol par Olivier Roffin, Le Seuil, 1988, 406 pages, 120 F.

8. *La Vérité sur l'affaire Savolta* de Jordi Pujol, Flammarion, 1986, 120 F.

9. *Fondation mythique de Buenos-Aires* de Jorge-Luis Borges, mise en vers français par Ibarra, 1986, 120 F.

10. *La Légende d'une cité* d'Eduardo Mendoza, traduit de l'espagnol par Olivier Roffin, Le Seuil, 1988, 406 pages, 120 F.

11. *La Vérité sur l'affaire Savolta* de Jordi Pujol, Flammarion, 1986, 120 F.

12. *Fondation mythique de Buenos-Aires* de Jorge-Luis Borges, mise en vers français par Ibarra, 1986, 120 F.

13. *La Légende d'une cité* d'Eduardo Mendoza, traduit de l'espagnol par Olivier Roffin, Le Seuil, 1988, 406 pages, 120 F.

14. *La Vérité sur l'affaire Savolta* de Jordi Pujol, Flammarion, 1986, 120 F.

15. *Fondation mythique de Buenos-Aires* de Jorge-Luis Borges, mise en vers français par Ibarra, 1986, 120 F.

16. *La Légende d'une cité* d'Eduardo Mendoza, traduit de l'espagnol par Olivier Roffin, Le Seuil, 1988, 406 pages, 120 F.

17. *La Vérité sur l'affaire Savolta* de Jordi Pujol, Flammarion, 1986, 120 F.

18. *Fondation mythique de Buenos-Aires* de Jorge-Luis Borges, mise en vers français par Ibarra, 1986, 120 F.

19. *La Légende d'une cité* d'Eduardo Mendoza, traduit de l'espagnol par Olivier Roffin, Le Seuil, 1988, 406 pages, 120 F.

20. *La Vérité sur l'affaire Savolta* de Jordi Pujol, Flammarion, 1986, 120 F.

21. *Fondation mythique de Buenos-Aires* de Jorge-Luis Borges, mise en vers français par Ibarra, 1986, 120 F.

ABOLIR LA TORTURE

Contre une inacceptable perversion

Par JACQUELINE WESTERCAMP et GUY AURENCHÉ *

QU'ON le veuille ou non, la torture reste à l'ordre du jour : après l'adoption à l'unanimité de la Convention des Nations unies le 10 décembre 1984, les pays européens prennent la mesure d'un phénomène qui exige une vigilance constante. La Convention européenne pour la prévention de la torture entrera en vigueur le 1^{er} février 1989. Quatorze pays doivent encore la ratifier (la France s'apprête à le faire). Ce texte, dont l'originalité réside dans son caractère préventif, permet à un groupe de personnalités de visiter, sans autorisation préalable, tous les lieux de détention. Premier pays à l'avoir ratifiée : la Turquie, qui espère, par ce geste de bonne volonté, obtenir son entrée dans l'Europe des Douze... Une convention du même type est actuellement en négociation pour les États américains (Canada exclu). En Afrique, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ratifiée en 1981, fait mention de la torture dans son article 5. Les conventions régionales, sans pour autant se substituer à la Déclaration de l'ONU, ont pour vocation une meilleure pénétration des principes humanitaires dans des pays aux cultures différentes.

Une tentation permanente

Le contraste entre ce brillant édifice juridique et la réalité a cependant de quoi décourager. En effet, les informations recueillies par le rapporteur spécial des Nations unies, Amnesty International et l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) concordent tristement : presque la moitié des pays du monde (pour autant engagés par la Déclaration universelle des droits de l'homme) ont recouru à la torture comme moyen de gouvernement. Son utilisation systématique comporte, il est vrai, des degrés, et des différences de situation existent selon les pays. Le cas de la Turquie, ou celui du Maroc, où la présomption d'innocence est régulièrement bafouée et la torture utilisée systématiquement contre les détenus, ne peut être confondu avec celui de l'Espagne où elle ne resterait en vigueur qu'à l'encontre des Basques. Cependant, ce genre de distinctions se révèle dangereux dès lors que, par une subtilité casuistique, il conduit à justifier l'emploi ponctuel de la torture. Car c'est reconnaître que l'acte est une tentation permanente et un enchaînement périlleux. Que la zone démocratique espagnole n'ait pu se débarrasser totalement de ces méthodes révèle la pesanteur des mentalités.

Au reste, aucun système politique n'a le monopole de ce fléau. Plus inquiétant peut-être, les méthodes tortionnaires ne cessent de se diversifier : souffrances physiques insoufflables provoquées par des blessures, des armes, l'usage de l'électricité, viols et sévices sexuels.

* Respectivement : présidente de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) et président de la Fédération internationale de l'ACAT (FIACAT).

traitements inhumains sur des enfants devant les parents, menaces et simulacres d'exécution, sous-alimentation programmée, travail forcé, usage de médicaments et de procédés de destruction psychologique, isolement sensoriel et régime carcéral destructurant... On peut désormais parler de torture « blanche », car beaucoup de ces sévices ne laissent pas de trace sur le corps et visent surtout à briser la personnalité. La preuve devient ainsi plus difficile à faire. L'évolution des méthodes rend presque impossible l'identification du tortionnaire. Les « disparitions », les prises d'otages par des auteurs anonymes, les exécutions extra-judiciaires par des groupes prétendant être incontrôlés : tous moyens grâce auxquels les autorités se déchargent à bon compte de leurs responsabilités.

Quels sont alors les pays qui échappent à la torture ? Mis à part les cas cités plus haut, le palmarès revient aux pays d'Europe occidentale auxquels il faut ajouter les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et quelques démocraties en Amérique latine, en Afrique noire, en Asie. Mais la vigilance doit être de mise car aucun État n'est à l'abri de cette tentation. Le souvenir de la guerre d'Algérie est là pour nous rappeler combien, même en France, en régime démocratique, le dérapage se produit aisément. Bien souvent, ce sont les circonstances qui semblent justifier la torture comme un mal nécessaire et la banaliser : la lutte contre le terrorisme, contre la subversion fournissent des arguments dangereux précisément parce qu'ils sont convaincants. On fait passer la nécessité de l'État ou de la société avant l'affirmation de la dignité humaine. Comme si l'on pouvait établir une hiérarchie entre les principes fondamentaux, comme s'ils pouvaient être susceptibles d'évaluation ou de calcul. Ce type d'argument ne résiste pas à l'analyse. Quelle société peut se construire sur les fondements de l'oppression ? Quel pouvoir peut oublier à ce point sa finalité qu'il se serve des armes par lesquelles on cherche à la détruire ? Rentrer dans la logique du terrorisme, c'est lui offrir sa plus belle victoire en lui signifiant l'impuissance des démocraties à employer d'autres méthodes que les siennes.

Détruire les « déviations »

C'EST pourquoi l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les textes qui l'ont suivi précisent que la torture doit être soumise à une interdiction définitive, absolue, et que celle-ci ne saurait être levée sous aucun prétexte : « Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. » Soulignons que la législation universelle n'est que très rarement aussi catégorique. Elle rappelle ainsi que le principe énoncé nous fait devoir de le respecter, qu'il est impératif car il concerne très directement l'essence de l'homme. Mais qu'appelle-t-on des traitements « cruels, inhumains, dégradants » ? L'évolution des

méthodes tortionnaires (disparitions, torture blanche) rend malaisée la définition précise de la torture : rapportons-nous à celle d'Amnesty International : « Il y a torture quand une personne inflige à une autre ou à un groupe d'autres personnes, délibérément et systématiquement, une douleur d'ordre physique ou psychique d'une extrême gravité afin d'obtenir de sa victime un comportement qu'elle n'aurait pas de sa propre volonté. » Cependant, cette définition ne rend pas compte de la différence entre torture privée et torture institutionnelle. Cette dernière répond à des objectifs particuliers. Elle s'inscrit dans une logique systématique et corrompt tous les rouages de l'État et la société. On parle de torture institutionnelle lorsque celle-ci est utilisée systématiquement par un gouvernement afin d'éliminer toute opposition, toute action dite subversive dans le seul but d'assurer son maintien au pouvoir par la terreur qu'il inspire... Le système doit être suffisamment discret pour laisser au gouvernement un semblant de légitimité et suffisamment efficace pour éteindre toute velléité de protestation. Les auteurs sont des agents de la force publique (police, armée, personnel pénitentiaire) et leurs complices officieux (escadrons de la mort, médecins, psychiatres...) ou bien encore des groupes agissant au nom d'un projet politique ou idéologique (groupes de libération, opposants, terroristes). Outre les arguments déjà évoqués (terrorisme, subversion), l'idéologie est largement utilisée pour justifier le recours à la torture. Tout jugement critique, toute opinion qui s'inscrit en faux est le signe d'une « déviation » qu'il faut corriger. Les camps de « rééducation » au Vietnam ou les camps de « travail » en URSS découlent de la logique d'un système qui ne se maintient que par la destruction de la pensée critique.

Le rôle des chrétiens

La torture ne naît pas n'importe où. Elle trouve un terrain favorable là où les inégalités sociales, économiques, ethniques sont insupportables pour la population qui les subit. Or certains groupes d'intérêts trouvent avantage à un système inégalitaire et sont prêts à le défendre coûte que coûte avec la bénédiction des autorités. Mentionnons pour exemple le cas de la Colombie, où les trafiquants de drogue ont partie liée avec le pouvoir. Fermant les yeux sur un commerce aussi illégal que lucratif, celui-ci obtient en échange la liquidation de ses opposants. La torture n'est que trop souvent le fait de régimes incapables de se renouveler et de procéder aux réformes nécessaires.

L'ampleur du phénomène, son caractère systématique appellent une réponse collective. Dans ce combat des droits de l'homme, les chrétiens hésitent à trouver leur place. Plus

sieurs raisons expliquent cette réticence : la peur de faire de la politique, la position des Églises qui longtemps se sont rangées aux côtés du pouvoir, le souvenir de l'Inquisition qui plane comme un remords... Pourtant l'action de l'ACAT témoigne que les chrétiens ont une parole à dire. Car enfin il ne suffit pas de lutter, encore faut-il savoir pourquoi on lutte. Action œcuménique, l'ACAT ne prétend pas s'arroger le droit d'une réponse universelle. Mais en apportant une dimension spirituelle à ce combat : en nourrissant son action d'une réflexion permanente ; en mettant l'accent sur la prière, l'ACAT tente de montrer que cette lutte est directement inspirée de l'Évangile et que celui-ci commande l'efficacité afin de promouvoir l'homme à l'image du Christ. Cette parole, si elle n'est qu'une parole parmi tant d'autres, n'en éclaire pas moins la finalité de ce combat et lui donne un fondement intangible. Car toute conviction a besoin d'un ancrage qui lui permettra de résister dans les situations les plus difficiles. Les résultats obtenus par ces associations témoignent en leur faveur. Mais surtout, leur action permet de lever un silence qui fait partie de la logique d'isolement du système tortionnaire. Ce témoignage de solidarité dont, tôt ou tard, la victime sera informée lui redonne une identité qu'elle avait perdue : « Vous n'avez pas écourté mon emprisonnement, mais comment résister à tant de solitude sans vos lettres... », déclare Igor Ogourov, retenu pendant vingt ans au goulag. Ce témoignage montre que la lutte contre la torture n'est pas un vain combat.

■ A l'occasion du 40^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'ACAT - Action des chrétiens pour l'abolition de la torture - organise, le 11 décembre 1988, au Bourget, une journée de réflexion et de débats sur le thème « Pour un monde sans torture ». (Renseignements : ACAT, 252, rue St-Jacques, 75005 Paris. Tél. : 43-29-88-52.)



« LE GARROT », EAU-FORTE DE GOYA
Au nom de la raison d'État...

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Courrier des lecteurs.
Casamayor ou la mort d'un juste, par Yves Florenne.

PAGE 3 :

La « guerre totale » au Salvador, par Ashton Scharach-Paris.

PAGES 4 et 5 :

ÉTATS-UNIS : Dans les bas-fonds de la campagne électorale, par Serge Halimi. — L'administration la plus corrompue, par Sam Landau.

PAGES 6 et 7 :

UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE : Le « social » à la remorque de l'acte unique, par Bernard Cassen. —

Libertés sans frontières pour les détenteurs de capitaux, par Denis Clerc.

PAGES 8 et 9 :

La Yougoslavie en proie aux démons du nationalisme, par Juan Fernandez Elortaga. — Un cinéma témoin de toutes les crises, par Anne Kieffer.

PAGES 10 et 11 :

UNION SOVIÉTIQUE : Une diplomatie à l'épreuve du tiers-monde, par Alain Gresh. — Le « laboratoire » balte, par Jean-Marie Chauvier.

PAGES 12 et 13 :

La Birmanie ou les paradoxes du sous-développement, par Michel Bruneau.

PAGE 14 :

Qui croit encore au « miracle » ivoirien ? par Corinne Moutout.

PAGE 15 :

DROTS DE L'HOMME : Le Maroc du silence, par François Della Sudda.

PAGE 16 :

PROCHE-ORIENT : Pari palestinien, refus israélien, par Amnon Kapelouk.

PAGE 17 :

Satan, suite de l'article de Claude Julien.

PAGES 18 et 19 :

CES INÉGALITÉS QUI SAPENT LA DÉMOCRATIE (VI) : La sainte, une conquête sociale menacée, par Jean-Paul Moatti.

PAGES 20 et 21 :

SCIENCE, AFFAIRES ET DÉMOCRATIE : Cette vie qui devient marchandise, par Jean-Pierre Berlan. — L'affaire Moore ou la diabolique notion de droit de propriété, par Marie-Angèle Hermite.

PAGE 23 :

Les contradictions des « Verts » ouest-allemands, par Margaret Manale.

PAGES 24 et 25 :

La francophonie en mal d'imaginaire (supplément).

PAGES 26 et 27 :

QUELQUE PART EN ITALIE : Desio, ville moyenne, lombarde et européenne, par Claude Ambroise. — Dans la presse étrangère : Mafia et guerre des toges (C. A.).

PAGE 28 :

ROMANS NOIRS ET SOCIÉTÉ FRANÇAISE : La violence a changé, le polar aussi, par François Cote.

PAGE 29 :

La conquête des esprits, par Bernard Cassen. — Les mains bien visibles de l'économie, par Jean-Pierre Berlan.

PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS : « L'empire écartelé », de Paul-Marie de La Gorce, par Yves Florenne. — « Tailloir », de Hans-Joachim Schädlich, par Jean-Michel Palmier. — « La ville des prodiges », d'Eduardo Mendoza, par André Gabastou.

Le Monde diplomatique du mois de novembre 1988 a été tiré à 176 000 exemplaires.

Il a été interdit de vente au Maroc et en Algérie.

VIANDE FRAICHE ARGENTINE
POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE

(POSSIBILITÉ HALAL-CACHER)

- Autres produits alimentaires ;
- arrivages de l'Argentine par avion garantis ;
- expéditions partout dans le monde.

carnar France



17, rue de la Comète - 75007 Paris

Tél. : 20 50 88 F - Tél. : 47-05-96-61